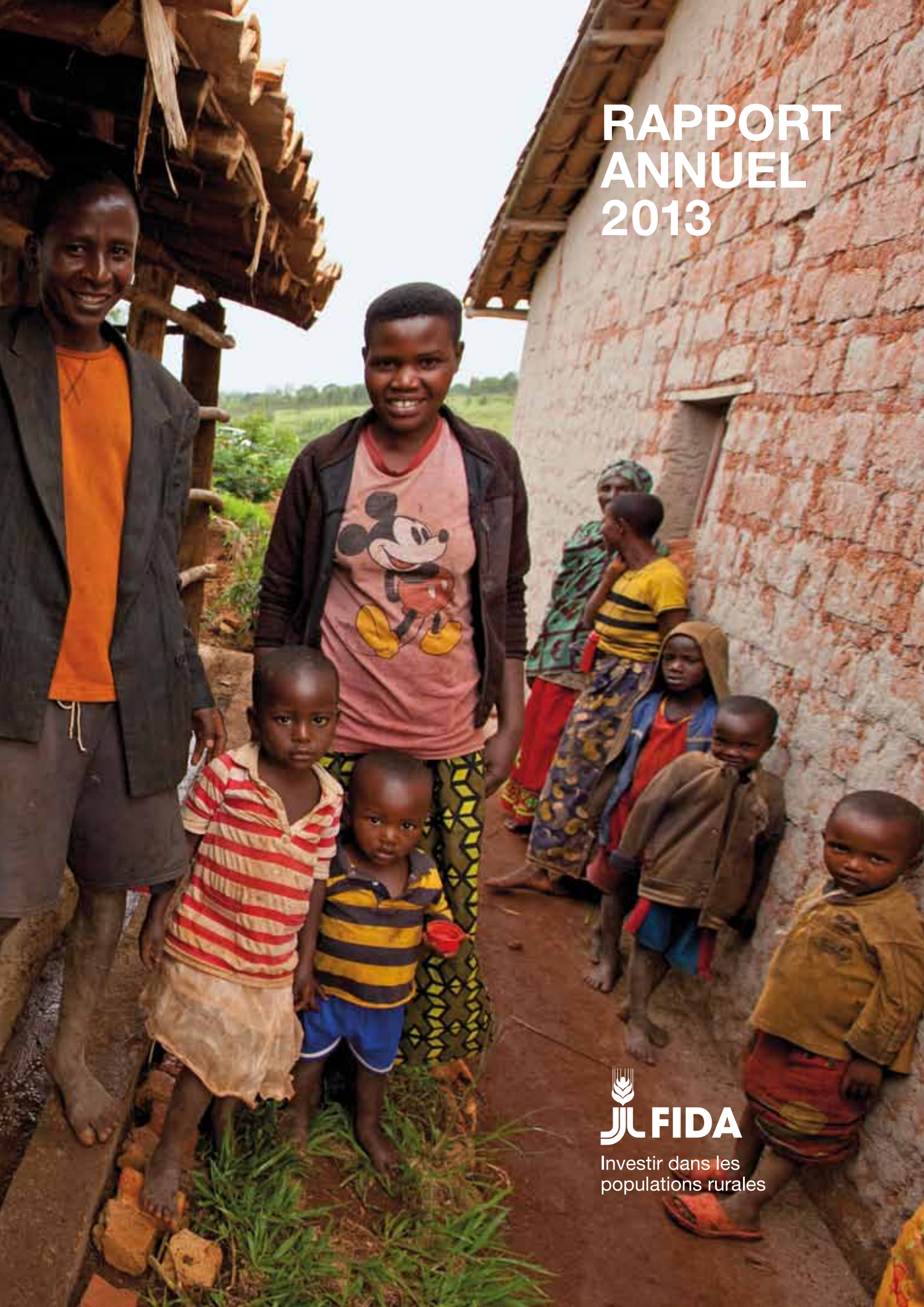


RAPPORT ANNUEL 2013

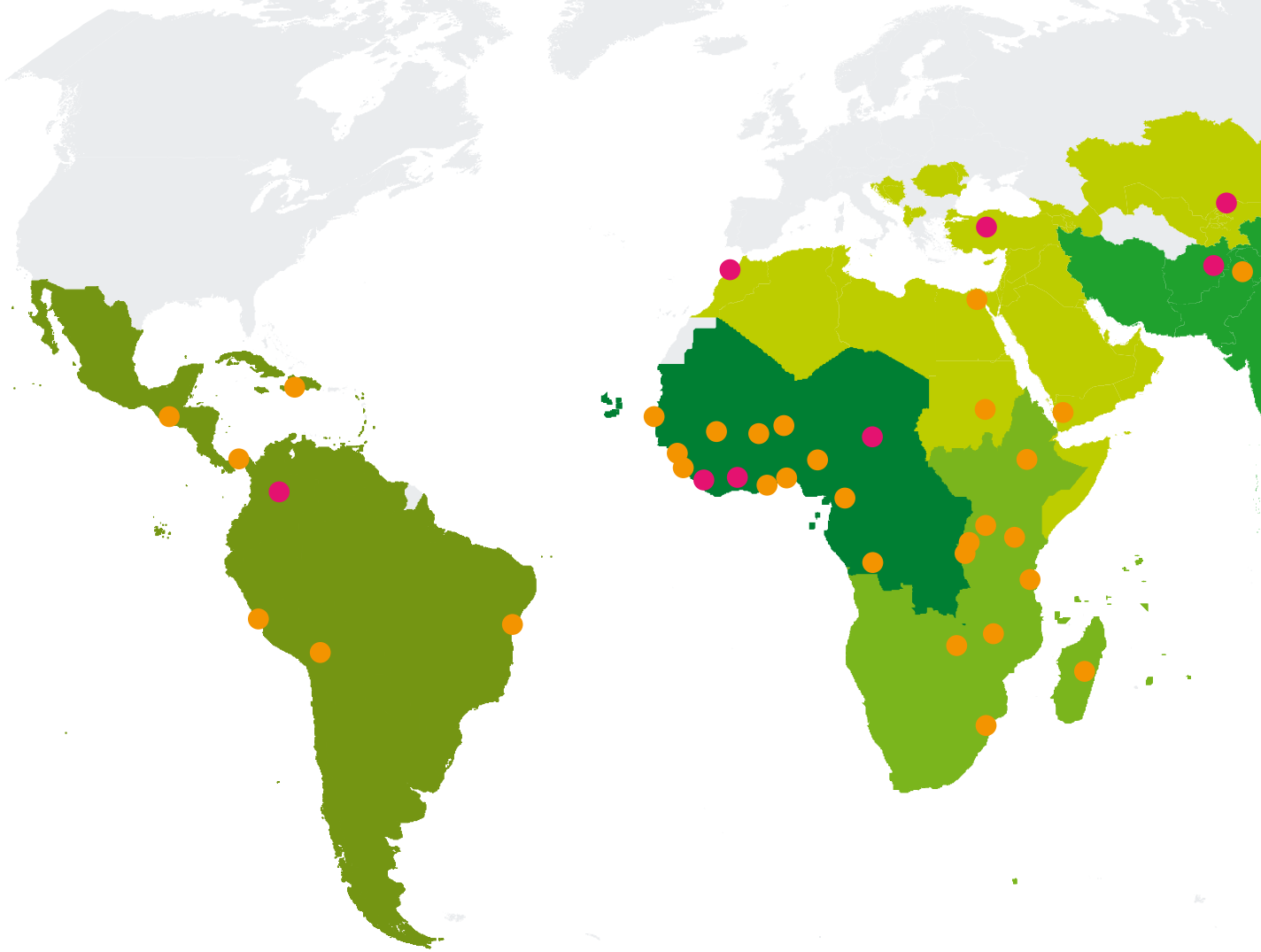


Investir dans les
populations rurales

Le FIDA investit dans les populations rurales en les autonomisant afin de réduire la pauvreté, d'accroître la sécurité alimentaire, d'améliorer la nutrition et de renforcer la résilience. Depuis 1978, nous avons octroyé 15,8 milliards d'USD environ sous la forme de prêts à faible taux d'intérêt et de dons en faveur de projets qui ont touché quelque 430 millions de personnes. Le FIDA est une institution financière internationale et un organisme spécialisé des Nations Unies dont le siège est à Rome – le centre névralgique des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.*

* À la date de publication, juin 2014

Programmes et projets appuyés par le FIDA et bureaux de pays du FIDA



■ Amérique latine et Caraïbes 41 projets

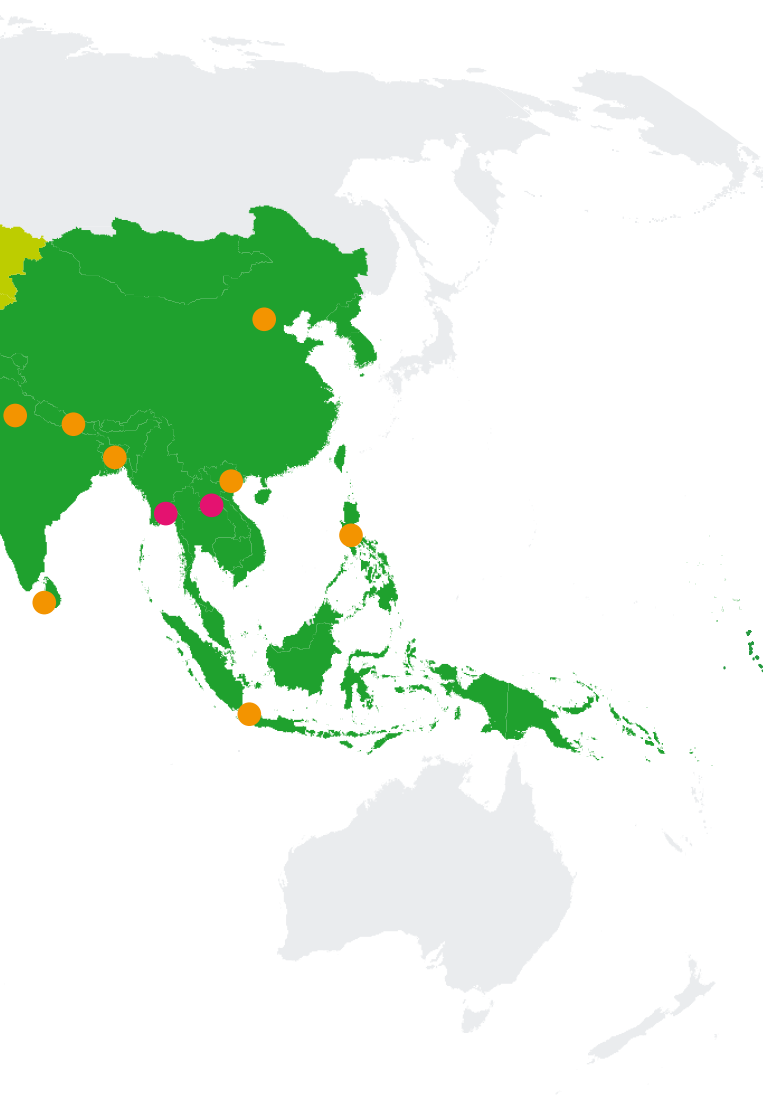
Argentine	3
Belize	1
Bolivie	
(État plurinational de)	3
Brésil	4
Colombie	1
El Salvador	3
Équateur	3
Grenade	1
Guatemala	2
Guyana	1
Haïti	3
Honduras	3
Mexique	2
Nicaragua	2
Panama	1
Paraguay	1
Pérou	3
République dominicaine	2
Venezuela (République bolivarienne du)	2

■ Afrique de l'Ouest et du Centre 52 projets

Bénin	1
Burkina Faso	4
Cabo Verde	1
Cameroun	2
Congo	2
Côte d'Ivoire	2
Gabon	1
Gambie	4
Ghana	4
Guinée	3
Libéria	2
Mali	4
Mauritanie	3
Niger	3
Nigéria	3
République centrafricaine	1
République démocratique du Congo	2
Sao Tomé-et-Principe	1
Sénégal	2
Sierra Leone	4
Tchad	2
Togo	1

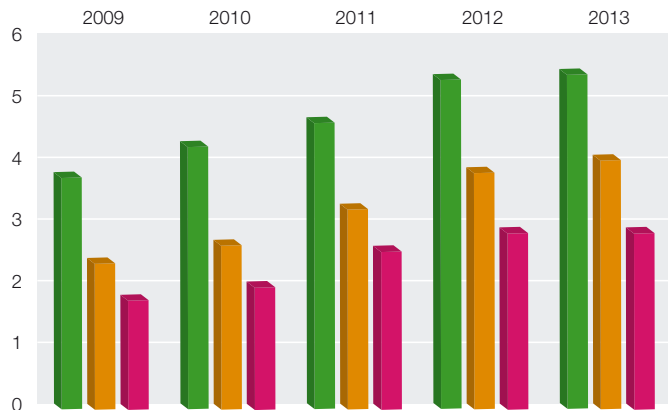
■ Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe 44 projets

Albanie	1
Arménie	1
Azerbaïdjan	2
Bosnie-Herzégovine	1
Djibouti	1
Égypte	4
Gaza et Cisjordanie	1
Géorgie	1
Jordanie	1
Kirghizistan	2
Liban	1
Maroc	4
Ouzbékistan	1
République arabe syrienne	3
République de Moldova	2
Soudan	6
Tadjikistan	2
Tunisie	2
Turquie	3
Yémen	5



Portefeuille en cours du FIDA, 2009-2013

Montants en milliards d'USD



- Portefeuille en cours
- Contributions nationales
- Cofinancement

Afrique orientale et australe
44 projets

- Angola 1
- Botswana 1
- Burundi 3
- Comores 1
- Érythrée 2
- Éthiopie 4
- Kenya 4
- Lesotho 2
- Madagascar 4
- Malawi 2
- Mozambique 4
- Ouganda 3
- République-Unie de Tanzanie 5
- Rwanda 2
- Seychelles 1
- Soudan du Sud 1
- Swaziland 1
- Zambie 3

Asie et Pacifique
60 projets

- Afghanistan 2
- Bangladesh 7
- Bhoutan 1
- Cambodge 3
- Chine 6
- Inde 9
- Indonésie 4
- Maldives 2
- Mongolie 1
- Népal 5
- Pakistan 2
- Papouasie-Nouvelle-Guinée 1
- Philippines 3
- République démocratique populaire lao 4
- Sri Lanka 3
- Timor-Leste 1
- Tonga 1
- Viet Nam 5

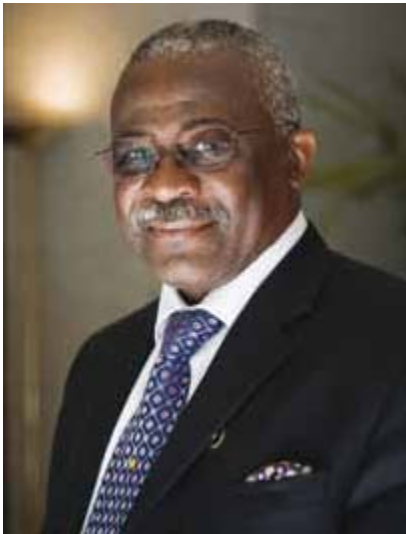
Bureaux de pays du FIDA

- 2013
- prévus en 2014-2015

Table des matières

Avant-propos du Président	2
Programme de travail en 2013	6
Nouvelles initiatives et nouveaux programmes	29
Mesurer et améliorer les résultats	37
Données relatives au financement et mobilisation des ressources	44
Récompenses	56
Rapport annuel 2013 – CD-ROM	

Avant-propos du Président



Alors que nous célébrons l'Année internationale de l'agriculture familiale 2014, le monde prend lentement conscience de ce que le FIDA, nos États membres et nos nombreux partenaires savent depuis de nombreuses années: les petits exploitants pratiquant une agriculture familiale jouent un rôle central dans nos systèmes alimentaires. En Asie comme en Afrique subsaharienne, les petites exploitations familiales nourrissent jusqu'à 80% de la population. Au niveau mondial, on compte environ 500 millions de petites exploitations agricoles, et pour 2 à 2,5 milliards d'êtres humains, les moyens de subsistance dépendent de ces exploitations.

Cruelle et inacceptable ironie: malgré leur immense contribution, une grande partie des populations qui ont pour mission de nourrir le monde souffrent elles-mêmes de malnutrition et sont extrêmement pauvres. On a estimé qu'environ la moitié des personnes qui souffrent aujourd'hui de la faim dans le monde sont des petits paysans, et c'est là l'une des raisons pour lesquelles investir dans les populations rurales et la transformation du monde rural constitue un moyen hautement efficace pour réduire la faim et la pauvreté.

Le lecteur pourra découvrir dans le rapport de cette année, parmi les éléments marquants de notre travail et de nos résultats, comment le FIDA s'attache à faire en sorte que les besoins des petits exploitants soient pris en compte dans les grands débats internationaux sur les politiques qui ont trait à la pauvreté. J'évoquerai aussi, plus loin, les efforts en cours pour réformer le fonctionnement interne de notre organisation, et les éléments qui démontrent notre engagement constant en faveur de l'autonomisation de la jeunesse des zones rurales.

Sécurité alimentaire et nutritionnelle

La sécurité alimentaire et nutritionnelle est une composante qui a toujours fait partie intégrante de l'approche du FIDA. Dans le cadre d'un projet mis en lumière à la page 18, par exemple, nous avons donné à des agricultrices, en Inde, les moyens de faire renaître la culture des millets de moindre importance – notamment l'éleusine cultivée, les petits mils et le millet des oiseaux ou sétaire d'Italie. Ces produits, jadis couramment cultivés, ont une teneur en calcium 30 fois plus élevée que celle du riz, et sont beaucoup plus riches en fer, en fibres et en micronutriments. Outre la mise à disposition de semences, le projet a proposé une formation grâce à laquelle les rendements ont augmenté de 30%.

Bien que nous ayons déjà obtenu de bons résultats dans des projets individuels, nous savons que nous pouvons rendre tous nos investissements à la fois davantage spécifiques à la nutrition et davantage sensibles à la nutrition, et nous œuvrons, avec nos partenaires et nos États membres, à affûter et accélérer nos efforts dans ce domaine primordial. Vous noterez, en effet, que nombre de programmes et projets approuvés en 2013 mettent l'accent sur l'amélioration de la nutrition.

Nous sommes fiers de siéger au Comité de pilotage de l'Année de l'agriculture et de la sécurité alimentaire 2014, proclamée par l'Union africaine, et dont l'objectif est de soutenir l'élan du développement agricole en Afrique et de transformer le secteur agricole pour qu'il devienne le moteur de la réduction de la pauvreté, d'une croissance sans exclusive et d'un développement durable. Une meilleure performance de l'agriculture a un impact direct sur la sécurité alimentaire, et améliore la nutrition, la création d'emplois et la résilience.

2014 et au-delà

Le FIDA est également un membre actif du Comité international de pilotage de l'Année internationale de l'agriculture familiale (AIAF) 2014, proclamée par les Nations Unies. Au cours de l'année 2013, le FIDA a mis l'accent sur les activités au niveau des pays pour l'AIAF-2014 comme moyen de susciter un changement des politiques dans un sens favorable aux petits producteurs familiaux. Nous avons approuvé un don de 500 000 USD au Forum rural mondial (FRM) pour appuyer la participation de la société civile dans 11 pays et cinq régions, ainsi qu'un don de 150 000 USD pour aider le FRM à gérer et suivre les activités au cours de l'AIAF.

Nous tournant vers l'avenir, nous ne devons pas oublier que les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), qui ont constitué le cadre des efforts collectifs mondiaux pour impulser le développement, ont une date cible – 2015. En tant que membre de plusieurs processus de haut niveau visant à définir un cadre successeur aux OMD, et en étroite partenariat avec la FAO et le PAM, le FIDA a rappelé aux décideurs que les ruraux – femmes et hommes – doivent jouer un rôle central dans tout programme d'élimination de la pauvreté et de promotion d'une croissance sans exclusive. Au mois de mai, j'ai mis en place une équipe spéciale sur l'après-2015, chargée de coordonner les engagements du FIDA pour l'ensemble de ces processus et de promouvoir notre vision: des zones rurales productives, résilientes et durables.

Réforme et reconstitution des ressources

La désignation de notre équipe spéciale sur l'après-2015 s'inscrit dans le cadre d'un effort constant pour réagir rapidement aux problèmes émergents et améliorer les résultats. Au cours des dernières années, nous avons créé plusieurs départements et bureaux pour consolider notre rôle d'organisation de savoirs et de plaidoyer en faveur des populations rurales, renforcer notre capacité interne et mobiliser des ressources supplémentaires. Nous pouvons ainsi continuer à répondre aux attentes de nos États membres et de nos partenaires et, espérons-le, à les dépasser.

Vous pourrez aussi découvrir dans ce rapport l'action que mène notre Bureau de la déontologie pour maintenir le respect des plus hautes normes déontologiques, et trouver des informations sur les mesures prises pour renforcer la transparence et la divulgation. On y trouvera également des informations sur notre principe de tolérance zéro à l'égard de la corruption, de la fraude et des actes de collusion, et sur le mécanisme confidentiel et anonyme pour la formulation des plaintes et des allégations.

En 2013, le portefeuille en cours du FIDA comptait 241 programmes et projets, pour un investissement de 5,4 milliards d'USD, valeur en hausse de près de

40% par rapport aux 4,0 milliards d'USD investis dans les 217 projets en cours en 2009. L'année 2013 était la première année de la période couverte par la neuvième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA9), et nous restons sur la bonne voie pour tenir nos engagements vis-à-vis des États membres. Le montant total des annonces de contribution au titre de FIDA9, y compris les contributions complémentaires, s'élève à plus de 1,41 milliard d'USD, soit 94% de notre objectif.

La Consultation sur la dixième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA10), qui se déroulera en 2014, définira notre programme de travail pour la période 2016-2018. Malgré la croissance sensible de notre portefeuille, la demande de services adressée au FIDA est de loin supérieure à l'offre. L'un des éléments clés de la Consultation sur FIDA10 consistera par conséquent à rechercher des approches et des mécanismes innovants qui permettront de maximiser la portée de notre action, de mobiliser des ressources supplémentaires et d'accroître notre impact.

En effet, nous avons déjà commencé à diversifier notre base de financement par le biais de nouveaux partenariats. Nous avons noué, en 2013, une alliance stratégique avec la société Intel Corporation afin d'apporter un appui aux petits exploitants, en Asie, sous la forme de services de vulgarisation agricole passant par des téléphones mobiles et des technologies de pointe. Au début de 2014, nous avons signé avec Unilever un accord de partenariat public-privé visant à renforcer, dans diverses régions du monde, les moyens de subsistance des petits exploitants agricoles par le biais d'une amélioration de la productivité, de l'établissement de liaisons entre les paysans et les marchés, et d'un renforcement de leur résilience.

Une organisation mondiale

Améliorer les relations de travail avec les partenaires actuels et nouer de nouvelles relations mutuellement bénéfiques représentent des stratégies viables pour renforcer notre impact. Néanmoins, la mondialisation croissante du champ d'action du FIDA résulte également de notre présence accrue sur le terrain. Entre 2007 et la fin de 2013, le nombre de bureaux de pays du FIDA est passé de 15 à 40. Avec l'appui constant de nos États membres, dix autres bureaux seront ouverts d'ici à 2015. Ces changements ont donné au FIDA un statut d'organisation véritablement mondiale.

Cette présence accrue dans les pays présente d'immenses avantages. Les évaluations montrent que les bureaux de pays améliorent la performance dans des domaines comme la concertation sur les politiques, la reproduction à plus grande échelle et l'efficacité. Ils augmentent aussi les flux de décaissements et nous permettent de réagir plus rapidement aux demandes des États membres.

Nous devons veiller, dans le même temps, à ne pas perdre le contact avec ce réseau lointain de bureaux et de personnel. Pour tuer dans l'œuf ce risque potentiel, nous avons tenu notre première réunion mondiale du personnel, quelque temps avant la rédaction de cet avant-propos. Plus de 600 membres du personnel sont venus à Rome, de toutes les régions du monde, pour deux journées de rapports intenses, de partage concret de savoirs, d'éducation et de renforcement de l'esprit d'équipe. La réunion a également été le cadre de la cérémonie de remise des récompenses à ceux de nos collègues distingués, en 2013, pour leurs contributions exceptionnelles (voir page 56).

Assurer un avenir à la jeunesse

J'entends souvent dire que nous devons rendre l'agriculture plus attrayante pour les jeunes non seulement pour leur propre bien, mais aussi pour un monde qui dépend, pour sa sécurité alimentaire, des contributions des petits exploitants agricoles. Je crois que l'unique solution est de faire en sorte que les paysans, quel que soit leur âge, puissent gagner décemment leur vie. Ainsi, les jeunes, femmes et hommes, seront davantage enclins à demeurer dans les zones rurales plutôt que de se déraciner à la recherche d'un avenir meilleur dans les centres urbains.

Vous pouvez découvrir, dans ce rapport, l'histoire de ces jeunes ruraux, femmes et hommes, participant à des projets appuyés par le FIDA et qui ont acquis de nouvelles compétences grâce auxquelles ils ont pu lancer des entreprises, trouver un emploi et tirer des avantages de l'activité agricole. En Côte d'Ivoire, par exemple, nous aidons d'ex-combattants à s'intégrer dans des coopératives et des associations agropastorales, et à rechercher un emploi autonome dans les domaines de la production agricole ou des cultures maraîchères.

Une réflexion, pour conclure

Portant notre regard en arrière sur la première année de la période de FIDA9, nous devons être reconnaissants à nos États membres et nos partenaires pour la confiance qu'ils manifestent en notre entreprise commune: investir dans les populations rurales pour impulser la transformation du monde rural.

Il nous faut certes des données solides pour valider notre action, mais nous ne pouvons pas ignorer les observations ponctuelles de récits à la dimension humaine. L'orgueil d'une mère qui envoie ses enfants à l'école et bien nourris ne peut jamais être reflété dans un tableau. Ce type de résultat est, toutefois, au cœur de notre action.

C'est pourquoi ce rapport contient des graphiques et des tableaux et, en même temps, des récits de succès et d'espoir. Sandile Mkhabela, un jeune agriculteur du Swaziland, en est un bon exemple. Au départ l'un des milliers de jeunes paysans bénéficiant d'un projet d'irrigation cofinancé par le FIDA et destiné aux petits exploitants, Mkhabela est devenu très compétent en matière de production de pleurotes. Il a commencé à former six autres jeunes, et à réfléchir aux moyens de franchiser son entreprise.

Sa philosophie résume simplement un sentiment qui doit continuer à sous-tendre toute notre activité au FIDA: "Si vous ne vous arrêtez pas, vous pouvez toujours trouver une solution."



KANAYO F. NWANZE

Président du FIDA



Programme de travail en 2013

Le présent chapitre met en lumière nos principaux domaines d'activité dans le monde. On y examine successivement les cinq régions d'intervention du FIDA, en résumant la situation et les défis auxquels font face les populations rurales. Dans toutes les régions, les zones rurales connaissent des taux de pauvreté systématiquement plus élevés que ceux des centres urbains. Les programmes et projets que nous finançons sont axés sur les communautés rurales, et portent une attention particulière aux groupes vulnérables que constituent les femmes, les jeunes, les peuples autochtones et les sections marginalisées de la population.

Nous analysons ensuite les questions prioritaires inscrites dans les programmes régionaux en 2013 et mettons en relief les résultats et l'impact des projets que nous appuyons. Nous verrons, dans des récits recueillis sur le terrain, comment des femmes et des hommes ont pu changer leur vie grâce aux investissements du FIDA.

Des interventions intelligentes face au climat sont en cours d'intégration dans toutes les régions. En 2013, nous avons approuvé des financements sous forme de dons d'un montant de 103,2 millions d'USD, pour des programmes d'adaptation au changement climatique exécutés dans dix pays vulnérables, dans le cadre du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP), qui accorde aux petits exploitants agricoles des fonds spécialement destinés à leur permettre d'améliorer leur résilience face au changement climatique. Ce programme a été lancé en 2012 et a reçu en 2013, dans le contexte de l'Élan pour le changement, un prix attribué par le secrétariat de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et le statut d'activité phare en reconnaissance des travaux novateurs conduits par le FIDA.

Les activités de l'ASAP sont rendues possibles par les généreuses contributions de huit pays donateurs: Belgique, Canada, Finlande, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède et Suisse.

Afrique de l'Ouest et du Centre

24 pays: Bénin, Burkina Faso, Cabo Verde, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Libéria, Mali, Mauritanie, Niger, Nigéria, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Tchad et Togo

Vue d'ensemble

L'examen des indicateurs économiques et sociaux permet de prévoir que l'Afrique de l'Ouest et du Centre demeurera, au cours de la prochaine décennie, la région africaine où la croissance sera la plus rapide. En effet, la Côte d'Ivoire, le Libéria, le Niger et la Sierra Leone figuraient, en 2012, parmi les dix économies mondiales connaissant la croissance la plus rapide. Le Ghana, la Mauritanie, le Nigéria et la République démocratique du Congo ont également affiché une croissance économique impressionnante.

Ce succès est dû, en grande partie, aux prix élevés des produits de base primaires comme le pétrole et les produits des industries extractives, à l'expansion du secteur des services, et à la demande émanant

Éléments marquants de la gestion du portefeuille

- 52 programmes et projets en cours, en partenariat avec 22 gouvernements bénéficiaires dans la région à la fin de 2013;
- 1 042,3 millions d'USD investis par le FIDA dans le portefeuille régional en cours;
- 5 nouveaux programmes et projets en Guinée, au Mali, au Nigéria, au Sénégal et en Sierra Leone, pour un investissement total du FIDA de 198,7 millions d'USD; ce total comprend 1 don ASAP d'un montant de 15,0 millions d'USD pour le projet au Nigéria;
- financement supplémentaire d'un montant de 46,1 millions d'USD accordé pour des programmes et projets en cours au Burkina Faso, à Cabo Verde, au Libéria et au Mali;
- 2 dons approuvés en 2013, pour un montant total de 3,4 millions d'USD;
- 22 dons en cours, d'une valeur totale de 20,0 millions d'USD.

de l'intérieur même de la région. La croissance de la production agricole y a également contribué. C'est là un élément important, parce que la croissance dans ce secteur a un effet beaucoup plus fort, en termes de réduction de la pauvreté, que la croissance dans d'autres secteurs.

Le triplement des investissements étrangers et l'augmentation des échanges avec les principales économies émergentes au cours de la décennie écoulée ont aussi contribué à alimenter l'expansion des secteurs de la banque et des télécommunications. Environ la moitié de la population en Afrique de l'Ouest et un tiers en Afrique du Centre ont maintenant accès au téléphone portable et en font usage.

Dans la plupart des pays, toutefois, l'extrême pauvreté se situe encore à un niveau inacceptable, en particulier dans les zones rurales. À en juger, notamment, par les indicateurs peu encourageants concernant la sous-alimentation, la malnutrition infantile et le nombre d'enfants en situation d'insuffisance pondérale, la grande majorité des pays n'atteindront pas d'ici à 2015 les Objectifs du Millénaire pour le développement. Face à cette perspective, de nombreux gouvernements adoptent des politiques économiques favorables aux pauvres et visant à apporter davantage de prospérité aux zones rurales défavorisées.

Près de la moitié des pays de la région sont classés par la Banque mondiale dans la catégorie des États fragiles. L'instabilité économique, politique et

sociale, ainsi que les effets pluridimensionnels du changement climatique constituent d'importants facteurs de risque. Les impacts négatifs s'amplifient mutuellement: dans les pays arides du Sahel, par exemple, des situations de conflit peuvent compromettre la fragile résilience des communautés face aux sécheresses, et des ressources peu abondantes peuvent être sources de conflits.

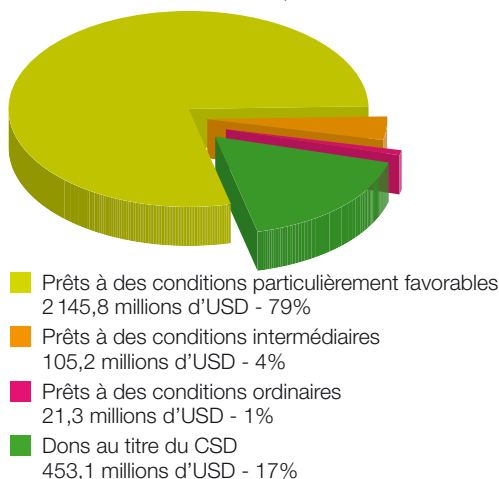
La population totale de la région est de 500 millions de personnes, dont 55,3% vivent dans les zones rurales. Quelque 43,9% vivent dans un état de pauvreté extrême avec moins de 1,25 USD par jour¹. La région continue de connaître une profonde évolution démographique. La fertilité élevée et la baisse du taux de mortalité se traduisent par une population où l'âge médian actuel est inférieur à 18 ans. On prévoit que, d'ici à 2020, plus de la moitié des habitants de l'Afrique de l'Ouest et du Centre vivront dans des villes – le plus fort taux d'urbanisation du continent. Toutefois, l'agriculture représente encore 30% de l'activité économique de la région et assure les moyens de subsistance de 60% de la population économiquement active.

Travaux et résultats en 2013

En 2013, notre programme de travail en Afrique de l'Ouest et du Centre a été principalement axé sur les secteurs suivants:

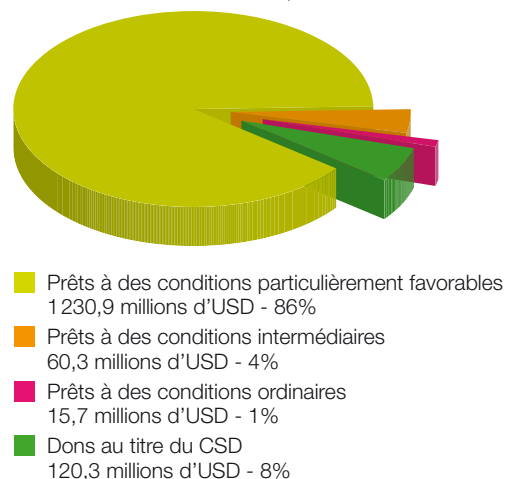
- filières et marchés;
- finance rurale;

GRAPHIQUE 1a
Prêts du FIDA selon les conditions de prêt, et dons au titre du CSD, 1978-2013^a
Sur un montant total de 2 725,4 millions d'USD



^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

GRAPHIQUE 1b
Décaissements des prêts selon les conditions de prêt, et décaissements au titre du CSD, 1979-2013^a
Sur un montant total de 1 427,2 millions d'USD



^a Les décaissements des prêts concernent uniquement les prêts relevant du Programme ordinaire, à l'exclusion du Programme spécial pour les pays de l'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification. Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

¹ Les données brutes proviennent du *Rapport sur le développement humain 2013* élaboré par le Programme des Nations Unies pour le développement.

- gestion des ressources naturelles et changement climatique;
- les jeunes dans les pays en situation de postconflit.

Filières et marchés

Dépassant l'aide publique au développement (APD), l'investissement privé dans le secteur de l'agriculture constitue le principal moteur des économies rurales. Lorsque les bonnes conditions sont réunies, il peut contribuer à accroître les revenus et à renforcer la sécurité alimentaire, en permettant aux paysans d'atteindre les marchés et d'avoir accès à la technologie, aux services, à l'innovation et au savoir. Les projets appuyés par le FIDA jouent un rôle important dans la création des conditions favorables à l'épanouissement des partenariats public-privé.

Au Libéria, par exemple, le FIDA a financé le premier projet établissant, dans ce pays, un partenariat entre les secteurs public et privé. Dans ce cas particulier, un exportateur privé et le Ministère de l'agriculture ont uni leurs forces pour revitaliser les plantations de café et de cacao des petits producteurs. La société a investi plus de 1,0 million d'USD dans la formation, les véhicules et les capitaux afin d'aider trois coopératives à réhabiliter quelque 1 000 hectares. Elle paie les agriculteurs jusqu'à 50% de plus que les intermédiaires traditionnels, et reverse une commission de 10% aux coopératives. À la fin de l'année, l'entreprise était prête à développer ses investissements qui permettront de réhabiliter jusqu'à 15 000 hectares de cacao et de café.

À Sao Tomé-et-Principe, un partenariat établi entre le gouvernement, le FIDA, l'Agence française de développement et cinq sociétés européennes renforce les filières du cacao, du café et des épices – trois importantes cultures d'exportation. Cette intervention utilise les certifications "production biologique" et "commerce équitable" et établit des liens entre les producteurs et les marchés européens. Quelque 5 500 ménages, soit environ 26 000 personnes, en tirent de multiples bénéfices. Ayant amélioré la qualité de leur cacao afin de répondre aux normes européennes, les petits exploitants obtiennent un accès à de nouveaux marchés et des prix plus élevés pour leur production. Les associations de producteurs ont investi les primes versées par les acheteurs dans des installations de santé communales, au profit de l'ensemble de la communauté.

De façon générale, le programme a contribué à la redynamisation de l'économie locale et enrayer la migration des personnes vers les villes à la recherche d'emplois: plus de 8 000 personnes sont liées, directement ou indirectement, au programme, et l'une des quatre coopératives qu'il appuie est devenue financièrement indépendante.

Finance rurale

Les ménages ruraux ont besoin d'un accès au crédit pour gérer leurs flux de liquidités, soutenir leurs activités agricoles et semer les graines de nouvelles entreprises. Le FIDA a élaboré dans l'ensemble de la région des programmes de finance rurale adaptés aux besoins des petits exploitants, et en particulier des femmes. Entre 2011 et 2012, le nombre total d'emprunteurs, dans le cadre de nos projets, est passé d'environ 145 000 à près de 195 000, dont plus de 82 000 femmes. Le nombre d'épargnants volontaires a aussi augmenté, passant de plus de 157 000 à plus de 292 000 – plus de 190% de l'objectif annuel.

Le travail financé par le FIDA en Sierra Leone dans le domaine de la finance rurale est un exemple de réussite. Nous avons contribué à la création du plus vaste réseau d'institutions de microfinance rurale du pays, regroupant à l'heure actuelle 51 associations de services financiers et 13 banques communautaires. Nous avons fourni des conseils sur les bons principes et les bonnes politiques en matière commerciale, les procédures comptables, les contrôles internes et la fourniture de prêts et d'autres services. Un système d'information de la gestion, spécialement conçu, garantit une information financière transparente et responsable. Après trois ans, 40% des membres du réseau signalent des bénéfices non répartis positifs dont le niveau permet de penser que ces institutions pourraient, à terme, devenir financièrement indépendantes.

Au Ghana, le Programme de promotion de la croissance rurale dans le Nord a élaboré, avec l'appui du FIDA, un système de crédit en monnaie scripturale qui a permis d'établir avec succès des liens entre les paysans et toutes les étapes des filières – depuis les négociants, les prestataires de services et les agents de vulgarisation jusqu'aux transformateurs et aux distributeurs. Sur la base d'accords tripartites entre les institutions financières, les fournisseurs d'intrants et prestataires de services, et les acheteurs, les paysans reçoivent à crédit des intrants et des services. Lorsque les acheteurs – principalement des négociants ou des industries agroalimentaires – paient les paysans par virements bancaires formels, l'institution financière peut facilement déduire le principal et l'intérêt acquis pour recouvrer le montant du prêt.

Ce système a permis de mobiliser, à ce jour, 2,3 millions d'USD provenant de 24 banques rurales et communautaires dans le nord du Ghana. Le programme a également mis en place des comités de filière locaux dans plus de 40 districts ruraux pour aider les petits exploitants agricoles à avoir accès aux marchés, à la technologie et à la finance. Le Ministère de l'alimentation et de l'agriculture prévoit la reproduction de cette approche à l'échelle de l'ensemble du pays afin de promouvoir un développement des filières impulsé par le marché et inclusif.

Gestion des ressources naturelles et changement climatique

Les pays de la région, en particulier ceux du Sahel, sont extrêmement vulnérables au changement climatique. Les systèmes de production, sur lesquels s'exerce déjà une pression afin qu'ils produisent davantage pour nourrir des populations croissantes, sont durement touchés par la perturbation des régimes climatiques et par des conditions climatiques extrêmes. La dégradation des ressources naturelles est également une cause majeure de préoccupation, avec une concurrence intense, dans certaines régions, pour la terre et l'eau.

Le FIDA promeut des techniques et des méthodes locales pour le reverdissement, et notamment différentes techniques de conservation des sols et des eaux ainsi que de régénération arboricole. De bons résultats ont été observés au Burkina Faso, où deux programmes appuyés par le FIDA ont été axés sur la gestion de la fertilité du sol en ayant recours à des techniques autochtones de conservation du sol et de l'eau. Des terres désignées localement sous le nom de *zipélé* – ou sols nus – ont été bonifiées et remises en culture. Neer-Tamba, un nouveau projet approuvé en 2013, continuera d'intervenir dans des zones souffrant de précipitations irrégulières, de sécheresse croissante et de dégradation des terres.

Le FIDA apporte aussi un appui au reverdissement dans d'autres pays du Sahel – Mali, Niger et Sénégal – par le biais de deux programmes de dons de grande ampleur exécutés par le Centre mondial d'agroforesterie (CIRAF) et le Centre pour la coopération internationale de l'Université libre d'Amsterdam.

Le Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP), lancé par le FIDA en 2012, est devenu la plus importante source mondiale de financement dont le but est d'aider les petits exploitants agricoles pauvres à s'adapter au changement climatique. Deux nouvelles initiatives financées par l'ASAP ont été approuvées dans la région au cours de l'année: le Programme d'appui à l'adaptation au changement climatique et au secteur agroalimentaire dans les zones de savane, au Nigéria, et le Projet visant à améliorer la productivité agricole, au Mali.

Les opérations de l'ASAP renforcent les capacités des petits exploitants agricoles et améliorent leur accès à l'information relative au climat et à des outils améliorés pour la prise de décisions. Elles consacrent aussi des investissements à l'infrastructure rurale et à la protection contre les dégâts provoqués par des phénomènes météorologiques, et introduisent des technologies permettant une utilisation efficace de l'eau et fournissant une énergie non polluante.

Onze projets en cours dans la région ont bénéficié, de la part du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), de dons d'un montant total d'environ 45,0 millions d'USD. Ces dons financent l'adaptation au changement climatique, la gestion durable des terres et la conservation de la biodiversité.

Les jeunes dans les pays en situation de postconflit

Après la fin d'un conflit, des cicatrices physiques et psychologiques, ainsi que la perturbation de leur éducation, peuvent laisser les jeunes mal outillés et marginalisés. Mais, dans le même temps, les jeunes – femmes et hommes – possèdent une immense capacité d'adaptation et peuvent être plus réceptifs que des adultes plus âgés aux technologies et aux possibilités émergentes. Les programmes appuyés par le FIDA et destinés aux jeunes des pays en situation de postconflit visent à donner à ces jeunes – femmes et hommes – les compétences qui leur permettront de gagner leur vie et d'aider leurs communautés à se relever et à prospérer.

En Côte d'Ivoire, une masse critique de producteurs ruraux capables d'adopter des rôles d'encadrement et de créer des possibilités commerciales est en voie de se constituer dans le cadre d'un projet d'appui au développement et à la commercialisation agricole. En 2013, le projet s'est concentré sur l'aide aux ex-combattants dans les régions des Savanes, de la Vallée du Bandama et de Zanzan afin qu'ils s'intègrent au sein de coopératives et d'associations agropastorales, ou qu'ils recherchent un emploi autonome dans les domaines de la production agricole ou des cultures maraîchères. Tous les participants, y compris les jeunes, reçoivent une formation relative aux filières et aux compétences en matière de commercialisation et de négociation, mais également dans les domaines de la transformation, du stockage, du conditionnement et de la distribution à petite échelle.

En Sierra Leone, on estime à 20 000 le nombre des ex-combattants – dont une moitié de jeunes – issus du milieu agricole et qui pourraient être réintégrés dans le secteur de l'agriculture, avec un impact positif sur la sécurité alimentaire. Le projet qu'appuie le FIDA cible les jeunes ex-combattants handicapés vivant dans les régions de Kailahun, Kenema, Kono et Koinadugu. Après avoir procédé à une évaluation des besoins, le projet met à la disposition des jeunes des crédits leur permettant de louer ou d'acheter de la terre agricole, des intrants agricoles, des entrepôts à céréales, des machines à usiner le riz, des aires de séchage, et des équipements de transformation et de stockage des produits alimentaires.

Récit recueilli sur le terrain

Un projet d'ampleur nationale reproduit à une plus grande échelle l'impact du FIDA en Gambie

Un nouveau projet conduit en Gambie reproduit actuellement, dans l'ensemble du pays, des pratiques éprouvées de gestion de la terre et de l'eau. Désignée sous le nom de *Nema* – qui signifie prospérité en langue mandingue –, l'initiative appuyée par le FIDA fait fond sur les résultats obtenus au cours de 30 années de partenariat avec les petits exploitants agricoles.

Le nouveau projet résulte d'une demande formulée par le gouvernement, qui a invité le FIDA à jouer un rôle pilote dans l'exécution du Plan national gambien 2011-2015 d'investissement agricole, dont l'objet est de faire évoluer le secteur de l'agriculture et de transformer une activité de subsistance en un système de marché de plus en plus efficient. Cette initiative est décisive pour la croissance économique de la Gambie, étant donné que l'agriculture y emploie plus de 70% de la population; les femmes constituent plus de la moitié de ces travailleurs agricoles.

“Les femmes sont les principales productrices de riz et de légumes en Gambie, et le projet *Nema* a été conçu par elles et avec elles”, déclare Moses Abukari, chargé de programme de pays du FIDA. “L'initiative créera aussi des possibilités d'emplois pour les jeunes dans le secteur des industries agroalimentaires.”

Au cours de sa première année d'activité, le projet *Nema* a préparé le terrain. Il a élaboré 25 plans de développement de bassins versants (cinq fois plus que la cible fixée pour 2013) et créé 28 organisations paysannes comptant parmi leurs membres un nombre à peu près égal de femmes et d'hommes. Le projet a également conclu des contrats avec des prestataires

de services gambiens (tant publics que privés) chargés de la formation dans divers domaines: gestion commerciale, certification des semences, stages pratiques pour agriculteurs et alphabétisation pour les agricultrices.

Par le biais du *Nema*, le FIDA aide le gouvernement à mettre en place un cadre fonctionnel de suivi et d'évaluation pour le secteur de l'agriculture. Afin de créer une carte de référence pour le projet, des techniciens locaux sont actuellement formés à l'application des technologies d'observation de la terre pour la surveillance des cultures de riz. Cette activité s'inscrit dans le cadre d'un partenariat pilote en cours entre le FIDA, l'Agence spatiale européenne et Sarmap, une société privée suisse.

Nema a déjà un impact sur l'élaboration des politiques au niveau national. Par le biais du projet, le FIDA travaille avec le gouvernement à l'élaboration d'une stratégie nationale de développement de la riziculture, en collaboration avec des partenaires clés comme la Coalition pour le développement de la riziculture en Afrique. Le projet a également contribué au renforcement de l'approche du programme de pays, en développant des synergies entre les quatre projets en cours que le FIDA appuie actuellement en Gambie.

Mariama Jarju, propriétaire terrienne et mère de dix enfants, récolte le riz avec ses ouvriers agricoles dans le village d'Aljamdou

Gambie: Projet de gestion intégrée participative des bassins versants

©FIDA/Nana Kofi Acquah



Afrique orientale et australe

22 pays: Afrique du Sud, Angola, Botswana, Burundi, Comores, Érythrée, Éthiopie, Kenya, Lesotho, Madagascar, Malawi, Maurice, Mozambique, Namibie, Ouganda, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Seychelles, Soudan du Sud, Swaziland, Zambie et Zimbabwe

Vue d'ensemble

Dans l'ensemble de l'Afrique orientale et australe, les indicateurs positifs comme celui de la croissance du PIB ne donnent pas une juste idée de l'ampleur croissante des inégalités de revenus et du nombre élevé de personnes souffrant de la faim. Les taux de croissance du PIB en 2012, de 4,9% en Afrique orientale et de 4,3% en Afrique australe, dissimulent de sévères disparités et inégalités de revenus, aussi bien à l'intérieur des pays qu'entre les pays. On observe également des variations significatives des niveaux de pauvreté à l'intérieur des pays. C'est encore dans les zones rurales, où intervient le FIDA, que vit l'immense majorité des pauvres.

Les analyses de la Banque mondiale montrent qu'il n'y a guère de corrélation entre les évolutions du PIB et celles des taux de pauvreté. Les données disponibles montrent toutefois que la hausse du PIB tirée par la croissance agricole est plus efficace, en termes de réduction de la pauvreté, que la croissance impulsée, par exemple, par un essor des industries extractives. On estime que la croissance découlant de la production des cultures de base pourrait avoir un plus fort impact sur la pauvreté que la croissance liée aux cultures d'exportation comme le café, le thé et le tabac.

La faim est toujours présente, à des niveaux élevés, dans la grande majorité des pays. Selon le classement établi par l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires dans son Indice de la faim dans le monde 2012, 18 pays de la région sont considérés comme présentant des niveaux de faim sérieux, alarmants ou extrêmement alarmants, le Burundi et l'Érythrée étant placés dans cette dernière catégorie.

La plupart des OMD demeurent obstinément inatteignables d'ici la date cible de 2015. Seuls l'Ouganda et le Swaziland s'approchent d'une réduction de moitié de l'extrême pauvreté. Même pour ce qui concerne les OMD pour lesquels la région semble en bonne voie, comme l'éducation primaire universelle, les progrès sont compromis par les taux d'abandon élevés. L'agriculture, activité fortement sensible aux impacts négatifs du changement climatique, occupe 60% de la population de la région.

La population totale de la région est d'environ 341,8 millions de personnes, dont 73,7% vivent dans les zones rurales. En moyenne, environ 50,6% de la population vit dans une situation d'extrême pauvreté avec moins de 1,25 USD par jour². Le pourcentage de la population vivant en situation de pauvreté dans ces pays varie entre 0,3% aux Seychelles et 81,3% au Burundi et à Madagascar.

Travaux et résultats en 2013

Le programme de travail du FIDA en Afrique orientale et australe a porté principalement sur les points suivants:

- technologies de l'information et des communications (TIC);
- gestion des ressources naturelles et changement climatique;
- emploi extra-agricole;
- finance rurale;
- égalité des sexes et droits fonciers des femmes.

Technologies de l'information et des communications (TIC)

Les TIC peuvent faire une énorme différence pour les vies des populations rurales pauvres, en leur donnant accès à des informations et des services essentiels. Au moyen de téléphones mobiles, par exemple, les paysans peuvent avoir accès à distance

Éléments marquants de la gestion du portefeuille

- 44 programmes et projets en cours, en partenariat avec 18 gouvernements bénéficiaires de la région à la fin de 2013;
- 1 183,8 millions d'USD investis par le FIDA dans le portefeuille régional en cours;
- 5 nouveaux programmes et projets en Éthiopie, en Ouganda, au Rwanda, aux Seychelles et en Zambie, pour un investissement total du FIDA de 159,3 millions d'USD. Ce total comprend 1 don ASAP d'un montant de 7,0 millions d'USD pour le projet au Rwanda;
- 1 financement supplémentaire d'un montant de 15,4 millions d'USD accordé pour un projet en cours au Rwanda;
- 3 nouveaux programmes d'options stratégiques pour le pays axés sur les résultats (COSOP-AR) pour le Kenya, l'Ouganda et le Rwanda;
- 5 dons approuvés en 2013, pour un montant total de 4,1 millions d'USD;
- 15 dons en cours, d'une valeur totale de 16,3 millions d'USD.

² Les données brutes proviennent du *Rapport sur le développement humain 2013* élaboré par le Programme des Nations Unies pour le développement.

aux services bancaires ou obtenir en temps réel des informations sur les conditions météorologiques ou sur les marchés. La pénétration de ces téléphones a connu une croissance exponentielle dans la région: les abonnements aux services de téléphonie mobile ont augmenté de plus de 600% entre 2005 et 2013, et la proportion de la population possédant un abonnement à ces services en 2013 était de 63%.

Les initiatives financées par le FIDA dans la région mettent de plus en plus l'accent sur les technologies répondant au meilleur coût aux besoins locaux. Au Mozambique, les agents de vulgarisation ont été équipés de projecteurs de poche, peu coûteux, grâce auxquels ils peuvent présenter des vidéos de vulgarisation de paysan à paysan. Au Swaziland, un programme de finance rurale a établi un partenariat avec MTN, l'un des opérateurs locaux de téléphonie mobile, pour un projet pilote d'"argent mobile" et de distributeurs automatiques de billets en libre-service et commandés par téléphone mobile. Le rapport mensuel de MTN pour septembre 2013 montre que plus de 170 000 transactions ont été traitées, pour un montant total d'environ 2,7 millions d'USD.

Sur six sites du Botswana, l'Agence spatiale européenne collabore avec le Projet d'appui aux services agricoles, appuyé par le FIDA, pour l'observation, grâce à l'imagerie satellitaire, de l'utilisation des terres et de l'état sanitaire des cultures. Les données recueillies par les satellites, ou télédétection, aideront le Ministère de l'agriculture à obtenir une évaluation objective de la couverture végétale dans les zones rurales. Cette information peut être mise à profit pour déterminer l'impact des

pratiques agricoles encouragées, et pour proposer les adaptations appropriées. Les données peuvent aussi servir à la mise en place d'un système d'alerte précoce mettant l'accent sur la désertification.

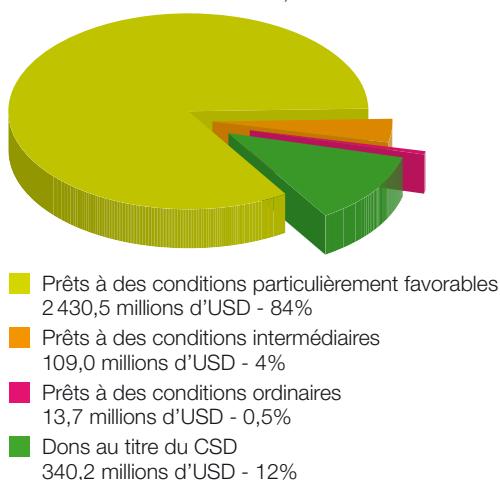
Gestion des ressources naturelles et changement climatique

Bien qu'ils soient les plus faibles émetteurs de CO₂, les pays africains, dans leur ensemble, sont probablement ceux pour qui le prix du changement climatique sera le plus élevé. La forte dépendance à l'égard de l'agriculture pluviale, pour leurs moyens de subsistance et leur alimentation, place les populations rurales pauvres en situation d'extrême vulnérabilité. De concert avec d'autres donateurs, et avec les communautés elles-mêmes, le FIDA s'attache à développer leur résilience.

Le Projet pilote de gestion des ressources naturelles dans le secteur est du Mont Kenya, achevé à la fin de 2012, a accru les revenus, renforcé la biodiversité, réduit le conflit entre vie sauvage et être humains, et amélioré l'accès à l'eau à usage domestique et pour l'irrigation. Plus de 500 000 personnes ont bénéficié de l'amélioration de la productivité agricole et de la sécurité alimentaire. Le nouveau Projet de gestion des ressources naturelles dans le bassin hydrographique du Haut Tana transposera à une plus grande échelle les activités qui concerneront 24 bassins fluviaux au lieu de cinq, autonomisant ainsi les communautés rurales afin qu'elles puissent gérer de manière durable les ressources en terres et en eau.

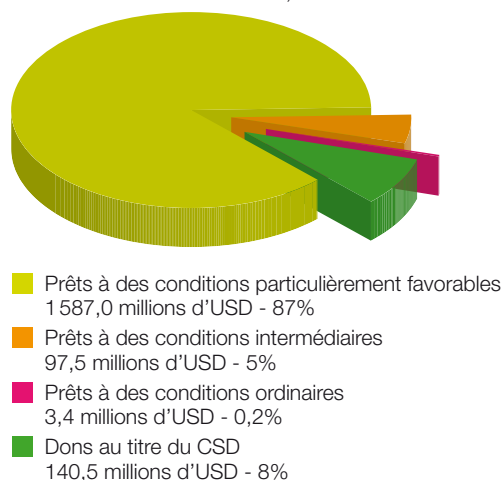
Au Kenya et au Rwanda, une initiative innovante du FIDA promeut une énergie renouvelable et réduit

GRAPHIQUE 2a
Prêts du FIDA selon les conditions de prêt, et dons au titre du CSD, 1978-2013^a
Sur un montant total de 2 893,4 millions d'USD



^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

GRAPHIQUE 2b
Décaissements des prêts selon les conditions de prêt, et décaissements au titre du CSD, 1979-2013^a
Sur un montant total de 1 828,5 millions d'USD



^a Les décaissements des prêts concernent uniquement les prêts relevant du Programme ordinaire, à l'exclusion du Programme spécial pour les pays de l'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification. Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

la consommation de bois de feu des ménages. Le projet *Rendre le biogaz transportable: technologies renouvelables pour un futur plus vert* permet aux familles d'utiliser comme source de combustible du gaz à combustion non polluant produit à partir des excréments animaux, allégeant la charge de travail des femmes et prévenant les maladies respiratoires chroniques et les infections oculaires provoquées par la fumée. La réduction de la consommation de bois et de charbon permet aussi aux ménages pauvres d'économiser environ 20 USD par mois. En outre, le purin biologique produit par les digesteurs de biogaz remplace les coûteux engrais chimiques, avec pour résultat une production sensiblement accrue de légumes, de maïs et de haricots.

Grâce au Projet d'irrigation à l'intention des petits exploitants du bassin inférieur de l'Usuthu, au Swaziland, le FIDA contribue à réduire la dégradation des terres, à préserver la biodiversité et à atténuer l'impact du changement climatique, en mettant en œuvre des pratiques durables de gestion des terres. Les femmes de la communauté de Vikizijula, par exemple, ont appris à construire des bassins de collecte de l'eau, améliorant la sécurité alimentaire et l'hygiène familiale et obtenant en même temps des revenus par la construction de bassins pour d'autres membres de la communauté.

Emploi extra-agricole

La taille des exploitations se réduit, à mesure de leur morcellement et de leur transmission d'une génération à la suivante. Dans le même temps, le recours accru à la traction animale et à la mécanisation agricole réduit le besoin de main-d'œuvre. La création d'emplois extra-agricoles pour les populations rurales constitue donc une importante composante de la stratégie du FIDA pour la région. Selon les résultats communiqués en 2013, il existe quelque 30 projets assurant la formation de près de 56 000 personnes dans divers domaines: génération de revenus, entrepreneuriat commercial et activités de formation professionnelle.

Au Rwanda, un projet d'investissement d'une durée de neuf ans, appuyant des petites entreprises et des microentreprises rurales, s'est achevé en 2013. L'une des composantes essentielles de cette initiative consistait en un programme d'apprentissage. Au total, environ 12 000 jeunes – dont une moitié de femmes – ont reçu une formation à différents métiers: couture, menuiserie, tissage, soudure, mécanique et électricité. Plus de 4 200 personnes ont suivi les cours d'alphabétisation pour adultes, et environ 12 500 personnes ont été formées à la gestion communautaire.

Conformément à la vision du Gouvernement du Rwanda, qui entend développer un secteur privé efficace pour transformer l'agriculture, le projet, nouvellement approuvé et financé par le FIDA, Projet

d'appui à des pratiques après récolte et à un secteur agroalimentaire, créera des emplois le long de diverses filières: maïs, manioc, haricots, pommes de terre et produits laitiers. Le projet vise aussi à promouvoir des techniques de transformation et des installations de stockage résilientes face au changement climatique.

Finance rurale

Dans leur grande majorité, les pauvres vivant dans les zones rurales ne disposent pas de moyens sûrs pour épargner de l'argent, obtenir du crédit ou transférer des fonds. Pour une plus grande utilisation d'intrants externes comme les semences améliorées ou les engrais, pour accroître la mécanisation sur l'exploitation et tout au long de la filière, et pour développer des activités génératrices de revenus comme des microentreprises, il est nécessaire d'avoir accès à un financement, pour les dépenses d'investissement et d'exploitation. L'appui du FIDA aux services financiers ruraux améliore l'accès des populations rurales à des services financiers diversifiés, et notamment les prêts, l'épargne et les envois de fonds, et la microassurance.

Au cours de sa première phase, le Programme d'intermédiation financière rurale conduit en Éthiopie avec l'appui du FIDA a permis à 3 millions de personnes d'avoir accès à des services financiers. Faisant fond sur ces résultats, la seconde phase cible les populations des basses terres pastorales et agropastorales en encourageant les institutions de microfinance à créer environ 1 000 nouvelles coopératives d'épargne et de prêt. L'objectif du programme est de fournir des services financiers à près de 7 millions de ménages d'ici à 2019.

Égalité des sexes et droits fonciers des femmes

L'autonomisation des femmes par le biais de la promotion de l'égalité des sexes n'est pas seulement une question de droits humains; elle est aussi essentielle pour améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle et pour permettre aux ruraux pauvres, femmes et hommes, de se libérer de la pauvreté. La sécurité de l'accès à la terre et à d'autres ressources est un élément clé pour la réalisation de l'égalité des sexes dans les zones rurales.

Au Kenya, le FIDA a œuvré à l'accroissement des revenus des ménages des femmes massai pasteurs de la région d'Amboseli, avec l'appui d'un financement supplémentaire finlandais. La plupart des 1 200 personnes ayant bénéficié des activités du projet étaient des femmes et des jeunes. Les participants ont appris des techniques améliorées d'engraissement du bétail, et acquis des compétences en matière de transformation et de commercialisation, ce qui leur a permis d'obtenir des prix plus élevés pour leurs animaux. De nouvelles espèces d'herbes ont également été introduites, améliorant la tolérance

Récit recueilli sur le terrain

Les champignons, une source de revenus

Sandile Mkhabela avait 29 ans lorsqu'il a vu, pour la première fois, un champignon. "J'étais curieux de découvrir ce que c'était, et quel goût ça avait, mais j'avais tout de suite compris qu'il y avait là quelque chose de spécial", explique-t-il. Un bond en avant, et trois ans plus tard Mkhabela est très probablement l'unique producteur de pleurotes dans la région du bassin inférieur de l'Usuthu, au Swaziland. Après avoir suivi une formation technique et commerciale, il a créé son "atelier de champignons", en utilisant des bouteilles en plastique, un vieux réfrigérateur et un hangar inutilisé.

Et ainsi, Mkhabela avait lancé son entreprise. Mkhabela est l'un des milliers de jeunes paysans qui ont bénéficié d'un projet d'irrigation destiné aux petits exploitants, cofinancé par le FIDA, le FEM, le Gouvernement du Swaziland et les communautés concernées. L'agriculture fournit un emploi à 75% de la population du pays, mais les familles d'agriculteurs sont confrontées à un certain nombre d'obstacles qui les empêchent de se libérer de la pauvreté. Dans certaines zones, comme celle où vit Mkhabela, les disponibilités en eau sont réduites. Le projet a été mis en œuvre en 2011 pour offrir aux familles n'ayant qu'un accès limité à l'eau des possibilités de génération de revenus en exploitant les ressources dont elles disposaient déjà.

Le projet touchera plus de 4 000 familles de la région d'ici à 2015, et on prévoit, pour nombre d'entre elles, que le revenu du ménage augmentera de 30% ou davantage.

La technologie requise pour la production de champignons est simple, le matériel élémentaire, et les besoins en eau peu élevés. Les champignons se cultivent facilement et parviennent à maturité en un laps de temps relativement bref, ce qui signifie que des rentrées d'argent rapides sont possibles pour faire face à des besoins imprévus de la famille, comme ce fut le cas lorsqu'il a fallu remplacer le toit après qu'une tempête eut détruit la maison familiale de Mkhabela. Le frère de Mkhabela fournit les conseils en matière de commercialisation et d'investissement, tandis que sa mère invente de nouvelles recettes. "Travailler en famille veut dire que je me sens appuyé", déclare Mkhabela. "Mais ce n'est pas gratuit – ma mère aime bien utiliser mes champignons pour sa propre cuisine, ce qui réduit mes bénéfices", dit-il en riant.

L'idée de cultiver des champignons gagne du terrain. Mkhabela forme actuellement six autres jeunes de sa communauté. "Je suis en train de réfléchir aux moyens de franchiser mon entreprise. Je n'ai pas l'intention de m'arrêter – si vous ne vous arrêtez pas, vous pouvez toujours trouver une solution."

Un jeune entrepreneur, Sandile Mkhabela, dans son atelier avec sa récolte de pleurotes
Swaziland: Programme de finance rurale et de développement des entreprises
©FIDA/Guy Stubbs



des cultures à la sécheresse, restaurant les pâturages et améliorant la nutrition animale. Les participants ont aussi reçu une formation de base aux pratiques de santé animale, et environ 19 000 têtes de bovins, ovins et caprins ont été vaccinées.

Bien que les femmes, en Éthiopie, aient le droit de posséder de la terre, les normes coutumières et sociales sont favorables aux hommes. Le FIDA appuie, dans le bassin hydrographique du lac Tana, le Projet communautaire de gestion intégrée des ressources naturelles utilisant les certificats fonciers pour garantir à tous les mêmes droits à la terre. Le projet a également introduit la gestion durable des ressources communautaires et enseigné de nouvelles compétences pouvant aider les populations rurales à concevoir des moyens innovants d'obtenir des revenus monétaires. Avec la reconnaissance des titres fonciers, les femmes chefs de ménage peuvent désormais faire pleinement valoir leurs droits d'usage et de transfert des exploitations, par voie d'héritage, de donation ou de location. Dans la zone cible de la région d'Amhara, plus de la moitié des femmes chefs de ménage ont reçu des certificats fonciers.

Asie et Pacifique

34 pays: Afghanistan, Bangladesh, Bhoutan, Cambodge, Chine, Fidji, Îles Cook, Îles Marshall, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Kiribati, Malaisie, Maldives, Mongolie, Myanmar, Nauru, Népal, Nioué, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, République de Corée, République démocratique populaire lao, République islamique d'Iran, République populaire démocratique de Corée, Samoa, Sri Lanka, Thaïlande, Timor-Leste, Tonga, Tuvalu, Vanuatu et Viet Nam

Vue d'ensemble

On peut avancer que, de toutes les régions en développement du monde, c'est celle de l'Asie et du Pacifique qui a connu, depuis l'an 2000, la transformation globale la plus spectaculaire. Entre 1990 et 2010, le nombre absolu de pauvres a diminué, passant d'environ 1,5 milliard à 758 millions. Outre cette réussite dans la réalisation de l'OMD concernant la réduction de moitié de la pauvreté, la région a également accompli des progrès significatifs dans trois domaines: santé, éducation et accès à de l'eau potable sûre.

Malgré ces progrès, toutefois, la région Asie et Pacifique compte encore près des deux tiers des pauvres de la planète, et deux tiers des 842 millions de personnes qui, dans le monde, souffrent de la sous-alimentation et de la faim. La dégradation des écosystèmes, les infrastructures limitées, l'accès restreint aux marchés et la faiblesse des services

sociaux se conjuguent pour faire en sorte que les zones rurales demeurent embourbées dans la pauvreté.

L'agriculture continue d'employer entre un et deux tiers de la population active. Toutefois, le ralentissement de la croissance dans ce secteur a eu une incidence sur les moyens de subsistance, élargissant l'écart de revenus entre les zones urbaines et les zones rurales. La hausse des prix alimentaires a réduit les revenus réels des ménages pauvres, cependant que les petits exploitants agricoles n'ont pas pu bénéficier des avantages de la transformation dans le secteur de l'industrie agroalimentaire.

Les femmes et les peuples autochtones sont particulièrement marginalisés. Près de la moitié des femmes adultes en Asie du Sud ne savent pas lire, tandis que, dans l'ensemble de l'Asie et du Pacifique, les femmes ont des revenus inférieurs, ont moins leur mot à dire quant à la manière dont elles obtiennent des revenus, et ont moins accès au crédit et à d'autres services. Sur les 300 millions de personnes appartenant aux peuples autochtones dans le monde, 70% vivent dans la région Asie et Pacifique; un tiers de ces personnes sont pauvres, et souvent à l'écart des marchés, des services essentiels et des infrastructures.

Éléments marquants de la gestion du portefeuille

- 60 programmes et projets en cours, en partenariat avec 18 gouvernements bénéficiaires dans la région à la fin de 2013;
- 1 765,2 millions d'USD investis par le FIDA dans le portefeuille régional en cours;
- 6 nouveaux programmes et projets au Bangladesh, en Chine, au Pakistan, en République démocratique populaire lao et au Viet Nam (2 projets) pour un investissement total du FIDA de 186,1 millions d'USD – ce total comprend 1 don ASAP de 12,0 millions d'USD pour 1 projet au Viet Nam;
- financement supplémentaire d'un montant de 41,1 millions d'USD accordé pour des programmes et projets en cours en Afghanistan, au Bangladesh, en Inde et au Népal;
- 3 nouveaux programmes d'options stratégiques pour le pays axés sur les résultats (COSOP-AR), pour le Cambodge, le Népal et Sri Lanka;
- 9 dons approuvés en 2013, pour un montant total de 12,0 millions d'USD, y compris 1 don de 4,0 millions d'USD aux Philippines pour le relèvement rapide après le passage du typhon Haiyan;
- 21 dons en cours, d'une valeur totale de 18,0 millions d'USD.

Pour de nombreux pays de la région, les défis multidimensionnels de la sécurité alimentaire, du changement climatique, de l'inclusion sociale et des débouchés économiques doivent être abordés de pair avec les efforts de réduction de la pauvreté.

La population totale de la région est d'environ 3 820,8 millions de personnes, dont 57,7% vivent dans les zones rurales. Quelque 19,2% vivent dans un état d'extrême pauvreté, définie comme la situation dans laquelle les personnes disposent de moins de 1,25 USD par jour³.

Travaux et résultats en 2013

Les projets que nous avons appuyés en 2013 visaient principalement à :

- établir des liens entre les producteurs ruraux et les marchés, et créer des emplois;
- revigorer et transformer les communautés rurales;
- renforcer les capacités des femmes et des jeunes;
- élargir l'adoption de technologies intelligentes face au climat et de pratiques durables de gestion des ressources;
- établir des partenariats avec le secteur privé pour impulser la croissance rurale.

Établir des liens entre les producteurs ruraux et les marchés, et créer des emplois

Du fait de la faiblesse des infrastructures et des services, les producteurs ruraux sont souvent coupés des fournisseurs d'intrants et des marchés agricoles, ainsi que du savoir et de l'information qui pourraient les aider à améliorer leur productivité et à diversifier leurs activités génératrices de revenus.

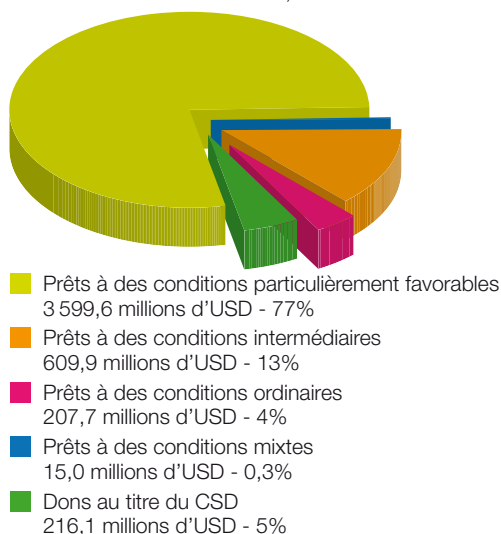
Au Bangladesh, un projet de développement de l'infrastructure commerciale a établi des liens avec les petits producteurs le long de la filière dans les Charlands, qui figurent parmi les régions les plus pauvres du pays. Le projet a contribué au développement d'environ 430 kilomètres de routes et de plus de 60 marchés ruraux, et a fourni en outre des services financiers et commerciaux à plus de 18 500 personnes. Une étude d'impact commercial indique que le nombre d'acheteurs et de vendeurs a augmenté de 33%, tandis que le volume des échanges et des nouveaux investissements dans les marchés et les villages voisins augmentait de 44%.

Au Bhoutan, le Programme de promotion de l'agriculture, de la commercialisation et des entreprises, appuyé par le FIDA, a montré comment l'appui technique, la formation et le crédit peuvent apporter des avantages aux populations des zones éloignées et montagneuses. L'amélioration des techniques agricoles s'est traduite par un accroissement de la production, en particulier des cultures commerciales de pommes de terre et d'oranges, tandis que de nouvelles routes rurales et de nouveaux outils de commercialisation contribuaient à améliorer l'accès aux marchés. Le projet a touché environ 132 000 personnes, dont plus d'une moitié sont des femmes.

Revigorer et transformer les communautés rurales

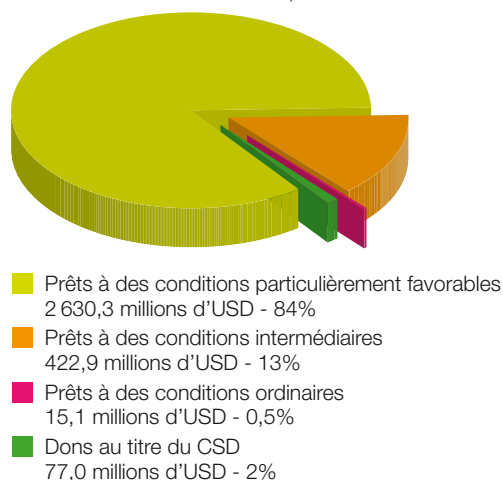
L'absence de possibilités dans les zones rurales pousse les jeunes à migrer vers les villes et à l'étranger, et maintient prisonniers de la pauvreté ceux qui restent sur place. Le FIDA investit dans le développement

GRAPHIQUE 3a
Prêts du FIDA selon les conditions de prêt, et dons au titre du CSD, 1978-2013^a
Sur un montant total de 4 648,3 millions d'USD



^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

GRAPHIQUE 3b
Décaissements des prêts selon les conditions de prêt, et décaissements au titre du CSD, 1979-2013^a
Sur un montant total de 3 145,3 millions d'USD



^a Les décaissements des prêts concernent uniquement les prêts relevant du Programme ordinaire. Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

³ Les données brutes proviennent du *Rapport sur le développement humain 2013* élaboré par le Programme des Nations Unies pour le développement.

agricole et rural pour contribuer à l'instauration de communautés dynamiques où une nouvelle génération de paysans, de pêcheurs et d'autres petits entrepreneurs peut gagner sa vie et prospérer.

Dans les zones rurales du Viet Nam, des groupes d'épargne et de crédit appuyés par le FIDA ont permis à leurs membres, dans les villages, d'adopter de nouvelles variétés de cultures, d'acheter des jeunes plants et de se lancer dans des activités d'élevage de volailles de basse-cour. Grâce à une forte discipline en matière de crédit, 98-100% des prêts sont remboursés en temps opportun. Le Projet de développement rural dans la province de Ha Tinh, par exemple, a mis en place plus de 2 500 groupes villageois d'épargne et de crédit qui desservent environ 26 000 membres. Donnant suite à une récente évaluation, le FIDA prévoit de renforcer les compétences entrepreneuriales de groupes de paysans, en les mettant en rapport avec des possibilités liées à des filières appuyées par d'autres projets, et en transformant les réseaux de groupes d'épargne en programmes durables de microfinance.

Renforcer les capacités des femmes et des jeunes

L'autonomisation des femmes et des jeunes est essentielle pour la transformation de la vie dans les communautés rurales. Le FIDA axe ses interventions sur trois points: faciliter l'autonomisation économique, renforcer la participation et les compétences d'encadrement, et réduire les travaux pénibles, en particulier pour les femmes et les jeunes filles. Comme dans d'autres régions, le chômage des jeunes est l'un des grands défis que visent à relever les activités appuyées par le FIDA.

En Afghanistan, en Inde et au Viet Nam, par exemple, des programmes permettent à des jeunes d'acquérir une formation pratique et une expérience professionnelle, et mettent ces jeunes en contact avec des employeurs potentiels. Au Cambodge, le projet d'amélioration des moyens de subsistance des populations rurales a créé, au cours de l'année 2013, 16 clubs de jeunes paysans qui ont permis à plus de 320 jeunes scolarisés ou chômeurs – dont plus d'une moitié sont des femmes – de bénéficier d'une formation agricole de base afin qu'ils puissent contribuer au revenu de la famille et qu'ils deviennent ensuite des adultes qualifiés et autonomes.

Notre action s'efforce aussi de permettre aux femmes de jouir pleinement de leurs droits. Au Bangladesh, le Projet de développement et de colonisation des chars veille à ce que les titres fonciers délivrés portent les noms des femmes et de leur mari. Cette propriété conjointe renforce l'influence des femmes dans les décisions familiales relatives à la terre et d'autres questions concernant le ménage. En

2013, l'attribution de titres fonciers a été approuvée en faveur de plus de 1 200 familles pauvres sur de nouvelles terres côtières constituées par accrétion et désignées sous le nom de chars.

Élargir l'adoption de technologies intelligentes face au climat et de pratiques durables de gestion des ressources

En Asie et dans le Pacifique, le changement climatique a des incidences multidimensionnelles, allant de l'augmentation du niveau des mers inondant les terres agricoles d'eau salée, aux précipitations précoces ou tardives qui perturbent les cycles de production. L'appui aux petits exploitants agricoles dans leurs efforts d'adaptation au changement climatique fait partie des domaines dans lesquels le FIDA renforce son intervention dans la région. Ce renforcement comprendra notamment un financement supplémentaire par l'intermédiaire du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP) lancé récemment.

L'île de Cicia, dans l'archipel des Fidji, a fait le choix de l'agriculture biologique afin de protéger les moyens de subsistance et l'environnement. Avec l'appui de la Communauté océanienne pour l'agriculture biologique et le commerce éthique et d'un don du FIDA au Secrétariat général de la Communauté du Pacifique, l'île a déclaré que seule l'agriculture biologique y serait pratiquée. L'initiative financée par le FIDA offre un moyen peu coûteux d'obtenir une certification biologique qui permettra à des communautés rurales éloignées comme Cicia d'avoir accès à des marchés de niche à Suva, et ultérieurement plus loin. Le projet met particulièrement l'accent sur l'huile vierge de noix de coco, actuellement produite par les femmes de Cicia.

En Chine, le Programme de protection de l'environnement et de réduction de la pauvreté dans le Ningxia et le Shanxi a permis d'augmenter, dans une proportion estimée à 35%, la production des cultures et du fourrage. Quelque 89% des participants ont adopté les pratiques recommandées qui ont amélioré l'irrigation en réduisant les fuites dans les canaux et la perte d'eau. En outre, le programme a mis en valeur 4 500 hectares de forêt, planté plus de 5 200 arbres le long des routes et en bordure des terres cultivées, et a restauré près de 14 000 hectares de pâturages naturels par le réensemencement, la lutte contre les rongeurs et la pose de clôtures.

Établir des partenariats avec le secteur privé pour impulser la croissance rurale

Comme dans de nombreuses régions en développement, la diminution des interventions dirigées par les pouvoirs publics dans le secteur de l'agriculture en Asie et dans le Pacifique a ouvert des possibilités de partenariats innovants entre le

Récit recueilli sur le terrain

En Inde, résurrection d'un aliment de base plus nutritif

Dans une communauté du sud de l'Inde, c'est "retour vers le futur": les paysans font renaître une céréale rustique, nutritive, qui avait été délaissée au cours des dernières décennies.

Il y a cinquante ans, le mil était l'une des cultures de base dans cette région. Sa teneur en calcium est 30 fois plus élevée que celle du riz, et elle est aussi beaucoup plus riche en fer, en fibres et en micronutriments, ce qui constitue d'importants avantages dans un pays qui compte 30% des enfants souffrant de malnutrition dans le monde. Les mils sont des cultures robustes, aux besoins en eau limités et capables de survivre dans des conditions rigoureuses, ce qui les rend beaucoup plus résilients que le riz ou le blé face au changement climatique.

"C'est bon pour la santé, c'est bon pour l'agriculture, c'est bon pour les revenus et c'est bon pour la sécurité alimentaire nationale de l'Inde", a déclaré le professeur M.S. Swaminathan, père de la Fondation MS Swaminathan pour la recherche.

Mais, au cours des 50 dernières années, près de la moitié des cultures de mil en Inde ont été remplacées par des cultures de rente plus lucratives et par le riz subventionné par le gouvernement. Un projet appuyé par le FIDA a pour objectif de sortir le mil de l'obscurité. Les travaux ont commencé au début des années 1990, après que des travaux de recherche eurent montré que le manque de semences était l'une des raisons pour lesquelles les paysans s'étaient orientés vers d'autres cultures. C'est ainsi que les femmes des villages des collines de Kolli dans l'État du Tamil Nadu ont constitué

un groupe de collecte et de partage des semences. Le projet a appuyé une formation portant sur les diverses méthodes de culture, comme les semis en ligne. Résultat: les rendements ont augmenté de 30%. Le projet a aussi fourni des moulins, grâce auxquels cinq minutes, au lieu d'une heure, suffisent pour broyer un kilo de mil.

Pour faire du mil un produit commercialisable, les paysans ont rédigé des recettes et ouvert une boutique, et leurs produits sont désormais distribués dans tout l'État.

"Maintenant, nous avons commencé à ajouter de la valeur à la production du mil", a expliqué une paysanne, Latha Chandra Kumar. "Maintenant, nous gagnons de l'argent que nous utilisons pour l'éducation de nos enfants et les dépenses de nos ménages."

Le mil est aussi sous les feux de la rampe au niveau national. La nouvelle loi indienne sur la sécurité alimentaire cite les petits mils parmi les cultures que l'État achète directement aux paysans en vue de leur distribution à l'échelle nationale. Avec cet encouragement, le passé devient le futur, et une culture de base largement oubliée retrouve sa place dans les champs indiens.

Des femmes préparent des recettes à base de mil – qui seront distribuées aux boutiques dans l'État du Tamil Nadu
Inde: Don en faveur de Bioversity International: conservation de l'agrobiodiversité au niveau local

©FIDA/Joanne Levitan



gouvernement, le secteur privé et les donateurs. Les projets financés par le FIDA, dans la région, font de plus en plus appel à la participation de partenaires du secteur privé comme investisseurs potentiels, prestataires de services et partenaires à part entière du développement agricole.

Dans les Îles Salomon, un programme de développement rural apporte un appui aux petits investissements peu coûteux consacrés à l'infrastructure, aux services agricoles et au renforcement des capacités dans les zones rurales, générant des avantages sociaux élevés. Des investisseurs privés ont apporté un financement de contrepartie aux capitaux fournis sous forme de dons par le programme suivant un ratio supérieur à 6:1, apportant ainsi plus de 6,6 millions d'USD. Cette approche, qui a réduit le risque et encouragé le développement d'entreprises rurales, est en cours de reproduction aux Tonga.

Aux Maldives, le FIDA a mobilisé des co-investissements du secteur privé dans des filières clés ciblant des populations rurales pauvres. Ces filières concernent notamment le poisson, le concombre de mer, les algues marines et le poisson-clown des Maldives. Le projet a renforcé les groupes à assise communautaire, les mettant en mesure de fournir aux complexes hôteliers des produits et des services de qualité.

Amérique latine et Caraïbes

33 pays: Antigua-et-Barbuda, Argentine, Bahamas, Barbade, Belize, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, Dominique, El Salvador, Équateur, État plurinational de Bolivie, Grenade, Guatemala, Guyana, Haïti, Honduras, Jamaïque, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, République bolivarienne du Venezuela, République dominicaine, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Suriname, Trinité-et-Tobago et Uruguay.

Vue d'ensemble

La population totale de la région Amérique latine et Caraïbes est d'environ 597,7 millions de personnes, dont quelque 20,7% vivent dans les zones rurales⁴. À l'exception de Haïti, les pays de la région sont parvenus au statut de pays à revenu intermédiaire, avec un revenu moyen par habitant supérieur à 5 000 USD. Selon les Perspectives de l'économie mondiale publiées par le Fonds monétaire international, la croissance du PIB de la région devrait se situer aux environs de 3,6% par an au cours des cinq prochaines années.

Entre 1990 et 2013, dans les pays pour lesquels des données sont disponibles, le taux de pauvreté est tombé de 48% à 28%. Les taux de pauvreté extrême sont passés de 23% à 12%⁵. Néanmoins, l'écart entre les populations urbaines et rurales est encore large: en 2010, le taux de pauvreté rurale était deux fois plus élevé que celui des zones urbaines et quatre fois plus élevé pour ce qui concerne l'extrême pauvreté, en particulier parmi les groupes marginalisés.

Selon le Rapport de suivi mondial 2013 établi par la Banque mondiale, la région a réduit de moitié la pauvreté, et atteint ainsi le premier OMD. Bien que la région Amérique latine et Caraïbes soit encore celle où les inégalités de revenu sont les plus fortes au monde, les observations récentes montrent que quelques pays ont accompli des progrès dans ce domaine. Deux facteurs entrent en ligne de compte dans ce résultat: la chute des écarts de salaires entre travailleurs qualifiés et non qualifiés, et la multiplication des politiques favorables aux pauvres et des programmes de protection sociale.

À mesure que les pays s'urbanisent et offrent davantage d'emplois non agricoles, l'amélioration de l'accès des ruraux pauvres aux marchés et le renforcement des filières liant les producteurs aux marchés deviennent d'importants outils pour la réduction de la pauvreté rurale. En effet, la région

Éléments marquants de la gestion du portefeuille

- 41 programmes et projets en cours, en partenariat avec 19 gouvernements bénéficiaires dans la région à la fin de 2013;
- 617,9 millions d'USD investis par le FIDA dans le portefeuille régional en cours;
- 5 nouveaux programmes et projets au Brésil (2 projets), à Cuba, au Honduras et au Nicaragua pour un investissement total du FIDA de 97,1 millions d'USD – ce total comprend 1 don ASAP de 8,0 millions d'USD pour le projet au Nicaragua;
- 1 don ASAP de 10,0 millions d'USD approuvé en tant que financement supplémentaire pour un programme en cours dans l'État plurinational de Bolivie;
- 1 nouveau programme d'options stratégiques pour le pays axé sur les résultats (COSOP-AR) pour Haïti;
- 6 dons approuvés en 2013, pour un montant total de 4,4 millions d'USD;
- 21 dons en cours, d'une valeur totale de 24,4 millions d'USD.

⁴ Les données brutes proviennent du *Rapport sur le développement humain 2013* élaboré par le Programme des Nations Unies pour le développement.

⁵ Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC). 2013. *Social Panorama of Latin America 2013*. Santiago du Chili.

voit se développer rapidement des villes de taille intermédiaire, qui fonctionnent comme pôles de développement et moteurs de croissance économique. C'est pourquoi un quart du portefeuille du FIDA dans la région Amérique latine et Caraïbes est consacré au développement des marchés, des microentreprises rurales et des petites entreprises.

Travaux et résultats en 2013

Le programme de travail de la Division Amérique latine et Caraïbes du FIDA a porté principalement, en 2013, sur les points suivants:

- renforcement des organisations de producteurs comme moteurs du développement;
- amélioration de l'accès aux services financiers;
- promotion des partenariats public-privé.

Renforcement des organisations de producteurs comme moteurs du développement

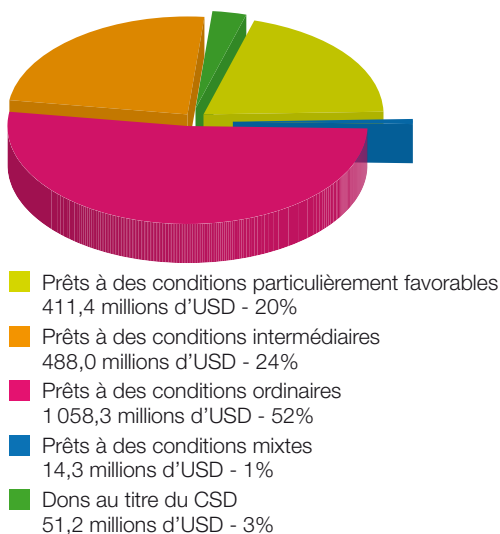
Les organisations de petits producteurs constituent, pour les paysans, un tremplin leur permettant d'être concurrentiels sur les marchés et d'avoir accès au financement, à l'assistance technique et à d'autres biens et programmes publics. Le renforcement de ces organisations est essentiel du point de vue de la réduction de la pauvreté, et c'est pourquoi le portefeuille du FIDA comporte un appui aussi bien aux programmes techniques qu'aux politiques dans

ce domaine. Nos travaux comprennent des initiatives à différents niveaux: projet, national et régional.

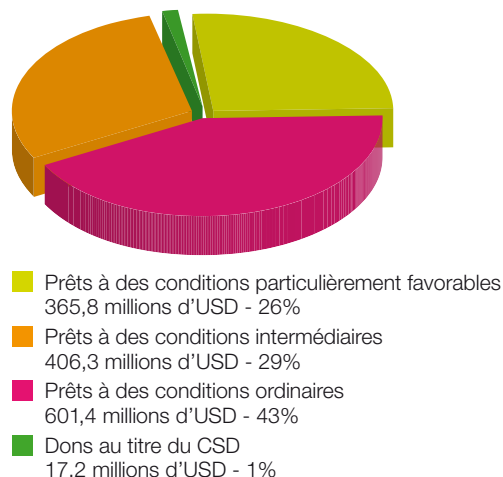
Au niveau du projet, au Pérou, le FIDA travaille avec les familles pauvres quechua et aymara dans les hauts plateaux méridionaux. L'objectif est d'aider ces familles à améliorer la qualité et la possibilité de commercialisation de leurs produits, à préserver les savoirs traditionnels, à mieux gérer les ressources naturelles, et à diversifier leurs sources de revenu. L'une des caractéristiques les plus innovantes du projet est le transfert direct de fonds aux communautés, permettant aux petits paysans et aux microentrepreneurs d'obtenir l'assistance technique qui assurera la compétitivité de leurs produits sur les marchés national, régional et international. À la date de juin 2013, le projet avait touché environ 16 000 familles, travaillant avec leurs respectives organisations de producteurs pour élaborer plus de 500 plans d'entreprise.

Au niveau du pays, le FIDA apporte aussi un appui aux groupes de concertation sur les politiques rurales, par le biais d'un don régional au Centre latino-américain pour le développement rural (Rimisp – Centro Latinoamericano para el Desarrollo Rural). Le don est utilisé dans quatre pays – Colombie, El Salvador, Équateur et Mexique. Les groupes mobilisent des dirigeants locaux, des hommes d'affaires et des universitaires, ainsi que des représentants d'organisations communautaires et d'ONG. Ils

GRAPHIQUE 4a
Prêts du FIDA selon les conditions de prêt, et dons au titre du CSD, 1978-2013^a
Sur un montant total de 2 023,3 millions d'USD



GRAPHIQUE 4b
Décaissements des prêts selon les conditions de prêt, et décaissements au titre du CSD, 1979-2013^a
Sur un montant total de 1 390,8 millions d'USD



^a Les décaissements des prêts concernent uniquement les prêts relevant du Programme ordinaire. Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

examinent les questions urgentes en rapport avec le développement rural et s'attachent à faire progresser les programmes nationaux d'agriculture familiale et de réduction de la pauvreté rurale. Ils permettent aussi aux autorités locales d'obtenir un retour d'information sur la législation, les politiques et les programmes spécifiques conçus à l'intention des populations rurales pauvres.

Au niveau régional, dans le cadre d'un projet financé par un don et auquel participent 12 organisations nationales de sept pays, le FIDA aide les membres de l'Instance de coordination des producteurs familiaux du Marché commun du Sud (MERCOSUR) à exercer une influence sur les politiques élaborées par les pouvoirs publics en matière d'agriculture familiale. Dans certains pays de la région, la part de l'agriculture familiale dans la production alimentaire peut atteindre jusqu'à 60%. Des politiques et des institutions publiques ont été créées, et les dépenses budgétaires axées sur ce secteur, dans l'intention de déclencher, en milieu rural, une croissance et un développement économiques favorables aux pauvres. Le FIDA appuie également une initiative complémentaire dans le Cône Sud de l'Amérique latine, et travaille avec les responsables gouvernementaux et les organisations de producteurs afin de contribuer à la création d'un cadre d'action des pouvoirs publics favorable aux producteurs familiaux et aux petits exploitants agricoles.

Dans le cadre d'un effort visant à intensifier les résultats de notre participation à la concertation sur les politiques, un atelier régional s'est déroulé en avril 2013 à Montevideo, en Uruguay, pour une évaluation des différents modèles de concertation sur les politiques utilisés par le FIDA en Amérique latine, avec la participation de représentants des gouvernements des pays du Cône Sud, de bénéficiaires des dons du FIDA et de membres du personnel du FIDA; un atelier de suivi s'est tenu au siège du FIDA, à Rome, au mois d'octobre. Sur la liste des questions abordées figuraient notamment une définition commune de la contribution à la définition des politiques, les expériences nationales dans différents continents, et les difficultés que présente la mesure des résultats de cette contribution.

Amélioration de l'accès aux services financiers

Il est essentiel, pour réduire la pauvreté rurale en Amérique latine, de donner aux ruraux pauvres, femmes et hommes, les moyens d'améliorer leur productivité. Cela suppose toutefois que l'on renforce l'accès des populations rurales à un large éventail de biens et de services publics comme l'éducation et la formation, l'infrastructure, et les sources et les services de financement. Les petits producteurs ont besoin de produits financiers répondant spécialement à leurs besoins. La plupart des pays de

la région sont en mesure d'atteindre cet objectif par le biais de banques nationales de développement et d'institutions de microfinance.

Au Honduras, une initiative basée sur les associations rurales d'épargne et de crédit (CRAC – *cajas rurales de ahorro y crédito*) fournit un accès au financement à des entreprises rurales et à des groupes communautaires marginalisés. Cette initiative a été particulièrement appréciée par les femmes, les jeunes et les groupes ethniques, qui ne disposent pas de garanties pour obtenir du crédit. Un projet exécuté dans le département de Yoro, par exemple, a mis en place 18 programmes ruraux d'épargne et de crédit au profit des petits paysans et des tribus autochtones tolupan, qui apportent des contributions en espèces ou en nature. Dans la région centrale du pays, un programme a élargi le modèle des CRAC, au-delà des organisations de producteurs, aux prestataires de services financiers formels et informels.

Dans le Nord-Est du Brésil, le Projet de développement durable à l'intention des colonies issues de la réforme agraire dans la zone semi-aride de la région du Nord-Est a joué avec succès un rôle de facilitateur pour l'accès au crédit des petits producteurs familiaux. Bien que le gouvernement fédéral accorde des crédits aux producteurs familiaux par l'intermédiaire des banques publiques de développement, nombreux sont les petits producteurs familiaux pauvres qui n'ont ni les ressources, ni la capacité, ni l'information nécessaires pour tirer parti de ce programme. Le FIDA a par conséquent aidé les petits producteurs familiaux à préparer des propositions à soumettre aux banques et à mettre en œuvre leurs projets une fois qu'ils ont été approuvés. Grâce à ce modèle, les bénéficiaires ont eu accès à des lignes de crédit de 25,0 millions d'USD, montant égal au total du prêt du FIDA à l'appui du projet. L'expérience brésilienne a montré que les projets financés par le FIDA peuvent permettre aux populations cibles d'obtenir un accès aux programmes publics existants et mobiliser des ressources complémentaires.

Promotion des partenariats public-privé

La participation du secteur privé est essentielle pour assurer la durabilité de toute intervention publique, en particulier lorsque les projets développent des filières pour renforcer l'accès des petits producteurs aux marchés. Dans la région Amérique latine et Caraïbes, le FIDA a contribué à l'établissement d'alliances stratégiques entre des organisations de petits exploitants et de grands acteurs du secteur privé. L'objectif principal est de maximiser l'inclusion des petits producteurs dans des marchés plus vastes et de plus grande valeur, tout en veillant à ce que les groupes marginalisés en tirent aussi des avantages. Nous montrons également comment il est possible

Récit recueilli sur le terrain

Autonomiser les paysans afin qu'ils prennent en charge l'irrigation

En Haïti, en raison de la sévère déforestation, les pluies entraînent facilement sols et cultures, et provoquent l'envasement des barrages et des vallées en aval. Dans la vallée de Nan Carré, dans le département du Nord-Ouest du pays, les précédentes tentatives de remise en état avaient été axées sur les vallées irriguées, avec des résultats limités et éphémères.

Maintenant, le FIDA travaille avec l'ONG allemande Welthungerhilfe (Agro Action Allemande) et le Programme alimentaire mondial à une approche plus holistique et plus durable.

Les problèmes antérieurs en matière de durabilité découlaient en partie d'un manque d'organisation et de capacité: les paysans ne possédaient pas les compétences requises pour la maintenance des canaux d'irrigation. La seconde phase du Projet de développement de la petite irrigation autonomise les communautés en aidant les paysans à créer des associations de bassins versants et des sous-comités chargés d'entretenir les réseaux d'irrigation et les gradins.

Sur les pentes supérieures et les ravines, les paysans ont planté bananes, haricots, pommes de terre, canne à sucre et taro, aux côtés des manguiers, papayers et avocatiers. Les zones irriguées sont réservées aux cultures commerciales: aubergines, carottes, poireaux, oignons et tomates.

Au début, le revenu supplémentaire était utilisé pour répondre aux besoins de base du ménage, comme la nourriture et les frais scolaires. Aujourd'hui, certains paysans cherchent à obtenir du crédit afin de pouvoir acheter des semences pour la prochaine récolte. D'autres investissent aussi dans des cultures plus

lucratives et prévoient de construire des installations de stockage et de produire des semences.

À ce jour, le projet a remis en état plus de 900 hectares de terres dans le Nord-Ouest, et créé 16 réseaux d'irrigation. Au total, 650 ménages peuvent maintenant améliorer leur sécurité alimentaire et leurs revenus.

"Avant, nous faisons les semis, et s'il ne pleuvait pas assez – ce qui arrivait souvent – nous perdions tout", explique un paysan, Oltin Saint Filet.

"Aujourd'hui, il y a de l'eau en abondance toute l'année. Le projet nous a enseigné de nouvelles techniques de production et comment préparer les sols, et nous a encouragés à tenter des cultures commerciales", dit-il.

Un paysan, Oltin Saint Filet, au travail sur sa parcelle irriguée à Nan Carré

Haïti: Projet de développement de la petite irrigation

©FIDA/Sarah Morgan



de s'engager auprès des petits producteurs ruraux de manière responsable, sur le plan social et sur le plan environnemental, en créant des modèles que d'autres peuvent adopter.

En El Salvador, deux projets mettent des organisations de producteurs en mesure de vendre des légumes à des chaînes de supermarchés nationales et internationales comme Walmart et Select. Entre novembre 2012 et avril 2013, Volcano Summit – une coopérative regroupant 20 jeunes paysans, dont neuf femmes – a généré des bénéfices d'environ 22 000 USD. Au cours de la même période, des organisations de producteurs comme ACOPENELA et APICBAÑAS ont généré des revenus dépassant 205 000 USD.

En Équateur, le Projet de développement du couloir central appuie près de 200 petites entreprises rurales gérées par des organisations ou des associations familiales. C'est ainsi que les 180 membres de l'Association Bramafertil, dans la paroisse de Bramadora, province de Manabi, commercialisent avec succès des bananes. Dans le cadre du projet, ces producteurs ont établi un centre de stockage, acheté du matériel et des moyens de transport pour renforcer leurs entreprises. Ils sont maintenant en mesure de négocier de meilleurs prix avec la multinationale Chiquita.

Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe

34 pays et Gaza et Cisjordanie: Albanie, Algérie, Arabie saoudite, Arménie, Azerbaïdjan, Bosnie-Herzégovine, Chypre, Croatie, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, ex-République yougoslave de Macédoine, Géorgie, Iraq, Jordanie, Kazakhstan, Kirghizistan, Koweït, Liban, Libye, Malte, Maroc, Oman, Ouzbékistan, Qatar, République arabe syrienne, République de Moldova, Roumanie, Somalie, Soudan, Tadjikistan, Tunisie, Turquie et Yémen.

Vue d'ensemble

Cette région présente des aspects divers, certains pays étant en voie d'urbanisation rapide tandis que d'autres dépendent encore dans une large mesure de l'agriculture. En conséquence, les taux de progrès ne sont pas homogènes. Les pays exportateurs de pétrole ont connu des taux de croissance plus élevés que jamais, alors que les pays importateurs de pétrole continuent de faire face à un ralentissement de l'activité économique, et spécialement les pays arabes

en phase de transition politique. Même dans la sous-région Europe et Asie centrale, où les perspectives sont de manière générale plus favorables, la reprise après la récession a été inégale.

La population totale de la région est de 544,2 millions de personnes, dont environ 42,9% vivent dans les zones rurales⁶. Dans l'ensemble, la région a bien progressé vers la réalisation des OMD. Le pourcentage de personnes en situation d'extrême pauvreté, par exemple, a été réduit de moitié dans la plupart des pays; à l'heure actuelle, ce sont en moyenne 4,8% de la population totale qui vivent avec moins de 1,25 USD par jour.

Les taux de pauvreté rurale, toutefois, sont beaucoup plus élevés: on estime qu'un tiers environ de la population rurale vit en dessous des seuils nationaux de pauvreté. La faiblesse de la productivité, parallèlement à l'accès insuffisant aux marchés et à la finance, continue de poser un problème majeur. Le chômage des jeunes s'est aggravé depuis 2001, et atteint maintenant 28% – le taux le plus élevé de toutes les régions. De nombreux pays ont investi dans l'éducation, mais ne parviennent pas à créer assez d'emplois hautement qualifiés pour les nouveaux diplômés. En fait, de nombreux États sont confrontés à des pénuries de main-d'œuvre dans le secteur

Éléments marquants de la gestion du portefeuille

- 44 programmes et projets en cours, en partenariat avec 19 gouvernements bénéficiaires et Gaza et la Cisjordanie dans la région à la fin de 2013;
- 785,2 millions d'USD investis par le FIDA dans le portefeuille régional en cours;
- 4 nouveaux programmes et projets à Djibouti, au Kirghizistan, en République de Moldova et au Yémen pour un investissement total du FIDA de 83,9 millions d'USD – ce total comprend 3 dons ASAP, d'un montant respectif de 6,0 millions d'USD pour le programme à Djibouti, de 10,0 millions d'USD pour le programme au Kirghizistan et de 10,2 millions d'USD pour le programme au Yémen;
- 2 nouveaux programmes d'options stratégiques pour le pays axés sur les résultats (COSOP-AR) pour la Bosnie-Herzégovine et le Soudan;
- 5 dons approuvés en 2013, pour un montant total de 4,8 millions d'USD;
- 55 dons en cours, d'une valeur totale de 52,5 millions d'USD.

⁶ Les données brutes proviennent du *Rapport sur le développement humain 2013* élaboré par le Programme des Nations Unies pour le développement.

de l'agriculture parce que les jeunes, femmes et hommes, ont migré vers les villes à la recherche de meilleures possibilités.

Plusieurs pays de la région connaissent des niveaux élevés d'insécurité alimentaire – souvent en rapport avec une situation de conflit et avec l'instabilité des prix alimentaires; il s'agit notamment de l'Égypte, de la République arabe syrienne, du Soudan et du Yémen. Des études donnent toutefois à penser que la région n'utilise que 35 à 50% de son potentiel agricole. Avec une meilleure gestion de l'eau et des éléments fertilisants, ainsi qu'une adaptation accrue au changement climatique, la productivité pourrait s'accroître de manière significative.

Travaux et résultats en 2013

Notre programme de travail dans la région Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe a été principalement axé sur les domaines suivants:

- gestion des ressources naturelles et changement climatique;
- accès au marché et développement des filières;
- productivité agricole et sécurité alimentaire;
- finance rurale et appui aux entrepreneurs;
- groupes vulnérables.

Gestion des ressources naturelles et changement climatique

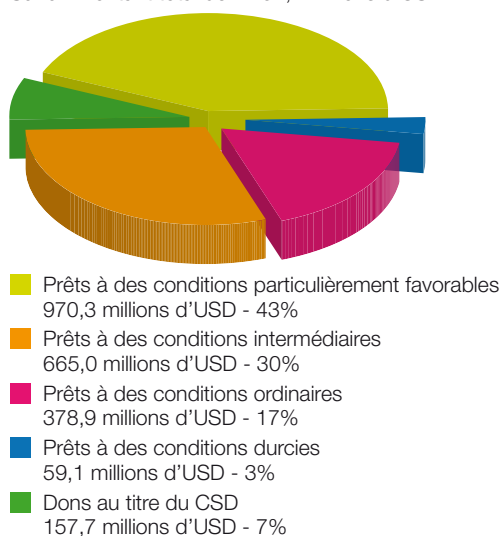
Les moyens de subsistance des petits exploitants agricoles dépendent de l'environnement et des ressources naturelles. Le FIDA travaille avec les

communautés rurales de la région pour les aider à surmonter des défis interconnectés parmi lesquels la dégradation des écosystèmes, la rareté de l'eau, la concurrence pour des terres adéquates, et le changement climatique.

Dans le cadre de l'ASAP, le FIDA a entrepris une modélisation du risque climatique pour Djibouti, le Kirghizistan et le Yémen, en vue d'améliorer la résilience face au changement climatique, d'atténuer les risques et de maximiser les avantages potentiels. Au Yémen, on a établi des cartes relatives aux aléas climatiques: crues subites, érosion du sol, collecte de l'eau et potentiel de culture. Ces cartes ont servi de modèles pour tester la sensibilité des quatre indicateurs face aux changements plausibles des précipitations annuelles et des températures d'ici à 2050. Combinés aux répartitions des établissements, les modèles ont repéré les "points chauds" de vulnérabilité sociale dans chaque village, dont il sera tenu compte dans les plans d'adaptation.

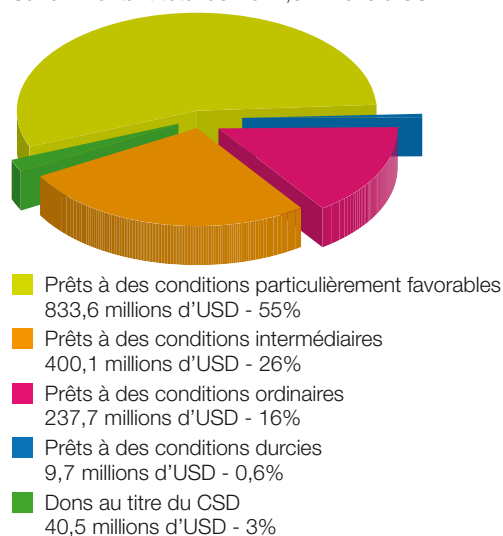
À Gaza et en Cisjordanie, les paysans ont entrepris de mettre en valeur des terrains inutilisés et de les transformer en terres productives. Depuis le début des opérations du programme appuyé par le FIDA, en 2010, 12 villages ont mis en valeur plus de 2 100 *dunum* (environ 210 hectares), et planté environ 52 000 oliviers et arbres fruitiers, ainsi que des plants de thym. En outre, le programme a construit 17 kilomètres de routes, plus de 81 000 mètres carrés de murs de soutènement et près de 13 000 mètres cubes de citernes. Environ 5 000 personnes ont bénéficié

GRAPHIQUE 5a
Prêts du FIDA selon les conditions de prêt, et dons au titre du CSD, 1978-2013^a
Sur un montant total de 2 231,1 millions d'USD



^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

GRAPHIQUE 5b
Décaissements des prêts selon les conditions de prêt, et décaissements au titre du CSD, 1979-2013^a
Sur un montant total de 1 521,6 millions d'USD



^a Les décaissements des prêts concernent uniquement les prêts relevant du Programme ordinaire. Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

de ces améliorations, qui ont permis d'accroître les superficies cultivées, de réduire l'érosion du sol et d'améliorer la production d'huile d'olive de qualité élevée vendue à des prix plus avantageux. Grâce au travail du projet, les femmes jouent un rôle accru dans la vie communautaire, et la demande de main-d'œuvre saisonnière a augmenté.

Accès au marché et développement des filières

De nombreux producteurs ruraux pauvres ne disposent pas de liens étroits avec les marchés. Le FIDA s'attache à renforcer les connexions entre les petits producteurs et les filières, et les aide à accroître leurs revenus.

Un projet appuyé par le FIDA dans le Noubaria occidentale, en Égypte, a transformé un désert inhospitalier en terres arables et a établi des liens entre les paysans et les marchés locaux et d'exportation. Le projet a été conçu en vue de créer des emplois pour de nouveaux diplômés et de remettre en état 100 000 hectares de terres inutilisées pour y produire des produits alimentaires et des cultures commerciales. Il a offert des prêts pour l'acquisition d'intrants agricoles et a formé les paysans à l'utilisation de techniques agricoles améliorées. Un système d'irrigation au goutte-à-goutte a permis de réduire de plus de moitié la consommation d'eau, donnant aux paysans la possibilité de diversifier leurs cultures et d'entreprendre de nouvelles cultures commerciales.

Le projet a fourni aux producteurs une assistance décisive pour la constitution et le renforcement d'associations paysannes de commercialisation. Six associations ont été créées, avec un nombre total de membres dépassant les 47 000 petits exploitants. Plus de 60 contrats ont été signés entre les associations et des sociétés d'exportation et de transformation pour la vente d'une gamme de produits, et notamment abricots, arachides, artichauts, haricots, pêches, poivrons, pommes de terre, raisins et tomates.

En République de Moldova, un programme de renforcement des services financiers et des marchés ruraux a touché plus de 1 000 micro, petites et moyennes entreprises – dépassant largement l'objectif. Outre le financement accordé aux entrepreneurs, le programme a aussi assuré la formation de plus d'un millier de participants, revalorisant leurs compétences techniques et administratives. Fidèle en cela à son orientation principale consistant à établir un lien entre le crédit aux paysans pauvres et l'amélioration de l'accès au marché, le programme a construit ou modernisé 29 structures de marché à titre de complément aux investissements sur les exploitations et hors exploitations. Plus de 105 000 ruraux ont bénéficié de ce programme.

Productivité agricole et sécurité alimentaire

Accroître la productivité des populations rurales pauvres, donner un coup de pouce à leurs revenus et renforcer leur sécurité alimentaire sont des éléments essentiels dans le travail du FIDA.

Dans le sud-est de la Tunisie, un programme agropastoral appuyé par le FIDA a amélioré les itinéraires du bétail, les routes rurales et les routes de desserte, ainsi que l'infrastructure hydraulique pour le bétail nomade sur plus de 125 000 hectares. Cette approche a produit de nombreux avantages. Les dépenses d'affouragement des petits ruminants ont chuté, les frais de transport des gardiens de troupeaux et des éleveurs ont été réduits de moitié, et la réduction des temps de déplacement peut aller jusqu'à 70%. Dans le même temps, les techniques améliorées de conservation du sol et de l'eau ont permis une plus grande récupération des eaux de ruissellement. Ces résultats positifs ont amélioré la recharge des aquifères et accru de 32% le rendement des oliviers. Compte tenu du succès du programme en termes de durabilité environnementale et d'amélioration de la productivité agricole et de la sécurité alimentaire, le Gouvernement tunisien a demandé la conduite d'une seconde phase.

Dans le cadre de son objectif de rétablissement des moyens de subsistance des petits exploitants agricoles, un projet appuyé par le FIDA dans la zone du delta du Gash, au Soudan, a assuré la formation de plus de 15 000 personnes, dont plus de la moitié sont des femmes. Le projet a accru d'environ 27% la superficie moyenne cultivée par les paysans. Il a permis d'augmenter de 23% la productivité du sorgho et, en outre, d'accroître la taille des troupeaux et la productivité des vaches laitières. Il a aussi contribué à étendre les services de microfinance aux zones rurales. L'augmentation moyenne de la dépense des ménages a été de 160%, et la sécurité alimentaire des familles s'est améliorée.

Finance rurale et appui aux entrepreneurs

L'amélioration de l'accès aux services financiers dans les zones rurales se heurte à de nombreux problèmes, concernant notamment l'insuffisance de l'infrastructure, la capacité limitée des prestataires de services et les faibles niveaux d'éducation des clients. Pour les résoudre, le FIDA établit de solides partenariats avec des institutions nationales de microfinance et des sociétés d'investissement de capitaux privés dans la région.

Dans le nord-ouest de l'Azerbaïdjan, le FIDA a amélioré l'accès au crédit pour des paysans à titre individuel, pour les membres d'associations d'usagers de l'eau et pour des groupes de femmes. Utilisant leurs petits prêts saisonniers, les bénéficiaires ont

investi dans du bétail ou dans des cultures de plein champ, fruitières ou légumières, comme la pomme de terre. Ces activités de crédit ont connu un taux de remboursement supérieur à 99%, et ont concerné 85 villages, parmi lesquels de nombreux villages situés dans des zones montagneuses éloignées.

En Bosnie-Herzégovine, le Projet de renforcement des entreprises rurales a fourni du crédit à environ 1 300 paysans et 50 petites et moyennes entreprises, dont certaines ont reçu plus d'un prêt. La plupart de ces prêts avaient pour objet d'appuyer la production laitière et la transformation du lait, activités qui ont créé un nombre significatif de nouveaux emplois. En fin de compte, le projet a aidé des paysans pauvres à passer d'une agriculture de subsistance à des opérations partiellement ou entièrement commerciales, et a permis à des entrepreneurs de créer ou d'étendre des entreprises sur les exploitations ou hors exploitations.

Groupes vulnérables

Le FIDA cible les communautés rurales ne disposant pas d'un accès adéquat à l'infrastructure et aux services de base. Au sein de ces communautés, nous accordons une attention particulière aux personnes les plus vulnérables: les jeunes, les femmes et les groupes socialement exclus.

À Al-Dhala, au Yémen, un projet de gestion communautaire des ressources a surmonté les contraintes sociales dominantes pour autonomiser les femmes. Grâce à une formation à des fonctions de sages-femmes, de gestionnaires de crédit ou d'agents de vulgarisation au niveau villageois, les femmes ont acquis davantage de visibilité et de reconnaissance, tant au sein du ménage que dans la communauté. Les investissements dans des puits villageois, des installations de production de biogaz, et des moulins à céréales se sont traduits par une réduction spectaculaire du temps que les femmes consacraient à aller chercher de l'eau ou ramasser du bois de feu, leur permettant ainsi de suivre des cours d'alphabétisation et d'entreprendre des activités génératrices de revenus. Plus de 800 classes d'alphabétisation ont

été organisées et près de 16 000 femmes ont reçu le certificat attestant de leurs nouvelles connaissances, tandis que quelque 2 000 femmes suivaient un apprentissage dans les domaines de la couture, de l'artisanat ou d'autres compétences.

Dans les zones montagneuses de la province d'Al-Haouz, au Maroc, un projet appuyé par le FIDA a travaillé auprès des femmes rurales pour améliorer leur accès au crédit et leur participation aux processus décisionnels communautaires. Le projet a contribué à la création de 20 associations de femmes, et près de 5 000 femmes ont pu suivre des cours d'alphabétisation. Dans le village de Ouaoisseft, une route de desserte de trois kilomètres construite par le projet a permis aux femmes de passer moins de temps au transport de l'eau, grâce à quoi elles ont pu s'intéresser à d'autres moyens de générer des revenus. Elles ont commencé à cultiver et vendre des herbes et des plantes médicinales, et ont rentabilisé leurs travaux de broderie. Ces femmes entrepreneuses ont aussi créé dans leur village une garderie, afin qu'elles puissent gagner de l'argent sans pour autant que leurs enfants soient négligés. L'objectif original de la route était de réduire les coûts de transport, mais elle a apporté beaucoup plus à la communauté. Ces progrès ont accru la confiance en soi des femmes et marqué le début du long processus de transformation des attitudes en matière des sexes: les femmes participent désormais activement à la vie de la communauté, et leurs contributions sont appréciées.

Récit recueilli sur le terrain

Des investissements fructueux stimulent la croissance dans les zones rurales de l'Arménie

À proximité d'Erevan, la capitale de l'Arménie, la société SIS Natural produit depuis l'an 2000 une gamme de jus de fruits. En 2012, elle a reçu, de la part d'un programme financé par le FIDA, un financement sous la forme d'apport de fonds propres et d'un prêt subordonné pour acquérir une technologie de mise en bouteille hygiénique et pour investir dans une formation spécialisée de son personnel.

Par l'intermédiaire du Fonds de développement économique des zones rurales en Arménie (FREDA), le FIDA apporte des financements sous la forme d'apport de fonds propres et de prêts subordonnés, en vue de stimuler la croissance économique et d'améliorer la performance des filières agricoles. Outre sa participation à SIS Natural, le FREDA a investi dans d'autres activités: établissement vinicole, aquaculture, production d'ovins et de volailles, et laiterie entre autres initiatives. En conséquence, le nombre d'employés des sociétés dans lesquelles le FREDA a investi s'est accru de 35%, la valeur des acquisitions auprès des producteurs ruraux a augmenté de 560%, et les ménages vendant leurs produits à ces sociétés ont vu le revenu de leurs ventes augmenter de 53%.

En position de leader sur le marché local, SIS Natural achète aux producteurs plus de 20 types de fruits et de légumes – cassis, pommes, abricots, tomates, cerises et grenades, entre autres. En 2012, à la suite de l'investissement qui a renforcé sa capacité de production et de commercialisation, la société a acheté 1 100 tonnes de fruits frais – près du triple du volume acheté l'année précédente directement auprès des petits exploitants.

L'investissement de SIS Natural dans les nouveaux équipements de production de jus concentré a suscité une demande supplémentaire de fruits et de légumes ciblés, permettant aux paysans d'investir dans d'autres activités productives, comme l'amélioration des pratiques culturales et l'expansion des superficies cultivées, augmentant encore davantage les revenus des ménages.

La société améliore les moyens de subsistance et la qualité de vie, au sein de l'usine et parmi les paysans.

“Je suis très heureux de mon travail”, déclare Atoyan Zorik, employé depuis un an dans le domaine de la stérilisation. “J'ai des parents âgés et un fils dans l'armée, et je peux m'occuper de chacun d'eux.”

Malgré le recours à la nouvelle technologie, SIS Natural continue aussi à s'appuyer sur les savoirs traditionnels pour le contrôle de la qualité. “Nous utilisons d'abord le laboratoire”, explique Sargis Torgomi Tigranyan, technicien en chef et directeur de la production. “Ensuite, je fais goûter le jus à mon fils de 12 ans pour voir s'il lui plaît.”

Sargis Torgomi Tigranyan, technicien en chef et directeur de la production de la société SIS Natural
Arménie: Programme en faveur de l'accès des agriculteurs aux marchés

©FIDA/Marco Salustro





Nouvelles initiatives et nouveaux programmes

Le FIDA et le contexte mondial

D'importants changements sont en cours dans l'architecture internationale du développement et dans le système économique mondial. Ces changements s'impriment sur les transformations rurales, partout dans le monde, et sont décisifs pour la conception des interventions à l'appui du développement agricole et rural. Afin de mieux comprendre ces évolutions, et d'y apporter les meilleures réponses, le FIDA contribue activement à plusieurs processus concomitants, avec des incidences actuelles et futures sur notre travail.

Au cours de l'année 2013, nous avons entamé un processus d'analyse prospective qui apportera des éléments d'information à d'autres processus de planification stratégique. Le but est de favoriser un exercice d'examen et d'échange visant à déterminer et évaluer les faits nouveaux externes d'importance critique et leurs conséquences pour le FIDA. Trois domaines thématiques prioritaires ont été initialement retenus pour examen et discussion: l'engagement dans des États et des situations fragiles et affectés par un conflit; les défis dans les pays à revenu intermédiaire; et les questions mondiales relatives aux biens publics. Les résultats seront insérés dans les activités clés comme la concertation sur les politiques, l'examen des domaines thématiques prioritaires, la mobilisation des ressources et le développement de partenariats, et la programmation par pays.

L'analyse prospective est l'une des diverses initiatives lancées par le FIDA afin de maintenir la pertinence et l'efficacité de l'organisation dans ses rôles de plaidoyer en faveur du développement agricole et rural et des populations rurales, et d'investisseur dans ce domaine.

Le programme pour l'après-2015

La conception future d'un programme mondial de développement pour l'après-2015 a occupé une place prépondérante dans le débat international au cours de l'année 2013. Le FIDA s'est associé aux principaux processus afin de s'assurer que les préoccupations des populations rurales sont prises en compte. Nous

avons porté le message selon lequel aucun programme d'élimination de la pauvreté et de croissance sans exclusive ne peut être couronné de succès si l'on ne prête pas sérieusement attention aux zones rurales, aux secteurs ruraux et à l'agriculture paysanne et familiale. Les femmes et les hommes du monde rural – paysans, petits entrepreneurs, travailleurs – sont aujourd'hui confrontés à un contexte très dynamique présentant de nouvelles possibilités, de nouvelles vulnérabilités et de nouveaux risques. Avec des investissements, des outils et des partenariats appropriés, les populations rurales peuvent apporter une contribution capitale au développement durable. Une agriculture paysanne et familiale plus productive, durable et résiliente peut jouer des rôles multiples dans la création d'un avenir meilleur, et elle le fera en nourrissant des zones urbaines plus peuplées, en offrant des emplois et des revenus décents, en fournissant des services environnementaux et en favorisant la cohésion sociale.

En 2013, deux principales enceintes ont été le cadre des travaux initiaux d'élaboration d'un futur programme pour l'après-2015: les consultations et les réflexions conduites par les Nations Unies sur un cadre successeur aux Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), et les débats sur les Objectifs de développement durable (ODD), dirigés par les États membres. Ces processus incluent des mécanismes élaborés par les États membres ou à la demande du Secrétaire général des Nations Unies, comme le Groupe de travail ouvert de l'Assemblée générale sur les ODD, le Groupe de personnalités de haut niveau chargé d'étudier le programme de développement pour l'après-2015, le Comité intergouvernemental d'experts sur le financement du développement durable, et les consultations nationales, régionales et mondiales conduites par le Groupe des Nations Unies pour le développement. Le FIDA fait partie de l'Équipe spéciale des Nations Unies chargée du programme de développement pour l'après-2015 qui appuie ces divers mécanismes. Au mois de mai, le Président du FIDA a mis en place une équipe spéciale sur l'après-2015, chargée de coordonner les

engagements institutionnels pour l'ensemble de ces processus et de promouvoir la vision du FIDA: un avenir rural durable et plein de vitalité.

L'Année internationale de l'agriculture familiale

L'année 2014, proclamée Année internationale de l'agriculture familiale (AIAF-2014), offre une occasion particulière d'attirer l'attention sur le rôle que jouent les petits exploitants agricoles et les populations rurales dans la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Le FIDA a été la première institution internationale à soutenir officiellement l'appel lancé par la société civile et les organisations paysannes en faveur d'une année internationale des Nations Unies consacrée à l'agriculture familiale. Dans toute sa diversité, l'agriculture familiale est la forme prédominante d'agriculture partout dans le monde. Elle joue un rôle de premier plan dans la réponse aux besoins alimentaires de populations rurales en rapide expansion, et produit des aliments et des revenus pour des centaines de millions de ruraux, y compris les pauvres et les marginalisés. Elle crée des emplois pour les femmes, les hommes et les jeunes, à la fois au sein de leurs exploitations familiales et dans des entreprises connexes le long des filières alimentaires et agricoles. Le Forum rural mondial (FRM), reconnu comme coordinateur international de la société civile du programme de l'AIAF-2014, regroupe environ 360 organisations de la société civile de 60 pays qui appuient cette campagne.

Dans le cadre de notre participation à l'AIAF, nous mettons l'accent sur les activités au niveau des pays comme moyen de susciter un changement des politiques nationales et régionales dans un sens favorable aux petits exploitants et à l'agriculture familiale. Le FIDA a soutenu dès le début la campagne de la société civile pour l'AIAF et a approuvé, en 2013, un don de 500 000 USD au FRM pour appuyer la participation de la société civile dans 11 pays et cinq régions. Un autre don de 150 000 USD a été approuvé pour appuyer les activités de facilitation et de suivi de l'Année. Ces activités seront coordonnées par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). L'accent sera mis sur l'appui aux organisations de petits exploitants et de producteurs familiaux des pays en développement afin qu'ils puissent participer aux processus de l'AIAF aux niveaux régional et mondial, et les influencer. Le don appuiera aussi le suivi des débats nationaux sur les politiques et des changements induits par l'AIAF, et la création d'une plateforme de partage des savoirs gérée par la FAO.

Le FIDA est également un membre actif du Comité international de pilotage de l'AIAF-2014, aux côtés d'autres institutions ayant leur siège à Rome, de

la société civile et des organisations paysannes, et d'États membres de la FAO.

Le Comité de la sécurité alimentaire mondiale

Le FIDA a continué d'appuyer le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA). Dans sa structure réformée, le CSA est apparu comme un forum international multipartite clé fournissant des contributions et des orientations pour la recherche de solutions aux défis mondiaux en rapport avec le développement rural et la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Il réunit des gouvernements, des organisations internationales, des acteurs du secteur privé, des groupes de la société civile et des organisations paysannes. Le FIDA participe au CSA et lui apporte son appui. Nous préparons également des contributions aux principaux débats et processus du CSA. Dans ce contexte, nous avons appuyé, en 2013, le Groupe de travail ouvert du CSA sur le suivi; la Table ronde sur les politiques d'investissement dans l'agriculture familiale pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle; une manifestation spéciale tenue au cours de la session du CSA sur la gestion des ressources naturelles pour la sécurité alimentaire dans le contexte du programme de développement pour l'après-2015; et l'élaboration d'un programme d'action pour répondre aux situations d'insécurité alimentaire en cas de crise de longue durée.

Les institutions des Nations Unies ayant leur siège à Rome ont facilité la session annuelle du CSA et favorisé le consensus entre les diverses parties prenantes sur l'élaboration d'une politique visant à améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle mondiale. Outre la participation active de son personnel, la contribution du FIDA a comporté l'approbation d'un don de 200 000 USD pour couvrir les dépenses de base du secrétariat du CSA. Les modalités de partage des dépenses du CSA entre les institutions ayant leur siège à Rome font actuellement l'objet d'un réexamen qui conduira à un accord formel en la matière.

La collaboration entre le FIDA et les autres institutions ayant leur siège à Rome, plateforme alimentaire des Nations Unies, s'est poursuivie en 2013, dans le domaine ci-dessus et dans d'autres domaines.

Le travail du FIDA avec les peuples autochtones

La première réunion mondiale du Forum des peuples autochtones a été accueillie par le FIDA en février 2013. Point culminant de 35 années d'engagement du FIDA aux côtés des peuples autochtones, le forum constituait une réponse à une demande d'instauration d'un dialogue plus systématique avec les institutions des Nations Unies. Les représentants des peuples autochtones se sont engagés à œuvrer de concert

avec le FIDA et les gouvernements à la création, pour leurs peuples, de modèles de développement durable. Ils ont aussi invité le FIDA à accentuer le renforcement des capacités, à déployer davantage d'efforts pour encourager la participation des peuples autochtones, et à mettre en œuvre de manière plus efficace et systématique sa Politique relative à l'engagement aux côtés des peuples autochtones. Leurs recommandations ont été réunies dans la synthèse des délibérations de la réunion, présentée à la trente-sixième session du Conseil des gouverneurs (http://www.ifad.org/english/indigenous/forum/synthesis_f.htm). Le FIDA a entrepris de donner suite aux recommandations du forum et de mettre en œuvre les plans d'actions régionaux convenus avec les divisions régionales.

Autre première pour le FIDA et les peuples autochtones, un itinéraire d'apprentissage sur la gestion des ressources naturelles et les savoirs autochtones a été organisé dans le cadre d'un partenariat tripartite entre le Pacte asiatique des peuples autochtones, l'ONG PROCASUR (Société de formation régionale au développement rural) et le FIDA. L'itinéraire d'apprentissage était le résultat de solides partenariats bâtis sur des années de collaboration, et un rapport conjoint a été publié pour le partage des enseignements tirés (<http://www.ifad.org/english/indigenous/pub/forests.pdf>).

La prochaine Conférence mondiale sur les peuples autochtones, prévue en septembre 2014, constituera une importante occasion, pour les peuples autochtones et les gouvernements, d'œuvrer de concert en vue d'une meilleure mise en œuvre, au niveau des pays, de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. Nous avons joué un rôle pilote parmi les institutions financières internationales et les institutions spécialisées des Nations Unies par notre engagement aux côtés des peuples autochtones, et nous avons approuvé en 2013 un don au Groupe de travail international pour les affaires autochtones, afin d'appuyer la participation des peuples autochtones aux processus conduisant à la Conférence mondiale de 2014 et au-delà.

Renforcement des organisations paysannes en Afrique

Le Programme d'appui aux organisations paysannes africaines (PAOPA) est une initiative novatrice œuvrant pour renforcer les organisations paysannes africaines et faire en sorte qu'elles évoluent pour devenir des organisations plus stables, performantes et responsables, représentant efficacement leurs membres et leur donnant des conseils sur les entreprises agricoles. La phase principale du PAOPA a débuté en 2013. Elle fait suite à une phase pilote (2009-2012) dont le but était d'encourager le

développement institutionnel des organisations paysannes régionales et nationales, leur capacité d'organisation et leur capacité de sensibilisation et de plaidoyer. Les résultats ont été confirmés par une évaluation externe indépendante financée par la Commission européenne (CE). On peut également citer, parmi les résultats de la phase pilote, le lancement de l'Organisation panafricaine des producteurs agricoles (PAFO), première organisation continentale de paysans africains.

La phase principale du PAOPA s'étendra sur cinq ans (2013-2017) pour un coût total de 19,9 millions d'EUR. Elle sera cofinancée par le FIDA, l'Union européenne, la Direction du développement et de la coopération de la Confédération suisse (DDC) et l'Agence française de développement (AFD). Le PAOPA est exécuté, au niveau régional, par quatre réseaux régionaux d'organisations paysannes en Afrique subsaharienne – la Fédération des agriculteurs d'Afrique orientale (EAFV), la Plateforme régionale des organisations paysannes d'Afrique centrale (PROPAC), le Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA), la Confédération des syndicats agricoles d'Afrique australe (SACA) – et par l'Union maghrébine des agriculteurs (UMAGRI). Le programme appuie actuellement 68 organisations paysannes nationales dans 49 pays, leurs réseaux régionaux et la PAFO.

Le programme vise à renforcer et consolider les capacités institutionnelles des organisations paysannes (OP) et à leur donner davantage voix au chapitre en matière de politiques et de programmes agricoles. En outre, la phase principale appuie le développement de la prestation de services économiques par les OP afin de faciliter l'intégration des petits exploitants agricoles dans les filières. La démarche consiste à appuyer d'abord un nombre restreint de cas, et à promouvoir ensuite les échanges d'expériences réussies en vue de leur reproduction à plus grande échelle. Le PAOPA a également pour but de renforcer la capacité de la PAFO de participer aux processus décisionnels et d'influer sur les processus d'élaboration des politiques en matière de développement agricole et rural aux niveaux régional et international (http://www.ifad.org/farmer/2013/sfoap_main.pdf).

Le Mécanisme multidonateur de financement pour l'envoi de fonds

Les envois de fonds, c'est-à-dire l'argent que les travailleurs migrants font parvenir à leur famille dans leur pays d'origine, constituent un soutien crucial pour ces familles, dont beaucoup vivent dans des zones rurales pauvres et éloignées. En 2013, les envois à destination des pays en développement ont dépassé les 450,0 milliards d'USD, dont 40% vers les zones

rurales. Étant donné que les envois de fonds vers les pays en développement sont environ quatre fois plus importants que l'aide publique au développement et qu'ils dépassent souvent l'investissement étranger direct, on mesure les immenses bénéfices potentiels que pourraient en retirer les pays en développement si ces fonds étaient orientés vers des actions efficaces de développement rural et agricole.

Depuis 2006, le Mécanisme de financement pour l'envoi de fonds (MFEF) créé par le FIDA a été parmi les premiers à imaginer des instruments innovants pour offrir aux migrants, à leurs familles et à leurs pays de meilleures possibilités de développement économique et social. L'analyse de près de 50 projets dans plus de 40 pays a permis au MFEF de mettre en lumière de nombreux problèmes en rapport avec les migrations et le développement, afin d'aider les gouvernements et les institutions de développement à aller de l'avant.

Le mécanisme a lancé deux initiatives en 2013. L'initiative d'appui aux investissements de la diaspora en faveur de l'agriculture a débuté en Somalie et à Djibouti pour encourager la croissance de l'emploi. L'initiative relative aux services financiers postaux en Afrique, en partenariat avec l'Union européenne, la Banque mondiale, le Fonds d'équipement des Nations Unies, l'Union postale universelle et l'Institut mondial des caisses d'épargne, a été lancée dans le but de faciliter le rôle des opérateurs postaux dans la mobilisation des envois de fonds pour le développement.

En mai 2013, le FIDA et la Banque mondiale ont réuni à Bangkok, en Thaïlande, le quatrième Forum mondial sur les envois de fonds, auquel ont participé 350 décideurs, acteurs du secteur privé et personnalités de la société civile afin de planifier, pour obtenir un impact sur le développement, une démarche en vue de la mobilisation des fonds envoyés chaque année vers les pays d'origine, en Asie et ailleurs dans le monde. Un rapport régional, mettant en évidence l'immensité des fonds envoyés en Asie, a été présenté au cours du forum.

Plus de 60 millions de travailleurs migrants d'Asie envoient, à eux seuls, plus de la moitié du total des flux de fonds à destination des pays en développement. En tout, on estime qu'une famille sur dix en Asie dépend de l'argent provenant de l'étranger pour son alimentation, son habillement ou son abri.

La Coalition internationale pour l'accès à la terre

L'année 2013 a également été une année importante pour la Coalition internationale pour l'accès à la terre, une alliance mondiale d'organisations de la société civile et d'organisations intergouvernementales hébergée par le FIDA. Depuis plus de dix ans, la

Coalition a été l'organisation de référence dont le travail a favorisé la gouvernance de la terre centrée sur les personnes. En 2013, elle a joué un rôle de facilitateur dans des plateformes multiacteurs pour la promotion de réformes foncières dans 20 pays, en mettant spécialement l'accent sur les droits fonciers et territoriaux des femmes et des peuples autochtones. La Coalition a aussi accru la diffusion de son savoir par le biais du Land Portal, qui réunit 1 150 utilisateurs et plus de 30 000 ressources. En outre, la matrice des transactions foncières a lancé son Observatoire mondial comportant un ensemble de données actualisées permettant le suivi des acquisitions foncières à grande échelle depuis la négociation jusqu'à l'exécution. En avril 2013, le Forum foncier mondial de la Coalition a réuni, au Guatemala, 273 personnes venues de 47 pays pour débattre de la gouvernance territoriale et de la sécurité alimentaire dans le contexte de l'évolution des modes d'utilisation des terres dans l'ensemble du monde en développement. L'assemblée des membres de la Coalition a constitué le point culminant de la conférence: elle a approuvé la participation de 36 nouveaux membres – portant le total à 156 organisations – et adopté la Déclaration d'Antigua, qui reconnaît les diverses dimensions de la terre et soutient des modèles de développement fondés sur des systèmes locaux de gestion de ressources naturelles et alimentaires.

La Plateforme pour la gestion des risques agricoles

La Plateforme pour la gestion des risques agricoles (PARM) a été lancée au mois de décembre. La plateforme PARM est née à l'issue des discussions du G8 et du G20 portant sur la sécurité alimentaire et la croissance de l'agriculture. Elle a pour objet de déterminer, d'évaluer et de mesurer les risques agricoles dans les pays partenaires et de mettre au point des stratégies pour y faire face. Elle doit aussi favoriser les échanges d'expérience et de savoir entre les praticiens concernés. Dans le cadre de la plateforme PARM, on s'efforcera également d'améliorer la collaboration entre le secteur public, le secteur privé et les milieux universitaires, afin de forger des partenariats public-privé solides.

Cette initiative d'une durée de quatre ans bénéficie du soutien de l'AFD, de la Commission européenne, du Gouvernement italien, du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) et du FIDA. Le secrétariat de la plateforme sera accueilli dans les locaux du FIDA et s'occupera dans un premier temps de huit pays d'Afrique: Cabo Verde, Cameroun, Éthiopie, Libéria, Mozambique, Niger, Ouganda et Sénégal. La PARM s'engagera en outre auprès de pays comme la Gambie qui ont déjà mobilisé, en vue d'activités nationales de gestion des

risques agricoles, des ressources provenant d'autres programmes appuyés par des donateurs.

Contribution à la définition des politiques et gestion des savoirs

Le FIDA continue de resserrer les liens entre ses participations stratégiques aux processus de définition des politiques et le travail qu'il appuie sur le terrain, en reconnaissant les importants défis qui se dressent encore sur la voie du développement rural. Les déséquilibres structurels fondamentaux entre l'offre et la demande, dans les secteurs de l'agriculture et de l'alimentation, sont toujours présents. Cette situation ouvre un espace à la spéculation et à l'instabilité du marché, et génère chez les investisseurs une aversion du risque, tandis que les vestiges des préjugés des politiques à l'encontre des producteurs agricoles ralentissent la réaction du côté de l'offre. Pourtant, les projections montrent que la production alimentaire de la planète devra augmenter, d'ici à 2050, de 60%. On ne sait pas clairement qui produira ces aliments, où et comment. Le FIDA continue d'étudier ces dynamiques et de plaider en faveur de choix de politiques pertinents, efficaces et efficients, de stratégies de développement et de programmes d'investissement, afin de parvenir à une transformation du secteur de l'agriculture et des systèmes alimentaires mondiaux qui propose un contexte favorable aux petits exploitants agricoles. Le FIDA participe aussi à l'initiative lancée par le G20 pour accroître la transparence du marché des produits alimentaires et encourager la coordination de l'action des pouvoirs publics en réponse à la volatilité des prix et à l'incertitude du marché: le Système d'information sur les marchés agricoles.

Les politiques ont une incidence sur tous les aspects du contexte institutionnel et juridique dans lequel les populations rurales pauvres assurent leurs moyens de subsistance, et façonnent ainsi les possibilités économiques qui leur sont offertes. Notre participation à la définition des politiques au niveau des pays est plus importante que jamais, à la fois parce qu'elle peut contribuer à créer de nouvelles possibilités pour les populations rurales pauvres et parce que nos États membres nous le demandent de plus en plus. Au début de l'année 2013, un plan d'action a été établi en matière de contribution à la définition des politiques, et le travail a débuté, dans le courant de l'année, en vue de renforcer l'influence du FIDA sur les politiques au niveau des pays, et pour donner une cohérence stratégique aux initiatives existantes. Les programmes d'options stratégiques pour le pays (COSOP) et les documents de conception des projets ont été soumis à un examen visant à déterminer dans quelle mesure les projets cherchent à exercer une influence sur l'ensemble du

programme au niveau du pays, et des suggestions ont été formulées en vue du renforcement de ce domaine. Un conseiller en matière de politiques a participé aux missions de conception pour le Cambodge, le Ghana, l'Indonésie, le Nigéria et la Tunisie, avec pour tâche spécifique d'élaborer des propositions qui permettront aux projets appuyés par le FIDA de contribuer plus efficacement aux processus nationaux de définition des politiques.

Des efforts ont également été déployés pour renforcer la capacité interne de participation à la définition des politiques au niveau des pays. Nous avons organisé des formations à l'intention des chargés de programme de pays et un atelier pour améliorer la compréhension, partager les expériences et les enseignements tirés, et procéder à un échange d'idées sur le suivi et la mesure de la participation à la définition des politiques et de son impact. Nous avons aussi entrepris un inventaire qui nous permettra d'obtenir une vision claire de l'ampleur actuelle de la participation des chargés de programme de pays à la définition des politiques, et des principaux domaines thématiques de cette participation.

Le savoir – sa collecte, sa diffusion et son application – est de plus en plus important pour le travail du FIDA et pour l'efficacité des projets. Le savoir est également essentiel pour la réussite de l'innovation et de la reproduction à plus grande échelle. En 2013, le FIDA a élaboré un cadre de gestion des savoirs pour favoriser l'échange de savoirs et d'expériences en interne, et avec les partenaires et les clients. Le cadre vise à renforcer le positionnement stratégique du FIDA et sa visibilité, et à poser la réduction de la pauvreté rurale comme priorité aux niveaux national et mondial. Il met aussi à profit le lien entre savoir et amélioration des résultats et des impacts, et cherche par conséquent à faciliter le flux de savoir au niveau du pays et l'absorption d'approches efficaces pour le développement agricole et rural.

Nouveaux programmes et projets Afrique de l'Ouest et du Centre Intensifier le travail de liaison entre les paysans et les filières au Sénégal

Un nouveau projet appuyé par le FIDA au Sénégal aura pour objectif principal d'aider les petits exploitants agricoles à se connecter aux filières, en reproduisant à plus grande échelle les bons résultats obtenus dans le cadre des interventions en cours dans le pays. Le Projet d'appui aux filières agricoles continuera à renforcer les organisations de cultivateurs et d'éleveurs et les aidera à forger des liens durables avec les filières, y compris par le biais du stockage pour réduire les pertes après récolte, de la transformation pour ajouter de la valeur, et d'une commercialisation efficace. Le projet aidera aussi les jeunes à créer des

microentreprises et des petites entreprises rurales pour accroître leurs revenus.

Le projet œuvrera à l'augmentation des rendements des cultures pluviales comme le mil, le niébé et le sésame, et ceux de l'horticulture irriguée. Cela permettra aux paysans de diversifier leur production et d'accroître leurs revenus. Les technologies améliorées de récolte et de stockage réduiront le gaspillage. Dans le même temps, des organisations paysannes renforcées bénéficieront de contrats avec les négociants et les agents intervenant sur le marché qui garantissent des prix plus élevés et augmentent la production agricole. Grâce à ces activités, le projet créera aussi des emplois dans les zones rurales le long de certaines filières.

Au total, le projet atteindra directement 25 000 ménages agricoles et indirectement environ 250 000 personnes. Le renforcement des capacités des organisations paysannes afin qu'elles deviennent financièrement autonomes ou qu'elles puissent obtenir des prêts, par exemple, contribuera à faire en sorte que les paysans les plus pauvres et les plus vulnérables aient accès aux semences, aux engrais et à d'autres technologies.

Répondant à une forte demande des jeunes, des programmes d'horticulture irriguée à grande échelle bénéficieront de diverses formes d'appui. Les communautés et les bénéficiaires cofinanceront la construction et l'équipement. Un engagement ferme à assurer la maintenance sera exigé afin de garantir la durabilité. Le projet utilisera des technologies éprouvées et gérables au plan local.

Afrique orientale et australe **Nouvelles compétences et nouvelles technologies pour les jeunes paysans à Madagascar**

Un nouveau programme décennal, visant à accroître fortement la productivité agricole et à moderniser le secteur, a démarré ses opérations dans l'ensemble de Madagascar et assure une formation, en particulier aux jeunes ruraux, femmes et hommes. Le Programme de formation professionnelle et d'amélioration de la productivité agricole, également désigné sous le nom de FORMAPROD, a pour objectif d'atteindre environ sept millions de personnes – approximativement 20% de la population du pays.

Bien que la productivité agricole ait sensiblement augmenté à Madagascar au cours des dernières années, innovation technique et mécanisation sont nécessaires pour maintenir l'élan. C'est pourquoi la formation professionnelle des petits producteurs ruraux et la modernisation de leurs exploitations sont des éléments centraux pour le développement agricole du pays et pour une croissance sans exclusive. Le programme sera particulièrement

axé sur l'apport d'une formation et d'un appui aux groupes vulnérables, y compris les jeunes n'ayant pas été au terme du cycle scolaire, et les jeunes femmes chefs de ménage.

Travaillant directement avec d'autres projets actuellement financés par le FIDA, FORMAPROD identifiera et formera des jeunes agriculteurs, des techniciens agricoles et des agents de vulgarisation, et soutiendra la formation continue dans les 13 régions du pays. Par le biais d'investissements destinés à améliorer l'infrastructure et la productivité agricoles, le programme appuiera la Stratégie nationale de formation agricole et rurale, et les efforts régionaux de formation. Du fait de son calendrier relativement long, l'initiative contribue aux efforts déployés par Madagascar pour former les futures générations de paysans et pour faire de l'agriculture familiale une activité moderne et professionnelle.

Asie et Pacifique

Renforcement de la capacité de résilience au changement climatique au Bangladesh

De par sa situation géographique et son caractère de basse plaine deltaïque, le Bangladesh est l'un des pays au monde les plus sujets aux catastrophes naturelles. On s'attend à ce que le changement climatique aggrave l'intensité et la fréquence des cyclones et des inondations, provoquant des destructions considérables de terres, de routes, de maisons et d'autres actifs, et menaçant les progrès réalisés vers la réduction de la pauvreté.

Le nouveau Projet d'infrastructure côtière résistante aux aléas climatiques renforcera la résilience des petits exploitants agricoles, des petits commerçants, des microentrepreneurs, des personnes sans terre et des femmes démunies, et améliorera leur sécurité alimentaire et leurs revenus.

Le projet repose sur un partenariat entre le FIDA, la Banque asiatique de développement, l'Institut allemand de crédit pour la reconstruction (Kreditanstalt für Wiederaufbau) et le Gouvernement du Bangladesh. Avec un investissement total prévu de 150,0 millions d'USD, il devrait atteindre 3,5 millions de personnes dans les zones côtières.

Les zones d'intervention ont été choisies sur la base des indicateurs concernant la pauvreté, la vulnérabilité, l'éloignement et l'ampleur de l'infrastructure. Le projet mettra l'accent sur l'amélioration des routes et des services de marché, qui accompagnera le renforcement des capacités des communautés de s'adapter au changement climatique. Il s'agira particulièrement, dans le cadre des travaux, de veiller à ce que les routes puissent résister aux aléas climatiques, de construire 25 abris anticycloniques, et d'appuyer des programmes de radio communautaire permettant de faire parvenir

aux populations vivant dans des zones éloignées des prévisions météorologiques actualisées et des informations sur le marché.

Pour les travaux de construction, le projet reproduira à plus grande échelle une approche utilisée avec succès par d'autres projets appuyés par le FIDA, consistant à faire appel à des sociétés à contrat de travail collectif. Ces sociétés sont composées de femmes rurales pauvres, formées aux travaux de construction de routes et de marchés, et obtenant ainsi une précieuse occasion de travail salarié. L'expérience a montré que les routes construites suivant cette méthode sont mieux construites et plus résistantes que celles exécutées par des contractants extérieurs.

Amérique latine et Caraïbes **Renforcement des coopératives à Cuba**

Le secteur productif cubain connaît actuellement un certain nombre de transformations. L'agriculture et la production domestique de produits alimentaires constituent les premières priorités. Afin de contribuer à la modernisation des capacités des coopératives agricoles, un nouveau projet appuyé par le FIDA travaillera à l'accroissement de la productivité des producteurs de maïs et de haricots et des organisations dont ils sont membres, ce qui améliorera les conditions de vie de familles paysannes dans 18 communes de la région orientale du pays.

À l'heure actuelle, les coopératives assurent déjà 80% de la production agricole de Cuba. Partant de cette base, le projet renforcera la capacité de ces organisations par le biais d'une formation concernant la production céréalière respectueuse de l'environnement, les technologies après récolte et la gestion commerciale; l'acquisition d'actifs productifs est également prévue.

Le projet apportera en outre un appui aux prestataires de services agricoles et leur donnera les moyens de répondre plus efficacement aux besoins des producteurs de maïs et de haricots, ce qui aura aussi un impact positif sur les autres utilisateurs de ces services. Les activités prévues comportent notamment la formation technique, la mise en service d'installations de séchage et de traitement des grains, et la mise au point de nouvelles techniques de production et de manutention après récolte pour ces cultures stratégiques.

Le projet bénéficiera directement à quelque 13 000 familles, soit environ 52 000 personnes. En outre, 104 000 personnes en bénéficieront indirectement par le biais de la fourniture des services de soutien améliorés pour la production et la transformation des grains. Ainsi, le projet devrait contribuer à répondre à la demande intérieure croissante de maïs et de haricots.

Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe

Partage des enseignements agricoles entre pays de la région

Financé par un don, un programme récemment approuvé renforcera la coopération Sud-Sud, tant au niveau du programme qu'à celui des politiques, avec pour buts d'accroître le développement agricole, d'améliorer la sécurité alimentaire et hydrique, et de réduire la pauvreté.

Le programme ciblera 1 000 jeunes, femmes et hommes, travaillant dans le secteur de l'agriculture dans cinq pays: Algérie, Égypte, Maroc, Ouzbékistan et Turquie. Les échanges de savoirs et d'autres formes de coopération permettront aux agriculteurs participants de partager des solutions innovantes pour réaliser des économies d'eau, pratiquer des cultures utilisant l'eau de manière rationnelle, élever du bétail et renforcer la résilience par le biais de coopératives agricoles. La Hongrie apportera un appui spécifique dans le domaine de la biotechnologie agricole.

Au niveau des politiques, le programme renforcera la capacité de partage des savoirs entre les ministères de l'agriculture des cinq pays participants. Un réseau interministériel appuyé par une plateforme en ligne permettra aux pays de partager les enseignements, y compris en termes d'analyse de la législation. Au niveau national, des bureaux de consultation contribueront à la reproduction à plus grande échelle des résultats dans chaque pays.

Le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud travaillera avec des partenaires locaux pour constituer une documentation sur les solutions concrètes et les technologies transférables. Une ressource en ligne contribuera à transposer et reproduire à plus grande échelle les meilleures pratiques. Ainsi, le programme sera utile à d'autres programmes pertinents appuyés par le FIDA, dans la région et au-delà.



VMLU-25B

Mesurer et améliorer les résultats

Rapport sur l'efficacité du FIDA en matière de développement

Le premier Rapport sur l'efficacité du FIDA en matière de développement (RIDE) à être établi pour la période de la neuvième reconstitution des ressources (FIDA9) montre que des progrès ont été effectués vers la réalisation de nos ambitieux objectifs. Le RIDE rend compte de la performance du FIDA au regard des indicateurs contenus dans le Cadre de mesure des résultats pour 2013-2015 ainsi que de la mise en œuvre des engagements pris au titre de FIDA9.

Avec le nouveau Cadre de mesure des résultats, le FIDA est devenu la première organisation multilatérale à présenter un objectif chiffré quant au nombre de personnes à extraire de la pauvreté – 80 millions d'ici à la fin de 2015. Nous procéderons, afin de mesurer cela avec précision, à 30 évaluations d'impact.

Le RIDE de cette année fait apparaître de bons progrès en termes d'assistance fournie. Les décaissements de fonds au profit des gouvernements clients ont augmenté. Le laps de temps moyen s'écoulant entre l'approbation d'un projet et le premier décaissement s'est réduit, de même que les délais de traitement des demandes de retrait. Ce sont là de solides indices montrant que nous sommes en train d'améliorer notre efficacité, objectif clé pour FIDA9.

La portée de nos interventions s'est également améliorée en 2013, puisque le nombre de personnes vivant dans les zones rurales et recevant des services de la part de projets appuyés par le FIDA a augmenté de 33% par rapport à 2012. C'est en particulier le nombre de personnes formées à la gestion de petites entreprises et obtenant un accès aux marchés qui a augmenté de façon significative, ce qui témoigne de l'attention accrue portée à l'établissement de liaisons entre les petits exploitants et les marchés dans le cadre de projets de filières.

Le pourcentage de femmes bénéficiaires, qui demeure élevé – aux environs de 50% – représente un indicateur clé du caractère inclusif des projets appuyés par le FIDA et de la représentation équilibrée des femmes et des hommes dans ces projets.

L'efficacité des projets et la performance des pouvoirs publics sont les deux domaines où les progrès

s'avèrent les plus problématiques. La raison en est qu'il est difficile et coûteux d'atteindre les personnes vivant dans les zones éloignées. Ce sont aussi les domaines dans lesquels les capacités de fourniture des services publics sont souvent les plus faibles.

Parvenir à un impact durable dans les États fragiles est une priorité au niveau de l'institution. Nous avons entrepris un examen de notre performance dans les États fragiles afin de renforcer notre modèle opérationnel dans ces pays. Avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), nous avons lancé un programme qui s'intéressera principalement aux projets exécutés dans des contextes institutionnels et sociaux fragiles, où les problèmes de performance sont les plus graves.

Le changement climatique constitue une menace sévère pour les moyens de subsistance des populations rurales pauvres. Le Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP) lancé par le FIDA constitue la plus importante initiative mondiale en matière de changement climatique destinée aux petits exploitants. À la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques, réunie à Varsovie en 2013, l'ASAP s'est vu décerner une récompense au titre de l'innovation en matière de financement de l'action climatique.

Soutien de la qualité pour la conception des programmes

Une excellente qualité de la conception des projets est un élément fondamental pour obtenir un impact dans les pays où intervient le FIDA. Nous utilisons un système de soutien de la qualité en deux étapes pour examiner et améliorer la conception des programmes et projets: amélioration de la qualité et assurance qualité.

En 2013, 26 programmes et projets – parmi lesquels six projets du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) – ont été soumis au nouveau processus d'amélioration de la qualité introduit au dernier trimestre de 2012, et 27 examens d'assurance qualité ont été réalisés. Dans sa version révisée, le processus vise à faire en sorte que les projets parviennent au stade de l'amélioration de la qualité alors qu'il reste encore suffisamment de temps et de ressources pour

← Des jeunes plants de cacao biologique se développent dans une pépinière à proximité de Monte Forte, où les planteurs sont membres d'une coopérative qui collecte toutes les fèves de cacao et les vend en gros à un acheteur en France
Sao Tomé-et-Principe: Programme d'appui participatif à l'agriculture familiale et à la pêche artisanale
©FIDA/Susan Beccio

y apporter les éventuelles modifications nécessaires. Le nouveau système mobilise les capacités techniques internes de manière à apporter un appui plus efficace et plus efficient au modèle de réalisation axé sur le chargé de programme de pays, en améliorant le travail d'équipe et en renforçant l'appui aux bureaux de pays tout au long du cycle de vie des projets.

En avril 2013, le processus révisé d'amélioration de la qualité a fait l'objet d'une évaluation sous la forme d'une enquête en ligne et d'interviews face à face. Les résultats ont été globalement positifs. Toutes les personnes interrogées sont convenues que le changement était nécessaire et que le nouveau processus était plus utile. Les informations reçues en retour ont conduit à de nouvelles améliorations, y compris des éclaircissements et des orientations concernant les rôles et les responsabilités de l'équipe de gestion du programme de pays au cours du processus d'amélioration de la qualité.

Au cours de l'année 2013, la participation de personnel technique et de consultants aux missions d'appui à l'exécution a augmenté par rapport à l'année précédente, passant de 36 à 40 missions. La participation à ces missions est axée sur les questions techniques et institutionnelles et sur les questions relevant des pouvoirs publics, y compris les systèmes de suivi-évaluation. La participation aux missions sur le terrain est un élément essentiel du nouveau modèle opérationnel pour l'amélioration de la qualité, dont l'objectif principal est d'apporter un appui plus direct au travail d'équipe de conception plutôt que de suivre une approche de conformité.

En 2013, on a jugé, pour 63% des projets examinés dans le cadre de la fonction d'assurance qualité, que les changements requis étaient peu nombreux ou d'importance mineure; 37% des projets, en revanche, ont exigé d'importantes modifications de la conception. Les examinateurs ont souvent mis en lumière des problèmes en rapport avec la nécessité:

- de renforcer, dans la conception, les aspects liés au suivi-évaluation;
- d'intégrer systématiquement les enseignements tirés de projets antérieurs;
- d'améliorer l'analyse économique et financière au sein des projets appuyés par le FIDA;
- de renforcer les cadres logiques et les indicateurs de performance.

En 2013, le FIDA a commencé à utiliser un nouvel ensemble d'indicateurs de qualité initiale, conformément au Cadre de mesure des résultats adopté pour FIDA9. Pour ce qui concerne l'assurance qualité, les examinateurs ont jugé satisfaisants 93% des projets examinés au cours de l'année en termes de qualité d'ensemble de la conception du projet (tableau 1). Ils ont estimé que 89% de l'ensemble des projets atteindraient probablement leurs objectifs de développement, contre 83% en 2012, 88% en 2011 et 86% en 2010.

Déontologie, surveillance interne et lutte contre la corruption

Le Bureau de la déontologie a été créé en 2011 pour protéger l'image et la renommée du FIDA, et veiller à ce que les plus hautes normes déontologiques soient respectées à tous les niveaux de l'institution. Le Bureau de la déontologie fournit au personnel et aux dirigeants des orientations confidentielles en vue du renforcement des valeurs, de l'intégrité et du respect sur le lieu de travail. À la fin de l'année 2013, le Bureau avait conduit plus de 370 consultations confidentielles sur des questions concernant le Code de conduite et sur des questions en rapport avec de possibles fautes professionnelles au regard de la politique du FIDA en matière de lutte contre le harcèlement. Entre 2012 et 2013, le Bureau a connu une augmentation de plus de 45% des demandes d'avis de cette catégorie. Le Bureau de la déontologie

TABLEAU 1
Notes attribuées à la qualité initiale, 2013

Indicateurs du Cadre de mesure des résultats	Description	Notations plutôt satisfaisantes ou mieux ^a (pourcentage)
4.3.1	Moyenne générale	93
4.3.2	Moyenne générale pour les projets exécutés dans les États fragiles uniquement ^b	80
4.3.3	Parité homme-femmes ^c	78
4.3.4	Suivi-évaluation	85
4.3.5	Projets obtenant des notes positives sur le plan de la reproduction à plus grande échelle ^d	76

^a L'évaluation de la qualité initiale repose sur un barème de 1 à 6, la note 1 correspondant à "très insuffisant" et la note 6 à "très satisfaisant". Le pourcentage correspond à la proportion de projets obtenant une note supérieure ou égale à 4 sur le nombre total de projets.

^b En 2013, 10 des projets examinés (37%) se situaient dans des États fragiles. Les chiffres présentés correspondent exclusivement aux projets réalisés dans ces États.

^c Les notations relatives à l'assurance qualité pour l'indicateur "parité hommes-femmes" sont différentes de celles présentées dans le Rapport annuel 2012 parce que les critères de notation relatifs à cet indicateur ont changé entre 2012 et 2013.

^d Les notes portant sur la reproduction à plus grande échelle correspondent à 18 projets qui sont explicitement qualifiés d'activités de reproduction à plus grande échelle.

coopère, en tant que de besoin, avec le Bureau de l'audit et de la surveillance.

Ayant pour mission d'accroître la transparence et de résoudre les conflits d'intérêt, le Bureau de la déontologie gère également la certification annuelle de la conformité au Code de conduite du FIDA et la communication de tout avoir ou source de revenu en dehors du programme du FIDA, ainsi que le programme élargi de divulgation de la situation financière de certains membres du personnel. Si la direction a entièrement confiance dans l'intégrité de son personnel, le FIDA n'en juge pas moins extrêmement important de pouvoir garantir, et démontrer, que le FIDA dispose de mesures de contrôle interne destinées à prévenir les conflits d'intérêt.

Le FIDA a intégré avec succès la fonction déontologique. La raison en est que le Bureau de la déontologie:

- est indépendant, et rend compte directement au Bureau du Président et du Vice-Président, de sorte que les motifs de préoccupation puissent être soulevés et abordés sans crainte de représailles ou de conflit d'intérêts de la part de l'administrateur responsable de la déontologie;
- se situe à un niveau d'autorité garantissant que ses décisions et recommandations sont prises au sérieux à tous les niveaux;
- coopère avec le Bureau de l'audit et de la surveillance, le Bureau du Conseiller juridique et la Division des ressources humaines, en tant que de besoin;
- est en rapport avec les activités fondamentales du FIDA, et contribue à l'atténuation du risque dans l'ensemble de l'organisation afin d'instaurer une culture déontologique qui fasse progresser nos objectifs d'ensemble.

Le FIDA est résolu à lutter contre les pratiques irrégulières telles que la corruption, la fraude et les actes de collusion qui empêchent aux financements de parvenir aux populations rurales pauvres. Tout au long de l'année 2013, nous avons continué à consacrer des ressources, humaines et autres, à la réalisation d'audits et à la conduite sans délais d'enquêtes, tout en assurant la continuité opérationnelle. Cette démarche est conforme au principe de tolérance zéro adopté par le FIDA.

Dans le même temps, le Bureau de l'audit et de la surveillance du FIDA a renforcé sa coordination avec ses homologues des institutions spécialisées des Nations Unies et des institutions financières internationales. Des sessions de formation communes ont été organisées, des instruments d'enquête et d'audit partagés, et des enquêtes conjointes menées dans des cas d'allégations d'irrégularités concernant le FIDA et d'autres institutions.

Le Bureau de l'audit et de la surveillance a continué à soutenir l'affirmation, par la direction du FIDA, de l'efficacité des contrôles sur l'information financière en procédant à des tests et en fournissant une opinion indépendante sur le fonctionnement effectif des contrôles internes essentiels.

Le Bureau a également présenté des exposés de sensibilisation et de prévention sur la lutte contre la corruption, dans le cadre des sessions d'orientation destinées aux nouveaux membres du personnel, et au cours de forums fiduciaires organisés pour les fonctionnaires chargés des finances au sein des projets financés par le FIDA.

Le FIDA a mis en place un mécanisme confidentiel et anonyme pour la formulation des plaintes et des allégations (<http://www.ifad.org/governance/anticorruption/how.htm>). Au 31 décembre 2013, 39 allégations avaient été reçues dans le courant de l'année, contre 33 l'année précédente. On trouve, parmi ces cas, des allégations de corruption externe et des allégations de fautes professionnelles internes. Le Rapport annuel sur les activités d'enquête et de lutte contre la corruption menées en 2012 a été publié en avril 2013 (<http://www.ifad.org/governance/anticorruption/report/2013/f.pdf>).

Évaluation indépendante

Cette année marque le dixième anniversaire de la fonction d'évaluation indépendante au FIDA, dont il est rendu compte directement au Conseil d'administration. À titre de commémoration, le Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA a publié une brochure présentant une vue d'ensemble de ses activités au cours des années, un résumé des enseignements tirés et des observations des partenaires.

Vue d'ensemble du onzième Rapport annuel sur les résultats et l'impact des opérations du FIDA

L'édition 2013 du Rapport annuel sur les résultats et l'impact des opérations du FIDA (RARI) présente la synthèse des résultats et de l'impact des opérations financées par le FIDA, en se fondant sur les évaluations conduites au cours de l'année 2012 et des années précédentes par le Bureau indépendant de l'évaluation. Ce RARI introduit une nouvelle série de données provenant uniquement de validations de rapports d'achèvement de projet et d'évaluations de la performance des projets, et présentant les données par année d'achèvement du projet plutôt que par année d'évaluation.

Le RARI de cette année montre que la pertinence des projets appuyés par le FIDA demeure généralement élevée, illustrant l'importance du Fonds en tant qu'organisation mondiale promouvant un développement agricole durable à petite échelle. L'impact des opérations du FIDA sur la pauvreté

rurale s'est accru depuis la période 2005-2007. Une tendance à la hausse est aussi perceptible, dans le contexte des projets achevés depuis 2009-2011, en ce qui concerne la performance des projets et l'évaluation globale des projets. La performance du FIDA en tant que partenaire a été, au cours de la période 2011-2013, la meilleure depuis la première édition du RARI, en 2003. Les opérations appuyées par le FIDA obtiennent des notes élevées pour la promotion des approches innovantes et la reproduction à plus grande échelle, fondamentales pour parvenir à un plus large impact sur la pauvreté rurale. Le RARI révèle aussi que les opérations du FIDA obtiennent de bons résultats en matière de promotion de l'égalité hommes-femmes et d'autonomisation des femmes, domaine dans lequel le Fonds est en train d'acquiescer un avantage comparatif, un bilan et une spécialisation.

Bien que le tableau d'ensemble soit généralement positif, la performance de nombreux projets demeure encore "plutôt satisfaisante" et il n'y en a pratiquement aucun qui obtienne une note "très satisfaisant" pour les critères d'évaluation retenus. Cela signifie qu'il existe encore des possibilités de nouvelles améliorations d'ordre général. Par ailleurs, deux domaines signalés par le passé posent toujours des problèmes: l'efficacité des opérations et la durabilité des avantages. Ce sont les deux critères d'évaluation pour lesquels les résultats sont les plus faibles.

La performance du gouvernement en tant que partenaire du FIDA n'a pas non plus beaucoup progressé au fil du temps. Et le suivi-évaluation est toujours un problème. Dans tous ces domaines, un changement d'approche est nécessaire pour obtenir de meilleurs résultats.

"Comprendre les projets exceptionnels" – tel est le thème d'apprentissage retenu dans le RARI de cette année. L'examen a fait apparaître, dans tous les types de pays, une forte corrélation entre divers facteurs comme la conception, la gestion et le contexte. La gestion d'un projet apparaît comme un facteur déterminant, très important mais négligé, de la performance dans tous les contextes nationaux.

La fragilité, les conflits et la pauvreté coïncident de plus en plus souvent. Par conséquent, la performance relativement moins bonne du FIDA dans des États fragiles ou affectés par un conflit pose un important problème. La prochaine évaluation, au niveau de l'institution, du travail du FIDA dans les situations de fragilité offrira une occasion capitale de réflexion et de changement significatifs.

Les analyses comparatives montrent que la performance des opérations du FIDA depuis environ l'an 2000 a été généralement similaire à celle des opérations de la Banque mondiale au niveau mondial. Au niveau régional, la performance des opérations du FIDA est généralement du même niveau que celle de la Banque africaine de développement en

Afrique et meilleure que celle de la Banque asiatique de développement en Asie et dans le Pacifique. Cette observation est rassurante, compte tenu du fait que les contextes ruraux dans lesquels intervient le FIDA sont souvent plus difficiles et que ses opérations sont habituellement de nature plus exigeante.

Chaque année, la direction du FIDA prépare une réponse écrite au RARI, présentée au Conseil d'administration et disponible en ligne. La direction du FIDA est de manière générale d'accord avec les conclusions du RARI 2013 et accueille avec intérêt les améliorations méthodologiques mises en œuvre dans le rapport de cette année et répondant aux observations formulées l'an dernier, et notamment la suggestion d'utilisation des cohortes de rapports d'achèvement pour améliorer la robustesse de l'échantillon de projets utilisé dans le RARI. Le système d'autoévaluation du FIDA montre une évolution de la performance semblable à celle indiquée dans le RARI, et en particulier les améliorations dans un certain nombre de domaines de performance.

La direction reconnaît également que l'efficacité économique et la durabilité des avantages sont les deux domaines où la performance est la plus faible, en faisant état toutefois d'une amélioration progressive et déjà observée. Pour ce qui concerne la performance dans les États fragiles et/ou en situation de conflit, la direction convient que c'est là une question importante. En effet, l'examen annuel de la performance du portefeuille a inclus, cette année, une évaluation approfondie des différences de performance entre les projets conduits dans des situations fragiles et non fragiles. La direction du FIDA accueille avec intérêt le projet d'évaluation au niveau de l'institution des interventions dans les États fragiles et en situation de conflit et souligne la nécessité d'appliquer un solide système de catégorisation, étant donné que près de la moitié de ces pays sont aussi des pays à revenu intermédiaire.

Autres activités d'évaluation en 2013

Deux évaluations au niveau de l'institution (ENI) ont été publiées: l'ENI de l'efficacité du FIDA et de l'efficacité des opérations qu'il finance, et l'ENI de la Politique du FIDA en matière de supervision et d'appui à l'exécution. La recommandation fondamentale de l'évaluation de l'efficacité était que l'organisation doit "rehausser le niveau de la performance du FIDA proprement dit dans son rôle de partenaire afin de favoriser l'élargissement de l'impact des programmes appuyés par le FIDA". C'est là le premier pas vers l'excellence dans tous les aspects des opérations et vers l'élaboration, par le FIDA, de projets et de programmes de pays capables d'amplifier l'échelle de l'impact.

La seconde évaluation a mis en évidence le fait que l'évolution du FIDA vers la supervision

directe a un impact positif sur la performance des projets. Dans l'ensemble, la communication directe des informations, qui concernait 14% du portefeuille de projets en 2007, touchait 93% des projets en 2011. Les projets directement supervisés obtiennent de bien meilleurs résultats que ceux qui sont supervisés par une institution coopérante, en particulier pour les indicateurs de performance qui ont le plus d'importance pour le FIDA – ciblage, sécurité alimentaire, parité et renforcement des institutions.

L'évaluation a aussi recensé huit grands domaines où des améliorations des activités de supervision et d'appui à l'exécution sont possibles, au niveau opérationnel comme au niveau stratégique: souplesse, efficacité, sens du service au client, communication des résultats, et concertation sur les politiques fondée sur des données factuelles, au niveau opérationnel; et appropriation, gestion des attentes et reproduction à plus grande échelle, au niveau stratégique.

Des évaluations de programme de pays ont été réalisées pour l'Équateur, l'Indonésie et Madagascar. En Équateur, les conclusions montrent que le programme a apporté une contribution positive au développement rural, et que le FIDA est considéré comme un partenaire de confiance. Le fort parallélisme entre la mission du FIDA et les priorités du gouvernement offre des perspectives prometteuses de collaboration. Les résultats ont toutefois été limités par l'instabilité politique, qui a affecté l'efficacité du programme.

L'évaluation concernant l'Indonésie a constaté des progrès sensibles en termes d'amélioration de l'infrastructure sociale, mais des résultats limités quant au développement et à la productivité agricole sur les exploitations et hors exploitations. L'évaluation a souligné l'importance et le potentiel du partenariat entre le gouvernement et le FIDA pour la réduction de la pauvreté rurale. Les deux parties ont exprimé leur intérêt pour ce partenariat et leur engagement en faveur de son renforcement.

À Madagascar, l'évaluation a conclu que la performance du portefeuille de projets était demeurée bonne malgré une crise politique délicate en 2009. Le FIDA et le gouvernement ont accordé une attention suffisante aux activités hors prêts (concertation sur les politiques, gestion des savoirs, renforcement du partenariat et dons) – y compris dans le domaine sensible de la concertation sur la politique relative au régime foncier – et mis en place un bon système de suivi au niveau du programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP). Le gouvernement et le FIDA devront se mettre d'accord sur la manière d'assurer la prolongation de l'appui aux zones du projet après la clôture du projet.

Dans le cadre des engagements pris à l'échelle de l'ensemble du FIDA au titre de la neuvième

reconstitution, le Bureau indépendant de l'évaluation a réalisé sa première évaluation de l'impact d'un projet financé par le FIDA: le Programme de partenariat et d'appui aux moyens de subsistance dans les zones arides de Sri Lanka. Plusieurs méthodes ont été utilisées pour cette évaluation, associant des techniques qualitatives et quantitatives. Pour la première fois au FIDA, une enquête quantitative a été conduite, portant sur 2 560 ménages, aussi bien des bénéficiaires du projet que des ménages ne recevant pas son appui. L'évaluation a constaté que le projet jouait un rôle important en cela qu'il mettait les petits exploitants agricoles en contact avec de nouvelles cultures et des techniques agricoles améliorées. Toutefois, les effets sur les actifs et les dépenses des ménages ont été mitigés, à en juger pas les données provenant du suivi-évaluation du projet.

Le Bureau a réalisé trois synthèses d'évaluations, portant sur l'engagement du FIDA aux côtés des coopératives, les programmes d'options stratégiques pour le pays axés sur les résultats (COSOP-AR), et la conservation et la gestion de l'eau. La première de ces synthèses a constaté que les coopératives sont certes relativement faciles à mettre en place, mais qu'il est difficile de faire en sorte qu'elles fonctionnent efficacement parce que les membres de leurs comités directeurs et leur personnel n'ont pas nécessairement l'expérience et le savoir requis. Toutefois, si elles sont correctement gérées, des coopératives et des organisations paysannes du même type peuvent toucher un grand nombre de ruraux et les aider à améliorer leurs revenus et leurs conditions de vie, et méritent par conséquent un appui constant.

La conclusion de la deuxième synthèse était que les COSOP-AR ont été généralement alignés sur les objectifs stratégiques du FIDA et du pays partenaire. Néanmoins, certaines questions n'étaient pas traitées de façon suffisamment méthodique, comme l'engagement du secteur privé et l'approche de la reproduction à plus grande échelle. La synthèse relative à l'eau a conclu que, de manière générale, l'engagement du FIDA dans le secteur de l'eau s'est amélioré. Toutefois, le Fonds doit continuer à renforcer son engagement dans le contexte de la gestion des ressources naturelles et des écosystèmes, entreprendre des analyses du risque en rapport avec le climat, et intégrer des mesures adaptatives à la conception des projets.

Réformer la gestion des ressources humaines pour autonomiser les personnes et obtenir des résultats

Tout au long de l'année 2013, nous avons poursuivi la mise en œuvre du Programme de changement et de réforme du FIDA, pour autonomiser le personnel et obtenir des résultats. Le plan d'action institutionnel portait sur les six principaux domaines suivants:

- renforcer la transparence et l'efficacité des processus de recrutement. Il s'agissait notamment d'appuyer la prise en considération des candidatures internes, dans la perspective d'une amélioration des possibilités d'avancement professionnel. Conformément à la Politique du FIDA en matière de ressources humaines (www.ifad.org/gbdocs/eb/95/f/EB-2008-95-R-60.pdf), on a également prêté attention à l'équilibre entre les sexes et entre les zones géographiques. Les délais de recrutement ont été raccourcis, et ramenés en moyenne à 100 jours;
- aider les consultants à devenir opérationnels de manière aussi efficiente que possible. Un portail a été lancé pour aider les consultants du FIDA à démarrer rapidement l'exécution de leurs missions. Ils y trouveront une source complète d'informations sur des questions relatives, par exemple, aux contrats, aux habilitations de sécurité et aux modèles à suivre pour l'établissement des rapports;
- élaborer un programme de perfectionnement en matière de gestion, afin de renforcer, dans l'ensemble de l'organisation, les compétences de gestion des ressources humaines. Le programme pilote, destiné à 20 gestionnaires, a été lancé en 2013 et s'est achevé en mars 2014. Sur la base des résultats, un programme régulier sera conçu à l'intention d'un plus grand nombre de gestionnaires. Le programme pilote servira également de base à la conception d'un programme de perfectionnement en matière de gestion destiné aux directeurs, dont le lancement est prévu pour 2014;
- veiller à améliorer les possibilités de rotation afin de motiver le personnel et de favoriser le perfectionnement professionnel. Le premier exercice de rotation au sein du FIDA a été lancé en octobre 2013. Ce type d'exercice sera organisé chaque année, sur une base volontaire;
- rétablir un processus de conversion des contrats à durée déterminée en contrats à durée indéterminée, dans le contexte d'un cadre général amélioré de responsabilité et de gestion de la performance;
- veiller au respect intégral, par la direction et par le personnel, du Code de conduite et des valeurs fondamentales du FIDA. Au cours de l'année 2013, un nouveau cadre de compétences a été élaboré, clairement lié aux valeurs fondamentales du FIDA. Il sera utilisé dans les processus clés relatifs aux ressources humaines, et notamment le recrutement, la gestion des performances et la valorisation du personnel.

Nous avons également lancé, en 2013, un nouveau programme consolidé de récompenses du personnel pour reconnaître le mérite des membres du personnel qui incarnent les valeurs fondamentales du FIDA. Nous avons aussi introduit un nouveau dispositif de récompense et de reconnaissance du mérite, qui entrera en vigueur en 2014. Jusqu'à 15% des membres du personnel pourront recevoir une récompense, monétaire et non monétaire.

La présence du FIDA sur le terrain continue de croître. Au 31 décembre 2013, 21 membres internationaux de la catégorie des services organiques, 6 cadres associés, 42 fonctionnaires nationaux et 20 membres de la catégorie des services généraux étaient en poste dans les bureaux de pays du FIDA à travers le monde (voir la carte à l'intérieur de la couverture).

Au 31 décembre 2013, les effectifs et les statistiques relatives au personnel étaient les suivants:

- le personnel comptait au total 547 membres, y compris les membres du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA et les cadres associés;
- sur ce total, 293 appartenaient au personnel du cadre organique et à la catégorie supérieure, 42 à la catégorie des fonctionnaires nationaux et 212 à celle des services généraux;
- les fonctionnaires nationaux, le personnel du cadre organique et les administrateurs de rang supérieur comprenaient des ressortissants de 86 États membres;
- les femmes représentaient 46% du personnel du cadre organique et de la catégorie supérieure, 21% de la catégorie des fonctionnaires nationaux, et 81% de la catégorie des services généraux;
- le pourcentage total de femmes fonctionnaires du FIDA était de 58%.

Après le battage du blé, Sabah Hassan Aldin verse les grains dans un sac en vue de son stockage et de son transport
Égypte: Projet de développement rural dans la région de Noubaria Ouest





Données relatives au financement et mobilisation des ressources

Les tableaux et graphiques du présent chapitre contiennent des données détaillées sur les prêts et les dons du FIDA pour la période allant de 1978 à la fin de 2013. Ils font apparaître la taille du portefeuille en cours dans chacune de nos régions et montrent les nouvelles approbations. On y trouvera aussi des données sur les types d'investissement et les taux de décaissement. Le tableau 2 contient une synthèse des chiffres essentiels pour les cinq dernières années, ainsi que les totaux cumulés depuis le début de nos opérations en 1978.

Ressources de base et fonds supplémentaires en 2013

Le financement des opérations du FIDA provient de plusieurs sources. Il s'agit notamment de ses fonds propres, du produit des placements, des remboursements de prêts et des contributions des États membres et des institutions multilatérales. Les contributions des États membres nous parviennent dans le cadre de la reconstitution périodique des ressources du FIDA, qui a lieu tous les trois ans, et sous la forme d'apports de fonds supplémentaires.

Neuvième reconstitution des ressources du FIDA (2013-2015)

L'année 2013 est la première année de la période couverte par la neuvième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA9), pour laquelle les États membres ont fixé comme objectif un montant de 1,5 milliard d'USD pour les nouvelles contributions destinées à financer des projets de développement agricole et rural dans le monde en développement. Cet objectif représente une augmentation de 25% par rapport à la période de la huitième reconstitution (2010-2012), et le FIDA finance actuellement un programme de prêts et de dons s'élevant, pour la période triennale, à 2,95 milliards d'USD. Cet objectif inclut un guichet thématique ayant pour but d'accroître la résilience au changement climatique des projets que nous appuyons, par la mise en œuvre de l'ASAP (voir page 6).

Pour la période de FIDA9, la valeur totale des investissements de notre programme de prêts et dons – auxquels s'ajouteront les fonds obtenus à titre de cofinancement, les contributions nationales des entités déployant leurs activités dans les États membres en développement, et d'autres fonds gérés

par le FIDA mais provenant de sources extérieures – atteindra 7,5 milliards d'USD.

Au 31 décembre 2013, le montant total des annonces de contribution, y compris les contributions complémentaires, qui constituent un sous-ensemble de ressources supplémentaires fournies par les États membres, s'élevait à plus de 1,41 milliard d'USD, soit 94% de l'objectif de la neuvième reconstitution (1,5 milliard d'USD). Les instruments de contribution déposés (y compris les versements effectués sans dépôt préalable d'instrument de contribution) s'élevaient à plus de 1,37 milliard d'USD, soit 97% des annonces totales de contributions ordinaires et complémentaires.

Nous avons poursuivi, au cours de l'année 2013, notre recherche d'options stratégiques en vue de diversifier nos instruments de mobilisation de ressources et d'établir de nouveaux partenariats pour nous adapter à l'évolution du contexte mondial du financement du développement. L'orientation de ces partenariats vise à s'assurer que les investissements dans le développement agricole et rural sont réalisés de manière durable et vont au-delà des contributions classiques sous forme de dons. Leur conception vise également à maximiser la capacité du FIDA de faire face aux priorités et aux défis émergents en matière de développement.

La recherche de nouveaux partenariats a été étendue aux investisseurs islamiques et éthiques, et au secteur privé. Nous avons noué un partenariat stratégique mondial avec la société Intel Corporation afin d'apporter un appui aux petits exploitants, en Asie, sous la forme de services de vulgarisation passant par des téléphones mobiles et des technologies de l'information. Nous avons aussi eu des entretiens avec des entreprises multinationales du secteur agroalimentaire, afin de nous informer de leurs priorités lorsqu'elles s'engagent auprès des petits exploitants et d'examiner le potentiel de mobilisation de leur pouvoir d'achat à l'appui des petits producteurs. Et nous avons accru l'alignement des programmes clés sur l'activité des principales fondations poursuivant les mêmes priorités (comme au Nigéria, par exemple, avec la Fondation Bill & Melinda Gates), en vue d'une meilleure coordination et d'un impact accru en termes de développement.

TABLEAU 2
Tableau synoptique, 1978-2013^{a, b}

	2009	2010	2011	2012	2013	1978-2013	
Activités opérationnelles^{c, d}							
Prêts et dons au titre du CSD approuvés							
Nombre de programmes et projets	31	32	34	33	25	948	
Montant	en millions d'USD	644,1	777,7	947,2	963,0	731,1	14 521,3
Dons approuvés							
Nombre	99	88	83	90	63	2 551	
Montant	en millions d'USD	47,0	51,2	50,4	71,5	50,0	919,0
Fonds fiduciaire de l'ASAP							
Nombre	-	-	-	1	10	11	
Montant	en millions d'USD	-	-	-	4,9	103,0	108,0
Total des opérations de prêt et de don du FIDA	en millions d'USD	691,1	828,9	997,6	1 039,4	884,0	15 549,2
Cofinancement	en millions d'USD	308,1	662,2	412,2	420,3	342,2	9 926,6
Multilatéral	280,2	565,2	213,2	153,3	207,1	7 558,0	
Bilatéral	24,6	74,5	159,4	183,0	93,2	1 769,4	
ONG	0,7	10,4	-	3,5	-	44,9	
Autre ^e	2,5	12,2	39,6	80,5	41,9	554,2	
Contributions des pays	en millions d'USD	362,3	924,8	834,3	599,5	568,6	12 830,0
Coût total des programmes et projets^f	en millions d'USD	1 321,1	2 370,2	2 198,3	2 003,0	1 748,5	37 487,6
Programmes et projets							
Nombre de programmes et projets en cours d'exécution	217	231	238	256	241	-	
Nombre de programmes et projets achevés	24	21	26	21	43	685	
Nombre de programmes et projets dans la réserve	65	74	64	79	84	-	
Nombre de programmes et projets approuvés dus à l'initiative du FIDA	25	27	32	32	24	785	
Nombre de pays ou territoires bénéficiaires (portefeuille en cours)	91	96	97	99	98	-	
Décaissements des prêts	en millions d'USD	428,5	457,6	549,7	534,5	482,6	9 234,0
Décaissements des dons au titre du CSD	en millions d'USD	13,8	39,4	76,3	118,4	142,5	398,9
Remboursement des prêts^g	en millions d'USD	256,8	274,1	287,0	271,1	261,1	4 739,7
États membres et administration							
États membres en fin de période	165	165	167	169	172	-	
Cadre organique en fin de période ^{h, i}	235	260	298	312	321	-	

Sources: Système de gestion du portefeuille de projets; états financiers du FIDA pour les exercices 1978 à 2013; et système comptable du FIDA.

^a Les prêts du FIDA et les dons consentis par le FIDA au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette (CSD) en faveur de programmes et projets du FIDA sont libellés en droits de tirage spéciaux (DTS). Cependant, pour faciliter la lecture, les montants indiqués dans les tableaux et graphiques sont exprimés en équivalents USD, tels qu'ils figurent dans le rapport du Président approuvé par le Conseil d'administration pour chaque programme ou projet. Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

^b Les chiffres relatifs aux exercices 1986 à 1995 comprennent le Programme spécial pour les pays de l'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification.

^c Les programmes et projets intégralement annulés et ceux financés au titre du Mécanisme de financement du développement des programmes ne sont pas pris en compte.

^d Le Programme d'appui à la commercialisation de la production paysanne (Sierra Leone) approuvé en 2011 est supervisé par le FIDA et entièrement financé par un don du Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire; il est compté dans les programmes et projets, mais ne bénéficie d'aucun financement de la part du FIDA.

^e Ce montant comprend les "paniers de financement" et autres dispositifs de financement analogues, les fonds provenant du secteur privé et des financements restant à confirmer à la date de l'approbation du Conseil d'administration.

^f Ce montant comprend les dons au titre du CSD et les dons au titre de composantes. Les dons ne se rapportant pas à des projets ne sont pas pris en compte.

^g Le remboursement des prêts concerne le remboursement au titre du principal et des intérêts et inclut les remboursements au nom des pays bénéficiant de l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés (Initiative PPTE) et du Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire.

^h Postes approuvés (les postes de Président et de Vice-Président ne sont pas compris).

ⁱ Comprend les administrateurs recrutés sur le plan national des bureaux de pays.

Fonds supplémentaires

Les fonds supplémentaires sont des ressources apportées au FIDA sous forme de dons et venant s'ajouter aux contributions ordinaires aux reconstitutions⁷. Ils sont affectés au cofinancement d'initiatives et de projets spécifiques, conformément aux indications contenues dans l'accord correspondant conclu entre le FIDA et les donateurs.

Les principaux accords passés en 2013 ont été conclus avec des partenaires parmi lesquels la Commission européenne et les Gouvernements de l'Allemagne, du Canada, de la France, de l'Italie, des

Pays-Bas et de la Suisse. Ces accords appuient des activités dans les domaines de l'agriculture sensible aux enjeux nutritionnels, de la production vivrière, et du développement de filières. Ils ont aussi permis d'obtenir des fonds pour la Plateforme multidonateur pour la gestion des risques agricoles (PARM) (voir page 32), et pour une gestion des ressources naturelles mettant spécialement l'accent sur la terre et les investissements agricoles responsables, en partenariat avec le Réseau mondial d'outils fonciers. En 2013, le FIDA a également adhéré au Fonds d'affectation spéciale multidonateur du Programme

TABLEAU 3
Tableau récapitulatif des fonds supplémentaires au titre des études thématiques et de l'assistance technique, et des cofinancements reçus en 2013^a
Montants en millions d'USD

Donateur	Études thématiques et assistance technique	Cofinancement (hors cofinancements parallèles)	Total
<i>G CRAI</i>	20,8	-	
<i>Organisations paysannes</i>	4,8	-	
<i>Érythrée</i>	-	1,2	
<i>Mozambique</i>	-	7,6	
<i>Burundi</i>	-	6,3	
<i>Kenya</i>	-	5,8	
<i>PARM</i>	1,1	-	
Total Commission européenne	26,6	20,8	47,4
Pays-Bas	5,1	4,8	9,9
Canada	5,0	-	5,0
Suisse	1,7	-	1,7
France	1,4	-	1,4
Contribution volontaire de l'Italie	1,3	-	1,3
Danemark	-	0,9	0,9
OFID - Somalie	-	0,7	0,7
OFID - Sao Tomé-et-Principe, Ghana	-	0,6	0,6
République de Corée	0,5	-	0,5
Estonie	0,1	-	0,1
Total	41,6	27,8	69,4

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

OFID = Fonds de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) pour le développement international; PARM = Plateforme pour la gestion des risques agricoles.

TABLEAU 4
Portefeuille de programmes et projets en cours par région^a
Fin décembre 2013

	Nombre de programmes et projets	Financement du FIDA ^b (en millions d'USD)
Afrique de l'Ouest et du Centre	52	1 042,3
Afrique orientale et australe	44	1 183,8
Asie et Pacifique	60	1 765,2
Amérique latine et Caraïbes	41	617,9
Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe	44	785,2
Total^c	241	5 394,3

Source: Système de gestion du portefeuille de projets.

^a Dans le portefeuille en cours figurent les programmes et projets approuvés, entrés en vigueur, et pas encore achevés.

^b Ces chiffres correspondent aux montants figurant dans le rapport du Président pour chaque programme ou projet approuvé par le Conseil d'administration et comprennent les prêts, les dons au titre du CSD et les dons au titre de composantes. Les dons sans rapport avec les programmes et projets ne sont pas inclus.

^c Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

⁷ Les ressources principales du FIDA sont celles définies à l'article 4 de l'Accord portant création du FIDA. Les fonds supplémentaires proviennent d'autres contributions acceptées pour apporter à ces ressources un supplément destiné à renforcer les opérations du FIDA et à nouer des liaisons et des partenariats stratégiques avec les États membres. Les fonds supplémentaires dont il est question dans la présente section financent des programmes ou activités spécifiques, et incluent des ressources acheminées par l'intermédiaire du FIDA pour cofinancer des programmes et des projets appuyés par des prêts du FIDA. Ils n'incluent ni les ressources relatives au programme de cadres associés, ni les fonds administrés par le FIDA au nom d'organisations partenaires hébergées à son siège (le Mécanisme mondial et la Coalition internationale pour l'accès à la terre) ou le Fonds pour l'environnement mondial.

des Nations Unies pour le développement (PNUD), créé par les trois institutions des Nations Unies ayant leur siège à Rome et l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), en vue du Programme conjoint pour l'accélération des progrès en faveur de l'autonomisation économique des femmes rurales, ainsi qu'à l'accord quadripartite entre la Suisse et les trois institutions ayant leur siège à Rome portant sur la réduction du gaspillage alimentaire.

Dans l'ensemble, le FIDA a reçu en 2013 des fonds supplémentaires pour un montant total de 69,4 millions d'USD, dans le cadre d'accords signés en 2013 et au cours des années précédentes. Le tableau 3 présente les fonds supplémentaires reçus dans le courant de l'année.

Portefeuille en cours

La valeur du portefeuille de programmes et projets en cours du FIDA a continué de croître en 2013 (tableau 4).

À la fin de l'année, il comptait 241 programmes et projets en cours d'exécution dans le monde, pour un investissement du Fonds de 5,4 milliards d'USD, en partenariat avec 96 gouvernements bénéficiaires et Gaza et la Cisjordanie (voir la carte à l'intérieur de la couverture). Les cofinancements externes et les fonds de sources nationales pour le portefeuille en cours se sont élevés à 6,8 milliards d'USD, portant à 12,2 milliards d'USD la valeur totale de ces programmes et projets.

Cofinancement des programmes et projets appuyés par le FIDA

Le cofinancement de nos partenaires a un effet multiplicateur sur la valeur des interventions de développement que nous appuyons. Il comprend les ressources apportées par les donateurs multilatéraux et bilatéraux, ainsi que les contributions nationales provenant des gouvernements bénéficiaires et des participants aux projets.

TABEAU 5
Financement des programmes et projets appuyés par le FIDA, 1978-2013
Montants en millions d'USD

	1978-1999	2000-2005	2006-2011	2012	2013	1978-2013
FIDA ^{a, b}	6 518,3	2 400,9	3 990,8	983,3	837,7	14 731,0
Cofinancements ^c	5 864,0	1 092,0	2 208,0	420,3	342,2	9 926,6
Contributions nationales	7 006,1	1 687,4	2 968,5	599,5	568,6	12 830,0
Total^{d, e}	19 388,3	5 180,3	9 167,3	2 003,0	1 748,5	37 487,6
Nombre de programmes et projets ^f	551	152	187	33	25	948

Source: Système de gestion du portefeuille de projets.

^a Ces chiffres correspondent aux montants figurant dans le rapport du Président pour chaque programme ou projet approuvé par le Conseil d'administration. Le financement pour les programmes et projets comprend les prêts, les dons au titre du CSD et les dons au titre de composantes. Il ne comprend pas les autres dons sans rapport avec les programmes et projets.

^b Ces chiffres prennent en compte le financement octroyé par le FIDA pour le Projet relatif au programme national d'autonomisation des communautés rurales de l'Indonésie, approuvé en 2008.

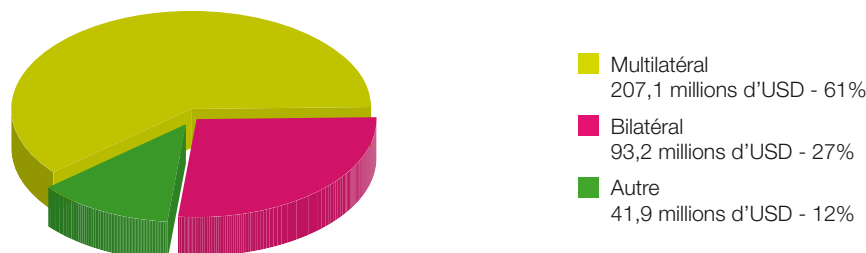
^c Ces chiffres prennent en compte les cofinancements restant à confirmer à la date d'approbation de l'opération par le Conseil d'administration.

^d Le montant total peut inclure un financement supplémentaire pour des programmes et projets précédemment approuvés.

^e Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

^f Les programmes et projets intégralement annulés ou résiliés ne sont pas pris en compte.

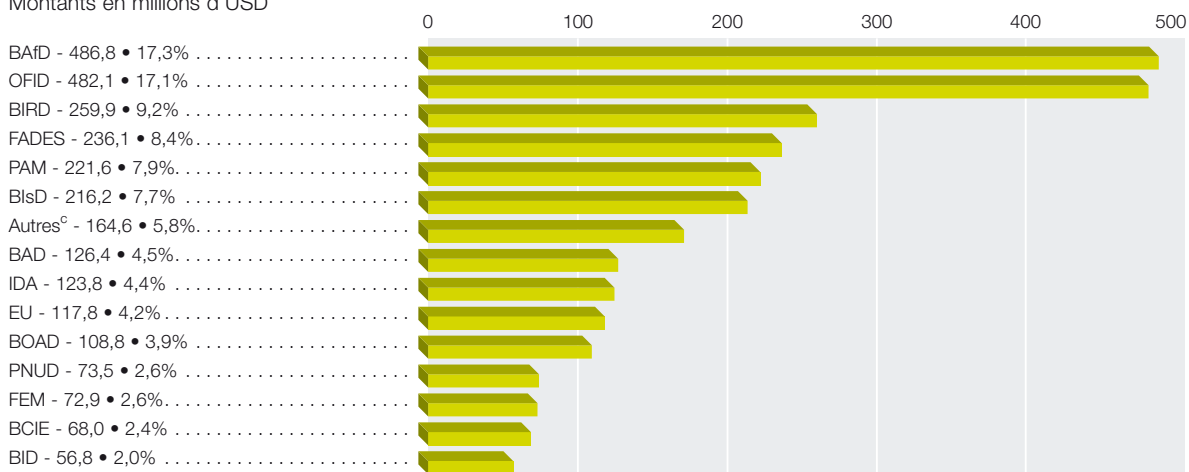
GRAPHIQUE 6
Cofinancement des programmes et projets appuyés par le FIDA, 2013
Sur un montant total de 342,2 millions d'USD^a



Source: Système de gestion du portefeuille de projets.

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

GRAPHIQUE 7
Cofinancement par des donateurs multilatéraux des programmes et projets
 dus à l'initiative du FIDA, 1978-2013^{a, b}
Montants en millions d'USD



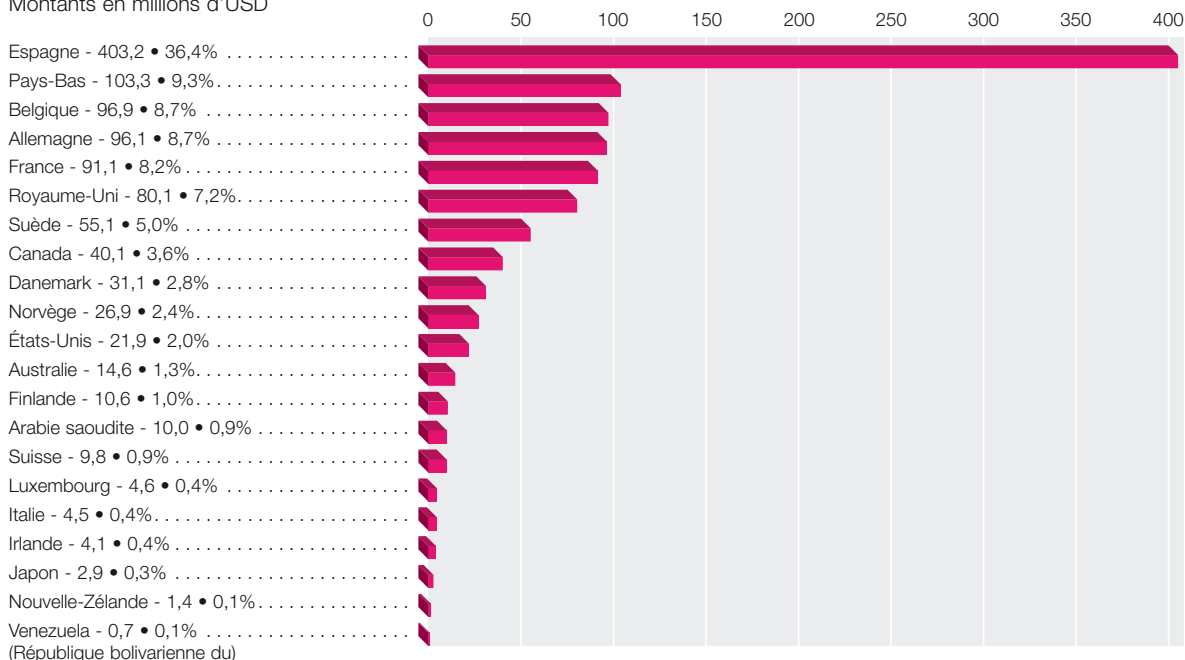
Source: Système de gestion du portefeuille de projets.

^a Ces chiffres correspondent aux montants figurant dans le rapport du Président pour chaque programme ou projet présenté au Conseil d'administration. Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres. Les montants et les pourcentages indiqués ici représentent la part de chaque donateur multilatéral dans le cofinancement multilatéral total, qui se monte à 2 815,0 millions d'USD. La participation multilatérale aux paniers de financement et dispositifs de financement analogues n'est pas prise en compte.

^b BAfD = Banque africaine de développement; OFID = Fonds de l'OPEP pour le développement international; BIRD = Banque internationale pour la reconstruction et le développement; FADES = Fonds arabe de développement économique et social; PAM = Programme alimentaire mondial; BIsD = Banque islamique de développement; BAD = Banque asiatique de développement; IDA = Association internationale de développement; UE = Union européenne; BOAD = Banque ouest-africaine de développement; PNUD = Programme des Nations Unies pour le développement; FEM = Fonds pour l'environnement mondial; BCIE = Banque centraméricaine d'intégration économique; BID = Banque interaméricaine de développement.

^c On compte parmi les autres cofinanceurs les institutions suivantes: Autorité arabe pour les investissements et le développement agricoles (AAAD); Fonds Africa; Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA); Société andine de développement (SAD); Banque de développement des Caraïbes (CARIBANK); Banque d'investissement et de développement de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO); Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO); Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire; Société financière internationale (IFC); Organisation internationale du Travail (OIT); Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA); Fonds stratégique pour le climat; Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU); Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues (PNUCID); Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues (FNULAD); Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP); Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF); Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM) (maintenant Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes [ONU-Femmes]).

GRAPHIQUE 8
Cofinancement bilatéral par des États membres donateurs des programmes et projets
 dus à l'initiative du FIDA, 1978-2013^a
Montants en millions d'USD



Source: Système de gestion du portefeuille de projets.

^a Ces chiffres correspondent aux montants figurant dans le rapport du Président pour chaque programme ou projet présenté au Conseil d'administration. Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres. Les montants et les pourcentages indiqués ici représentent la part de chaque donateur bilatéral dans le cofinancement bilatéral total, qui se monte à 1 109,2 millions d'USD. La participation bilatérale aux paniers de financement et dispositifs de financement analogues n'est pas prise en compte.

De nombreux facteurs externes interviennent dans les niveaux de cofinancement, qui peuvent varier considérablement d'une année à l'autre. Le cofinancement multilatéral, qui était de 153,3 millions d'USD en 2012, a augmenté en 2013 pour atteindre 207,1 millions d'USD, couvrant ainsi la plus grande partie du cofinancement externe pour les programmes et projets nouvellement approuvés (tableau 2 et graphique 6).

Le graphique 7 présente les 15 principaux cofinanceurs multilatéraux, à ce jour, des programmes et projets dus à l'initiative du FIDA. Les quatre cofinanceurs arrivant en tête du classement sont la Banque africaine de développement, le Fonds de l'OPEP pour le développement international, la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Groupe de la Banque mondiale)

et le Fonds arabe de développement économique et social. Ensemble, ces donateurs représentent, avec 2,8 milliards d'USD, plus de 50% du total du cofinancement multilatéral.

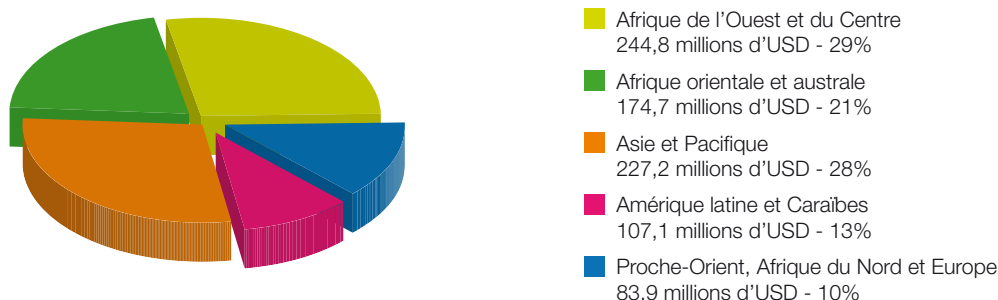
Le graphique 8 présente un classement des donateurs bilatéraux contribuant aux programmes et projets dus à l'initiative du FIDA; l'Espagne, les Pays-Bas et la Belgique y occupent les premières places. Ensemble, ces trois pays ont fourni plus de 54% du cofinancement bilatéral total aux projets dus à l'initiative du FIDA, s'élevant à 1,1 milliard d'USD depuis le début de nos activités en 1978.

Le Conseil d'administration du FIDA a approuvé en 2010 la création du Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire. Il se compose d'un prêt du Gouvernement espagnol d'un montant de

GRAPHIQUE 9

Répartition régionale du financement des programmes et projets du FIDA approuvés en 2013^a

Sur un montant total de 837,7 millions d'USD



Source: Système de gestion du portefeuille de projets

^a Ces chiffres correspondent aux montants figurant dans le rapport du Président pour chaque programme ou projet approuvé par le Conseil d'administration. Le financement pour les programmes et projets comprend les prêts, les dons au titre du CSD et les dons au titre de composantes. Il ne comprend pas les autres dons sans rapport avec les programmes et projets.

TABLEAU 6

Financement du FIDA pour les programmes et projets par région, 1978-2013^{a, b}

Montants en millions d'USD

	1978-1999	2000-2005	2006-2011	2012	2013	1978-2013
Afrique de l'Ouest et du Centre						
Montant total	1 127,2	449,2	678,4	268,9	244,8	2 768,5
Nombre de programmes et projets	120	35	41	7	5	208
Afrique orientale et australe						
Montant total	1 120,9	468,9	1 030,4	130,9	174,7	2 925,8
Nombre de programmes et projets	100	30	38	4	5	177
Asie et Pacifique						
Montant total	2 136,9	728,2	1 265,3	340,1	227,2	4 697,6
Nombre de programmes et projets	139	37	44	10	6	236
Amérique latine et Caraïbes						
Montant total	1 036,4	349,7	406,4	149,6	107,1	2 049,3
Nombre de programmes et projets	99	20	29	8	5	161
Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe						
Montant total	1 096,9	404,9	610,3	93,9	83,9	2 289,9
Nombre de programmes et projets	93	30	35	4	4	166
Montant total du financement du FIDA^c	6 518,3	2 400,9	3 990,8	983,3	837,7	14 731,0
Nombre total de programmes et projets^d	551	152	187	33	25	948

Source: Système de gestion du portefeuille de projets.

^a Ces chiffres correspondent aux montants figurant dans le rapport du Président pour chaque programme ou projet approuvé par le Conseil d'administration. Le financement pour les programmes et projets comprend les prêts, les dons au titre du CSD et les dons au titre de composantes. Il ne comprend pas les autres dons sans rapport avec les programmes et projets.

^b Le montant total peut inclure un financement supplémentaire pour des programmes et projets précédemment approuvés.

^c Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

^d Les programmes et projets intégralement annulés ou résiliés ne sont pas pris en compte.

285,5 millions d'EUR (400,0 millions d'USD) et d'un don de 14,5 millions d'EUR (20,3 millions d'USD).

Au 31 décembre 2013, le Conseil d'administration avait approuvé l'utilisation de 299,7 millions d'EUR provenant du fonds fiduciaire pour l'application à une plus grande échelle de projets appuyés par le FIDA: 11 dans la région Amérique latine et Caraïbes (154,0 millions d'EUR), 4 dans la région Afrique de l'Ouest et du Centre (32,4 millions d'EUR), 4 dans la région Afrique orientale et australe (49,3 millions d'EUR), 3 dans la région Asie et Pacifique (35,6 millions d'EUR) et 3 dans la région Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe (28,4 millions d'EUR).

Financement en faveur de pays et régions prioritaires

Le FIDA continue de privilégier l'aide aux pays les moins avancés et à ceux dont la sécurité alimentaire n'est pas assurée. Sur le total des financements

accordés à des programmes et projets en 2013, 72,8% étaient destinés à des pays classés par la FAO dans la catégorie des pays à faible revenu et à déficit vivrier, et 52,6% à des pays placés par les Nations Unies dans la catégorie des pays les moins avancés. S'agissant de la répartition régionale, les deux régions FIDA de l'Afrique subsaharienne ont bénéficié de 50% des financements nouveaux en faveur de programmes et projets en 2013 (graphique 9). Le tableau 6 indique le financement par région depuis 1978.

Financement par secteur

Les interventions du FIDA sont principalement axées sur l'agriculture et sur un développement rural sans exclusive. Plus de 30% des ressources investies dans le portefeuille actuel appuient des activités concernant l'agriculture et la gestion des ressources naturelles, composantes essentielles des économies rurales (graphique 10). Les services financiers ruraux, et les marchés et l'infrastructure connexe représentent

GRAPHIQUE 10
Financement du portefeuille actuel du FIDA par secteur (fin 2013)



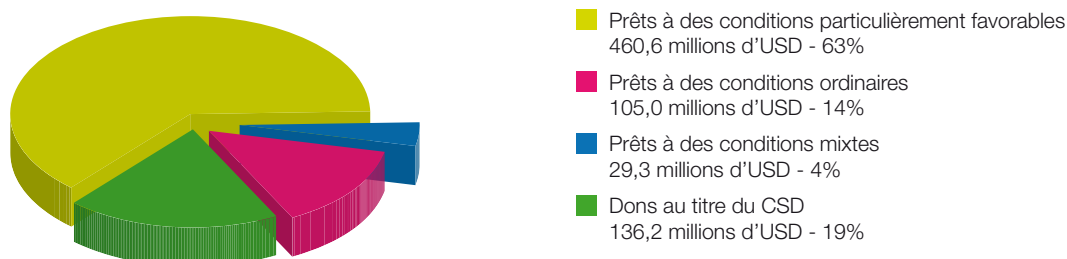
Source: Système de gestion du portefeuille de projets.

^a L'agriculture et la gestion des ressources naturelles comprennent l'irrigation, les parcours, la pêche, la recherche, la vulgarisation et la formation.

^b Les autres secteurs comprennent la communication, la culture et le patrimoine, l'atténuation des effets des catastrophes, la production d'énergie, le suivi-évaluation, la gestion et la coordination, et la gestion des situations d'après-crise.

GRAPHIQUE 11
Prêts du FIDA par conditions de prêt, et dons au titre du CSD, 2013

Sur un montant total de 731,1 millions d'USD^a



Source: Système de gestion du portefeuille de projets.

^a Ces chiffres correspondent aux montants figurant dans le rapport du Président pour chaque programme ou projet approuvé par le Conseil d'administration. Ils incluent les prêts au titre du Programme ordinaire et du Programme spécial pour les pays de l'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification, et les dons au titre du CSD.

TABLEAU 7
Récapitulatif des prêts du FIDA par conditions de prêt, et des dons au titre du CSD, 1978-2013^{a,b}
Montants en millions d'USD

	1978-1999	2000-2005	2006-2011	2012	2013	1978-2013
Dons au titre du CSD						
Montant	-	-	767,1	315,0	136,2	1 218,4
Nombre de dons	-	-	76	17	11	104
Prêts à des conditions particulièrement favorables						
Montant	4 415,1	2 011,3	2 356,3	314,1	460,6	9 557,5
Nombre de prêts	391	128	124	18	21	682
Prêts à des conditions durcies						
Montant	-	-	54,1	5,0	-	59,1
Nombre de prêts	-	-	4	1	-	5
Prêts à des conditions intermédiaires						
Montant	1 404,0	166,7	371,1	35,4	-	1 977,1
Nombre de prêts	120	11	15	3	-	149
Prêts à des conditions mixtes						
Montant	-	-	-	-	29,3	29,3
Nombre de prêts	-	-	-	-	2	2
Prêts à des conditions ordinaires						
Montant	643,3	230,3	407,9	293,5	105,0	1 680,0
Nombre de prêts	52	13	31	13	5	114
Montant total	6 462,4	2 408,3	3 956,5	963,0	731,1	14 521,3
Nombre total de prêts, et de dons au titre du CSD^{c,d}	563	152	250	52	39	1 056

Source: Système de gestion du portefeuille de projets.

^a Ces chiffres correspondent aux montants figurant dans le rapport du Président pour chaque programme ou projet approuvé par le Conseil d'administration. Ils comprennent les prêts au titre du Programme ordinaire et du Programme spécial pour les pays de l'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification et les dons au titre du CSD, ainsi qu'un prêt à des conditions particulièrement favorables approuvé en 2005 en faveur de l'Indonésie et financé par le produit inutilisé d'un prêt à des conditions intermédiaires approuvé en 1997.

^b Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

^c Un programme ou projet peut être financé par plus d'un prêt ou don au titre du CSD, ce qui explique que le nombre de prêts et de dons au titre du CSD ne correspond pas nécessairement à celui des programmes et projets figurant dans d'autres tableaux.

^d Les prêts intégralement annulés ou résiliés ne sont pas pris en compte.

TABLEAU 8
Récapitulatif des prêts du FIDA par conditions de prêt, et des dons au titre du CSD, par région, 1978-2013^{a,b}
Montants en millions d'USD

	Afrique de l'Ouest et du Centre	Afrique orientale et australe	Asie et Pacifique	Amérique latine et Caraïbes	Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe	Total
Dons au titre du CSD						
Montant	453,1	340,2	216,1	51,2	157,7	1 218,4
Nombre de dons	33	25	20	9	17	104
Prêts à des conditions particulièrement favorables						
Montant	2 145,8	2 430,5	3 599,6	411,4	970,3	9 557,5
Nombre de prêts	195	165	196	41	85	682
Prêts à des conditions durcies						
Montant	-	-	-	-	59,1	59,1
Nombre de prêts	-	-	-	-	5	5
Prêts à des conditions intermédiaires						
Montant	105,2	109,0	609,9	488,0	665,0	1 977,1
Nombre de prêts	11	11	36	51	40	149
Prêts à des conditions mixtes						
Montant	-	-	15,0	14,3	-	29,3
Nombre de prêts	-	-	1	1	-	2
Prêts à des conditions ordinaires						
Montant	21,3	13,7	207,7	1 058,3	378,9	1 680,0
Nombre de prêts	3	4	5	73	29	114
Montant total	2 725,4	2 893,4	4 648,3	2 023,3	2 231,1	14 521,3
Pourcentage du total des prêts du FIDA et des dons au titre du CSD	18,8	19,9	32,0	13,9	15,4	100,0
Nombre total de prêts^{c,d} et de dons au titre du CSD	242	205	258	175	176	1 056

Source: Système de gestion du portefeuille de projets.

^a Ces chiffres correspondent aux montants figurant dans le rapport du Président pour chaque programme ou projet approuvé par le Conseil d'administration. Ils comprennent les prêts au titre du Programme ordinaire et du Programme spécial pour les pays de l'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification et les dons au titre du CSD, ainsi qu'un prêt à des conditions particulièrement favorables approuvé en 2005 en faveur de l'Indonésie et financé par le produit inutilisé d'un prêt à des conditions intermédiaires approuvé en 1997.

^b Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

^c Un programme ou projet peut être financé par plus d'un prêt ou don au titre du CSD, ce qui explique que le nombre de prêts et de dons au titre du CSD ne correspond pas nécessairement à celui des programmes et projets figurant dans d'autres tableaux.

^d Les prêts intégralement annulés ou résiliés ne sont pas pris en compte.

chacun environ 14% des fonds investis. Ces deux secteurs jouent un rôle clé dans l'impulsion donnée à une croissance économique sans exclusive dans les zones rurales où nous intervenons, permettant aux ruraux pauvres, femmes et hommes, de développer leurs entreprises et de transformer, transporter et vendre leurs produits.

Répartition du financement des programmes et projets en fonction des instruments et des conditions de prêt

Les prêts assortis de conditions particulièrement favorables représentent toujours la plus grande partie de nos financements destinés à des programmes et projets d'investissement (tableau 7)⁸. Plus de 60% des nouveaux financements approuvés au cours de l'année entrent dans la catégorie des prêts assortis de conditions particulièrement favorables – pour un montant total de 460,6 millions d'USD. Les

dons au titre du CSD représentent près de 19% du total, suivis par les prêts à des conditions ordinaires, avec 14%, et les prêts à des conditions mixtes, avec 4% (graphique 11).

En proportion de la valeur cumulée du portefeuille de financements du FIDA depuis 1978, les prêts assortis de conditions particulièrement favorables et les dons au titre du CSD représentent environ 74% du total, soit une part largement supérieure à l'objectif de deux tiers fixé dans les Principes et critères en matière de prêts. Le tableau 8 indique la répartition des investissements en fonction des conditions de financement et par région.

Décaissements

Les décaissements au titre des prêts du FIDA et des dons au titre du CSD ont atteint 625,1 millions d'USD en 2013 (tableaux 9 et 10). Au cours de la période 1979-2013, les décaissements au titre des prêts relevant du Programme ordinaire se sont

TABLEAU 9
Montant annuel des décaissements des prêts au titre du Programme ordinaire, par région, 1979-2013^a
Montants en millions d'USD

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	1979-2013
Afrique de l'Ouest et du Centre	61,4	62,3	57,8	61,8	64,4	66,8	66,0	74,4	94,2	74,8	1 306,9
Afrique orientale et australe	70,2	75,9	88,6	89,4	85,4	106,4	99,4	104,3	140,4	136,2	1 688,0
Asie et Pacifique	73,1	93,1	127,2	122,0	99,1	129,2	158,0	230,7	172,2	148,0	3 068,3
Amérique latine et Caraïbes	49,1	42,3	57,4	63,4	79,1	61,6	64,0	72,9	65,7	54,2	1 373,5
Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe	57,6	68,0	55,9	62,1	96,1	73,5	70,1	67,3	61,9	69,4	1 481,1
Total^b	311,4	341,6	386,9	398,7	424,1	437,5	457,5	549,6	534,5	482,6	8 917,8

Source: Système prêts et dons.

^a Les montants des décaissements indiqués ne concernent que les prêts au titre du Programme ordinaire et ne prennent pas en compte le Programme spécial pour les pays de l'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification, ni les financements sous forme de dons au titre du CSD.

^b Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

TABLEAU 10
Montant annuel des décaissements des dons au titre du CSD, par région, 2007-2013
Montants en millions d'USD

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2007-2013
Afrique de l'Ouest et du Centre	-	1,1	1,9	8,5	23,3	36,2	49,2	120,3
Afrique orientale et australe	1,0	3,6	5,2	16,8	27,3	41,7	44,9	140,5
Asie et Pacifique	0,9	1,7	4,6	8,8	13,9	24,3	22,9	77,0
Amérique latine et Caraïbes	-	-	0,6	0,9	2,9	6,6	6,2	17,2
Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe	-	-	0,9	3,8	7,5	9,1	19,2	40,5
Dons au niveau mondial	0,1	0,1	0,6	0,7	1,4	0,5	-	3,4
Total^a	2,0	6,5	13,8	39,4	76,3	118,4	142,5	399,0

Source: Système prêts et dons.

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

⁸ Le FIDA accorde des prêts assortis de quatre types de conditions: conditions particulièrement favorables (pas d'intérêt mais une commission de service de 0,75% et une durée de remboursement de 40 ans); conditions durcies (pas d'intérêt mais une commission de service de 0,75% et une durée de remboursement de 20 ans); conditions intermédiaires (taux d'intérêt variable équivalant à 50% du taux de référence et durée de remboursement de 20 ans); et conditions ordinaires (taux d'intérêt variable égal au taux de référence et durée de remboursement de 15 à 18 ans).

élevés en valeur cumulée à 8 917,8 millions d'USD (soit 76% des engagements effectifs) à la fin de 2013 (tableau 11), contre 8 435,2 millions d'USD (75% des engagements effectifs) à la fin de 2012.

Gestion de la trésorerie et politiques financières du FIDA

Le FIDA gère des investissements d'une valeur de 2,3 milliards d'USD au titre du programme de travail ordinaire, plus 0,7 milliard d'USD pour le compte de divers programmes supplémentaires et fonds d'affectation spéciale, ainsi que les flux de trésorerie qui s'y rattachent.

En 2013, le volume des mouvements de trésorerie a atteint les niveaux records de 6,0 milliards d'USD pour le Programme ordinaire et de 1,9 milliard d'USD pour les programmes supplémentaires et fonds d'affectation spéciale, soit une augmentation de 5% par rapport à 2012, et de 30% par rapport à la moyenne de la période couverte par la huitième reconstitution. Cet accroissement est essentiellement dû à l'expansion continue des activités des programmes ordinaires et supplémentaires et de celles financées par les fonds fiduciaires.

Nous avons procédé à un examen d'ensemble de la stratégie de placement afin de garantir la constante

disponibilité des liquidités nécessaires pour les décaissements et afin d'optimiser la rentabilité de nos placements dans la limite des paramètres de risque établis. Cet exercice avait pour but d'aligner les placements du FIDA sur la croissance des sorties de fonds nettes – croissance due à l'augmentation du programme de prêts et dons – et sur la faible perspective de rendement. En conséquence, des modifications ont été introduites, vers la fin de l'année, dans la politique de placement et la répartition des actifs.

Dans le cadre de nos efforts constants de renforcement de la gestion du risque, et dans le contexte de l'examen au niveau de l'institution de la continuité des opérations, le plan de continuité des opérations et ses modalités d'application ont été validés et consolidés. Afin d'améliorer encore l'efficacité, nous avons procédé à un examen des plans d'organisation des tâches pour repérer les processus transdivisionnels. Un nouveau logiciel a également été introduit pour faciliter la gestion de la conformité dans les opérations de placement et de trésorerie.

En tant que coprésident du Groupe de travail du réseau finances et budget sur les services de trésorerie communs, le FIDA continue de jouer un rôle de chef de file dans les initiatives prises à l'échelle du système des Nations Unies en vue d'améliorer l'efficacité

TABLEAU 11
Décaissement des prêts au titre du Programme ordinaire, par région et par conditions de prêt, 1979-2013^a
Montants en millions d'USD

	Particulièrement favorables	Intermédiaires	Ordinaires	Durcies	Total
Afrique de l'Ouest et du Centre					
Montant	1 230,9	60,3	15,7	-	1 306,9
Pourcentage du total de l'engagement effectif sous forme de prêts	73	100	87	-	74
Afrique orientale et australe					
Montant	1 587,0	97,5	3,4	-	1 688,0
Pourcentage du total de l'engagement effectif sous forme de prêts	74	95	26	-	75
Asie et Pacifique					
Montant	2 630,3	422,9	15,1	-	3 068,3
Pourcentage du total de l'engagement effectif sous forme de prêts	78	86	7	-	76
Amérique latine et Caraïbes					
Montant	365,8	406,3	601,4	-	1 373,6
Pourcentage du total de l'engagement effectif sous forme de prêts	88	94	63	-	76
Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe					
Montant	833,6	400,1	237,7	9,7	1 481,1
Pourcentage du total de l'engagement effectif sous forme de prêts	90	71	69	22	74
Montant total	6 647,7	1 387,1	873,3	9,7	8 917,8
Pourcentage du total de l'engagement effectif sous forme de prêts	78	84	57	22	76

Source: Système prêts et dons.

^a Les montants des décaissements indiqués ne concernent que les prêts au titre du Programme ordinaire et ne prennent pas en compte le Programme spécial pour les pays de l'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification, ni les financements sous forme de dons au titre du CSD.

opérationnelle de ces services. La Division des services de trésorerie du FIDA héberge et administre le site web consacré à la communauté de pratiques des services de trésorerie des Nations Unies, qui demeure la principale plateforme d'interaction entre ces services.

Compte tenu de l'importance accordée, au niveau institutionnel, à la présence du FIDA dans les pays où nous intervenons, et du nombre croissant de bureaux de pays (voir la carte à l'intérieur de la couverture), des négociations commerciales et juridiques ont été menées à terme avec les banques remplissant les conditions requises, et un groupe de travail sur la décentralisation des bureaux de pays du FIDA a été chargé de trouver les moyens d'appuyer plus efficacement ces bureaux.

Approche et soutien du FIDA en matière d'allègement de la dette et de gestion de la dette

L'allègement de la dette et la gestion de la dette apportent une importante contribution à la réduction de la pauvreté. Au cours de l'année 2013, nous avons poursuivi notre soutien total au travail mené, au niveau international, pour chercher à résoudre le problème de la dette actuelle des pays pauvres, par le biais de l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés (PPTE). Nous avons aussi continué à utiliser notre Cadre pour la soutenabilité de la dette (CSD) pour faire en sorte que les pays vulnérables n'accumulent pas, à l'avenir, une nouvelle dette.

Depuis le lancement de l'Initiative PPTE, de nombreux pays ont sensiblement progressé sur la voie de l'accès à l'allègement de la dette. Plus de 97% des pays répondant aux conditions requises (36 pays sur 38) ont franchi le point de décision,

et peuvent ainsi solliciter une aide du FIDA au titre de cette initiative. Trente-quatre pays ont désormais atteint le point d'achèvement – stade auquel ils obtiennent une réduction complète et irrévocable de leur dette – et deux en sont au stade intermédiaire entre le point de décision et le point d'achèvement.

Au total, nos engagements représentent à ce jour un allègement du service de la dette d'environ 572,3 millions d'USD en valeur nominale. Au 31 décembre 2013, le FIDA avait accordé aux 34 pays parvenus au point d'achèvement des allègements de dette d'un montant total de 419,7 millions d'USD.

Au cours de l'année 2013, les dons au titre du CSD ont représenté près de 19% de la valeur totale des financements approuvés pour des programmes et projets d'investissement. Onze dons ont été approuvés, pour un montant total de 136,2 millions d'USD (tableau 7).

Des participants au programme travaillent dans des petites parcelles de production de légumes dans le village de Bac Giang, province de Ha Tinh →
Viet Nam: Programme d'amélioration de la participation des pauvres aux marchés dans les provinces de Ha Tinh et Tra Vinh
©FIDA/Susan Beccio



Récompenses

Récompenses du personnel

Nous désignons, chaque année, des collègues auxquels nous attribuons des récompenses pour leur remarquable performance. Notre toute première réunion mondiale du personnel, qui a réuni pendant deux jours plus de 600 membres du personnel du FIDA venus de toutes les régions du monde, pour une manifestation visant à renforcer l'esprit d'équipe, s'est conclue par la cérémonie de remise des prix 2013.

Les récompenses ont été attribuées à nos collègues pour leurs contributions exceptionnelles dans l'une des quatre catégories suivantes:

- leadership – à n'importe quel niveau de l'organisation
- innovation ou initiative extraordinaire
- facilitation du changement
- respect des valeurs fondamentales du FIDA: culture du résultat, intégrité, professionnalisme et respect.



Le Vice-Président adjoint, Kevin Cleaver, reçoit la reconnaissance présidentielle lors de la réunion mondiale du personnel, en 2014

©FIDA/Flavio Ianniello



Plus de 600 membres du personnel étaient présents à la cérémonie d'ouverture de la première réunion mondiale du personnel du FIDA

©FIDA/Flavio Ianniello

Leadership

Abdelhamid Abdouli
Allegra Saitto

Projet novateur/ initiative extraordinaire

Antonella Cordone

Équipe SPD:

Sunil Abishaikh
Gabriella Donzelli
James Ewing
Daniela Frau
Tiziana Galloni
Simone Giorgi
David Hartcher
Saman Karunaratne
Alessandro Lembo
Andrea Marchetti
Allegra Saitto

Équipe MFEF:

Pedro De Vasconcelos
Rosanna Faillace
Mauro Martini

Facilitation du changement

Lucy Gizzi
Irene Li

Valeurs fondamentales du FIDA

Sennai Kebedom
Mayte Illan Rives
Atsuko Toda

Reconnaissance présidentielle

Kevin Cleaver

Mention honorable

Alessandra Casano, de l'équipe MFEF
Carla De Donato, Kim Harvey et Fabrizio Forte pour
les gestes accomplis à la suite d'un accident de la
circulation qui s'est produit devant le siège du FIDA
en novembre 2013.



Les membres du personnel récompensés en 2013, avec le Président du FIDA (de gauche à droite): Sunil Abishaikh, Tiziana Galloni, Lakshmi Menon, Simone Giorgi, Allegra Saitto, Alessandro Lembo, Daniela Frau, Antonella Cordone, Andrea Marchetti, Gabriella Donzelli, Abdelhamid Abdouli, Sennai Kebedom, Kanayo F. Nwanze, Mayte Illan Rives, Atsuko Toda, David Hartcher, Irene Li, Lucy Gizzi, Pedro De Vasconcelos, Rosanna Faillace, Mauro Martini

Récompenses obtenues par le FIDA

Au cours de l'année 2013, le FIDA a reçu un certain nombre de récompenses, attribuées par les gouvernements d'États membres et témoignant d'une sensibilisation croissante au développement agricole et au travail du FIDA. En avril, le FIDA et ses deux institutions sœurs ayant leur siège à Rome – l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et le Programme alimentaire mondial – ont été faits **citoyens honoraires de la ville de Rome**, en reconnaissance de leur engagement constant dans la lutte contre la faim et la pauvreté. Le travail accompli par les trois institutions à l'appui de la sécurité alimentaire et du développement durable, et pour améliorer les conditions de vie des populations rurales, a été également reconnu.

En juillet, le Département du Trésor des États-Unis a attribué son **Prix d'excellence en matière d'impact sur le développement** au FIDA et à la Banque africaine de développement pour un projet conjoint réalisé dans une zone rurale de l'Ouganda et qui améliore l'infrastructure et l'accès au marché, établit un lien entre les petits exploitants agricoles et les marchés, et les aide à devenir plus compétitifs. Également au mois de juillet, le FIDA a reçu un **témoignage officiel de satisfaction** du Président du bureau régional de l'Association des Municipalités du Niger, à Maradi.

Au cours d'un voyage en Amérique latine, au mois d'août, le Président du FIDA, M. Kanayo F. Nwanze, a reçu le **Diploma de la Ciudad** (Diplôme de la ville) du district municipal de Sibayo, province de Caylloma, à Arequipa, au Pérou. Le FIDA a également reçu un témoignage de reconnaissance du Président de la République et du Secrétaire d'État du Honduras pour la précieuse contribution du FIDA au secteur agroalimentaire de ce pays.

À Sri Lanka, le Programme post-tsunami de remise en état et de gestion des ressources dans les zones côtières, appuyé par le FIDA, a été désigné, en octobre, **Projet de l'année 2013** par le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets.

Ce programme, financé conjointement par le FIDA et le Gouvernement de Sri Lanka, a été choisi pour sa planification détaillée et son efficacité, et félicité pour sa réalisation et sa performance.

Le Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP) s'est vu attribuer au mois de novembre le statut d'**activité phare pour 2013, dans le contexte de l'Élan pour le changement**, pour ses travaux novateurs en matière d'utilisation du financement destiné à l'adaptation au changement climatique et apportant des avantages sociaux et économiques aux petits exploitants agricoles. Ce prix est attribué par le secrétariat de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

Sur le plan interne, nous avons créé en 2013 un **Prix pour l'égalité entre les sexes**, afin de faire progresser nos efforts dans ce domaine. Le prix doit distinguer les projets qui contribuent le mieux à promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes et à autonomiser les femmes dans chaque région. Les projets récompensés ont été les suivants: le Projet de gestion communautaire des ressources dans le Sunamganj, au Bangladesh (Asie et Pacifique), le Programme d'appui aux moyens de subsistance dans les districts, en Ouganda (Afrique orientale et australe), le Projet de développement rural et de modernisation pour la région Est, en El Salvador (Amérique latine et Caraïbes), le Programme de gestion des ressources dans l'ouest du Soudan, au Soudan (Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe), et le Programme de promotion de la croissance rurale dans le Nord, au Ghana (Afrique de l'Ouest et du Centre).

Saahakeyan Marinè, 29 ans, dirige le laboratoire de la société Wines 365 à Erevan →

Arménie: Programme en faveur de l'accès des agriculteurs aux marchés

©FIDA/Marco Salustro



Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Fonds international de développement agricole des Nations Unies aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Les appellations de pays "développés" et "en développement" sont employées à des fins de commodité statistique et ne reflètent pas nécessairement un jugement quant au stade atteint par tel ou tel pays ou telle ou telle région dans le processus de développement.

La présente publication peut être reproduite en tout ou en partie sans l'autorisation préalable du FIDA, à condition que la source soit indiquée par l'éditeur et qu'une copie du texte publié soit envoyée au FIDA.

Page de couverture:

John et Sonia Nshimirimana, producteurs laitiers, avec leurs deux enfants dans la ferme familiale sur la colline de Mugitega, à Bugendana, au Burundi. Il y a trois ans, dans le cadre du projet, la famille Nshimirimana a reçu une vache. Aujourd'hui, ils possèdent deux vaches laitières qui produisent 19 litres de lait par jour, et un veau. Ils vendent 10 litres à la coopérative laitière à laquelle ils appartiennent et le reste est consommé par la famille ou vendu à leurs voisins, dont certains sont présents sur la photo.

Pour recevoir une vache de la part du projet, les agriculteurs doivent être en mesure de produire suffisamment d'herbe pour la nourrir. Ils reçoivent un appui pour construire une unité de stabulation permanente, comme celle que l'on peut voir sur la photo, et mettre en place un réservoir d'eau de pluie afin d'avoir suffisamment d'eau pour leur bétail. Le premier veau de la vache est donné à une autre famille d'agriculteurs. Le jeune couple partage son succès avec les autres agriculteurs locaux et permet au projet d'illustrer les résultats d'une production laitière améliorée. Le fumier provenant du bétail est utilisé pour fertiliser les plants de bananier, qui sont aussi cultivés à la ferme.

Burundi: Projet d'appui à l'intensification et à la valorisation agricoles

©FIDA/Susan Beccio

© 2014 Fonds international de développement agricole (FIDA)

Imprimé par Quintily, Rome, Italie

2014

Imprimé sur papier écologique



Fonds international de développement agricole
Via Paolo di Dono, 44 - 00142 Rome, Italie
Téléphone: +39 06 54591 - Télécopie: +39 06 5043463
Courriel: ifad@ifad.org
www.ifad.org
www.ruralpovertyportal.org
 ifad-un.blogspot.com
 www.facebook.com/ifad
 [instagram.com/ifadnews](https://www.instagram.com/ifadnews)
 www.twitter.com/ifadnews
 www.youtube.com/user/ifadTV

